



PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE

# RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS

*Edition n° 3 du 31 janvier 2008*

**Les actes dans leur intégralité peuvent être consultés** à la préfecture ou auprès des services concernés.

**Le recueil peut aussi être consulté :**

- \* sur le site Internet des services de l'État en Meurthe-et-Moselle :  
[www.meurthe-et-moselle.pref.gouv.fr](http://www.meurthe-et-moselle.pref.gouv.fr)
- \* aux guichets d'accueil de la préfecture et des sous-préfectures,  
pendant deux mois à partir du 1<sup>er</sup> février 2008

## SOMMAIRE

ARRETES, DECISIONS, CIRCULAIRES .....	12
<b>PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE .....</b>	<b>12</b>
<b>CABINET DU PREFET .....</b>	<b>12</b>
Service interministériel de défense et de protection civile .....	12
Extrait de l'arrêté n° 0001/2008/SIDPC du 17 janvier 2008 portant agrément d'organisme pour la formation aux 3 degrés du personnel permanent des services de sécurité incendie et d'assistance à personnes (SSIAP) des établissements recevant du public et des immeubles de grande hauteur .....	12
Bureau des affaires politiques .....	12
Extrait de l'arrêté du 29 novembre 2007 portant attribution de la médaille d'honneur des sapeurs-pompiers - Promotion du 4 décembre 2007 .....	12
<b>DIRECTION DE LA REGLEMENTATION ET DES LIBERTES PUBLIQUES .....</b>	<b>13</b>
Bureau de la citoyenneté .....	13
Extrait de l'arrêté du 28 décembre 2007 dressant le tableau des opérations de sectionnement électoral dans le département de Meurthe-et-Moselle .....	13
Arrêté de délégation du 28 janvier 2008 à MM. les sous-préfets de Briey, Lunéville et Toul en vue de l'enregistrement des déclarations de candidature aux élections municipales des 9 et 16 mars 2008 pour les communes de 3 500 habitants et plus situées dans leurs arrondissements respectifs .....	13
Bureau des réglementations .....	13
Extrait de l'arrêté du 4 janvier 2008 portant autorisation préfectorale n° 192 à monsieur Ali CHALAL d'exploiter une entreprise de surveillance et de gardiennage à Ludres (54710), 441 rue du Franclos, sous la dénomination « EURL UNIVERSEL SECURITE » .....	13
Extrait de l'arrêté du 14 janvier 2008 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance dans la commune de PONT-A-MOUSSON .....	13
Extrait de l'arrêté du 14 janvier 2008 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance dans la commune de LONGWY .....	14
Extrait de l'arrêté du 15 novembre 2007 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance dans la commune de LUNEVILLE .....	14
Extrait de l'arrêté du 14 décembre 2008 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance dans la commune de BLAMONT .....	14
Extrait de l'arrêté du 21 janvier 2008 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance dans la commune de NANCY .....	14
Extrait de l'arrêté du 15 novembre 2007 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance dans la commune de LUNEVILLE .....	14
Extrait de l'arrêté du 21 janvier 2008 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance dans la commune de TIERCELET .....	15
Extrait de l'arrêté du 21 janvier 2008 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance dans la commune de FROUARD .....	15
Extrait de l'arrêté du 15 novembre 2007 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance dans la commune de HERSEMERANGE .....	15
Extrait de l'arrêté du 11 janvier 2008 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance dans la commune de LUDRES .....	15
Extrait de l'arrêté du 15 novembre 2007 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance dans la commune de MONT SAINT MARTIN .....	16
Extrait de l'arrêté du 15 novembre 2007 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance dans la commune de MONT SAINT MARTIN .....	16
Extrait de l'arrêté du 15 novembre 2007 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance dans la commune de MONT SAINT MARTIN .....	16
Extrait de l'arrêté du 15 novembre 2007 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance dans la commune de LUNEVILLE .....	16
Extrait de l'arrêté du 11 janvier 2008 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance dans la commune de CHAMPIGNEULLES .....	17
Extrait de l'arrêté du 15 novembre 2007 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance dans la commune de LAXOU .....	17
Extrait de l'arrêté du 14 décembre 2007 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance dans la commune de NANCY .....	17
Extrait de l'arrêté du 14 janvier 2008 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance dans la commune de AUDUN-LE-ROMAN .....	17
Extrait de l'arrêté du 14 janvier 2008 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance dans la commune de LONGWY .....	17
Extrait de l'arrêté du 14 janvier 2008 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance dans la commune de PAGNY-SUR-MOSELLE .....	18
Extrait de l'arrêté du 11 janvier 2008 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance dans la commune de MONT-SAINT-MARTIN .....	18
Extrait de l'arrêté du 15 novembre 2007 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance dans la commune de MONT SAINT MARTIN .....	18
Extrait de l'arrêté du 14 décembre 2007 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance par l'école supérieure d'informatique et d'application de Lorraine .....	18
Extrait de l'arrêté du 15 novembre 2007 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance dans la commune de LUDRES .....	19
Extrait de l'arrêté du 14 décembre 2007 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance dans la commune de LUNEVILLE .....	19
Extrait de l'arrêté du 11 janvier 2008 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance dans la commune de NANCY .....	19
Extrait de l'arrêté du 15 novembre 2007 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance dans la commune de LUNEVILLE .....	19
Extrait de l'arrêté du 15 novembre 2007 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance dans la commune de LUNEVILLE .....	19
Extrait de l'arrêté du 11 janvier 2008 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance dans la commune de NANCY .....	20
Extrait de l'arrêté du 15 novembre 2007 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance dans la commune de MONT SAINT MARTIN .....	20
Extrait de l'arrêté du 11 janvier 2008 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance dans la commune de ESSEY-LES-NANCY .....	20
Extrait de l'arrêté du 11 janvier 2008 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance dans la commune de LAXOU .....	20
Extrait de l'arrêté du 15 novembre 2007 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance dans la commune de NANCY .....	21
Extrait de l'arrêté du 14 décembre 2007 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance dans la commune de MAXEVILLE .....	21
Extrait de l'arrêté du 21 janvier 2008 portant autorisation de modification d'un système de vidéosurveillance existant dans la commune de JARNY .....	21
Extrait de l'arrêté du 21 janvier 2008 portant autorisation de modification d'un système de vidéosurveillance existant dans la commune de JOEUF .....	21
Extrait de l'arrêté du 21 janvier 2008 portant autorisation de modification d'un système de vidéosurveillance existant dans la commune de NANCY .....	21
Extrait de l'arrêté du 15 janvier 2008 portant autorisation de modification d'un système de vidéosurveillance existant dans la commune de LONGWY .....	22
Extrait de l'arrêté du 21 janvier 2008 portant autorisation de modification d'un système de vidéosurveillance existant dans la commune de TOUL .....	22
Extrait de l'arrêté du 15 janvier 2008 portant autorisation de modification d'un système de vidéosurveillance existant dans la commune de NANCY .....	22
Extrait de l'arrêté du 21 janvier 2008 portant autorisation de modification d'un système de vidéosurveillance existant dans la commune de LANEUVEVILLE-DEVANT-NANCY .....	22
Extrait de l'arrêté du 21 janvier 2008 portant autorisation de modification d'un système de vidéosurveillance existant dans la commune de JARNY .....	22
Extrait de l'arrêté du 25 janvier 2008 fixant le calendrier des journées nationales d'appel à la générosité publique pour l'année 2008 .....	22
Bureau des étrangers .....	23
Extrait de l'arrêté du 20 décembre 2007 portant modification de la composition de la commission d'expulsion des étrangers .....	23
Extrait de l'arrêté du 23 janvier 2008 habilitant des agents de l'agence nationale d'accueil des étrangers et des migrations à la remise de certains titres de séjour .....	23
<b>DIRECTION DU DEVELOPPEMENT DURABLE ET DES POLITIQUES INTERMINISTERIELLES .....</b>	<b>23</b>
Bureau de l'aménagement du territoire et de l'environnement .....	23
Extrait de l'arrêté du 24 décembre 2007 prescrivant l'opposabilité immédiate du projet de plan de prévention des risques miniers sur le territoire des communes de Joudreville, Landres, Mont-Bonvillers et Piennes .....	23
Extrait de l'arrêté du 28 décembre 2007 autorisant la construction et l'exploitation de la canalisation de transport de gaz combustible. Restructuration du réseau de transport de gaz naturel dans le secteur d'Evinville-au-Jard .....	24
Extrait de l'arrêté du 28 décembre 2007 déclarant d'utilité publique les travaux d'établissement de restructuration du réseau de transport de gaz naturel dans le secteur d'Evinville-au-Jard .....	24
Extrait de l'arrêté du 28 décembre 2007 portant désignation du comité de pilotage pour l'élaboration et la mise en œuvre du document d'objectifs du Site d'Importance Communautaire FR 4100227 « Vallée de la Moselle, secteur Châtel-Tonnoy » .....	24
Extrait de l'arrêté du 9 janvier 2008 prescrivant des mesures de police des mines à la Compagnie des Salins du Midi et des Salines de l'Est applicables à la mine de sel gemme d'Evinville-au-Jard dans la concession minière de Saint-Laurent-Charmel .....	25
Extrait de l'arrêté du 10 janvier 2008 prescrivant l'élaboration du plan de prévention des risques miniers sur le territoire des communes de Cosnes-et-Romain, Hersemerange, Haucourt-Moulaine, Lexy, Longlaville, Longwy, Mexy, Mont-Saint-Martin, Réhon et Saulnes .....	25
Extrait de l'arrêté du 16 janvier 2008 modifiant la composition de la commission départementale de la nature, des paysages et des sites - formation dite "des carrières" .....	25
Extrait de l'arrêté complémentaire d'agrément du 22 janvier 2008 relatif à la collecte des pneumatiques usagés .....	26
Bureau de la solidarité, de la cohésion sociale et du développement économique .....	26
Extrait de l'arrêté du 11 décembre 2007 de composition de la commission départementale consultative des gens du voyage .....	26

Bureau du management stratégique des services de l'Etat et des affaires financières .....	26
Extrait de l'arrêté du 21 décembre 2007 attribuant le label de Relais Services Publics (RSP).....	26
Arrêté n° 08.BMSSE.03 du 30 janvier 2008 portant modification de la délégation de signature à Monsieur Michel MARTY, directeur départemental de l'équipement.....	26
Arrêté n° 08.BMSSE.04 du 31 janvier 2008 portant délégation de signature à Monsieur Georges TEMPEZ, directeur interdépartemental des routes - Est, relative aux pouvoirs de police de la circulation sur le réseau routier national, aux pouvoirs de police de la conservation du domaine public routier national, aux pouvoirs de gestion du domaine public routier national et au pouvoir de représentation de l'Etat devant les juridictions civiles, pénale et administratives ...	27
<b>DIRECTION DES RELATIONS AVEC LES COLLECTIVITES LOCALES .....</b>	<b>28</b>
Bureau du conseil, de l'intercommunalité et du contrôle de légalité .....	28
Extrait de l'arrêté du 24 décembre 2007 approuvant les nouveaux statuts du syndicat intercommunal à vocation multiple (SIVOM) de Xirocourt.....	28
Extrait de l'arrêté du 31 décembre 2007 autorisant l'extension des compétences de la communauté de communes de Seille et Mauchère en matière d'assainissement collectif.....	28
<b>SOUS-PREFECTURE DE BRIEY .....</b>	<b>29</b>
Extrait de l'arrêté du 24 décembre 2007 prononçant la fermeture administrative de la discothèque « Le Club des Iles » à Saint-Marcel.....	29
Extrait de l'arrêté du 31 décembre 2007 approuvant les nouveaux statuts du syndicat d'assainissement et d'épuration de Boismont - Mercy-le-Bas .....	29
Extrait de l'arrêté du 14 janvier 2008 fixant le nombre et l'implantation des bureaux de vote dans les communes du département qui en comportent plusieurs - Année 2008.....	29
Extrait de l'arrêté du 25 janvier 2008 entérinant la transformation du syndicat intercommunal scolaire de Fillières et Ville-au-Montois en syndicat mixte .....	30
Extrait de l'arrêté du 25 janvier 2008 entérinant la transformation du syndicat d'épuration des communes de Cons-la-Grandville, Ugny et Villers-la-Chèvre en syndicat mixte.....	30
Extrait de l'arrêté du 25 janvier 2008 entérinant la transformation du syndicat du pays de Charency-Vezin en syndicat mixte.....	31
Extrait de l'arrêté du 25 janvier 2008 entérinant la transformation du groupement de communes de la vallée de l'Othain en syndicat mixte .....	31
Extrait de l'arrêté du 29 janvier 2008 fixant le nombre et l'implantation des bureaux de vote dans la commune de Longwy - Année 2008 .....	31
<b>SOUS-PREFECTURE DE LUNEVILLE .....</b>	<b>31</b>
Extrait de l'arrêté du 21 décembre 2007 autorisant l'adhésion de Moriviller au syndicat intercommunal des eaux de l'Euron-Mortagne .....	31
<b>SOUS-PREFECTURE DE TOUL .....</b>	<b>31</b>
Extrait de l'arrêté du 16 novembre 2007 relatif à la modification des compétences de la communauté de communes du massif de Haye .....	31
Extrait de l'arrêté du 8 janvier 2008 relatif à la modification des statuts du syndicat intercommunal scolaire "Le 3 V" .....	31
<b>SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT .....</b>	<b>31</b>
<b>AGENCE REGIONALE D'HOSPITALISATION DE LORRAINE.....</b>	<b>31</b>
Extrait de la délibération n° 140/07 de la commission exécutive de l'A.R.H. de Lorraine du 16 octobre 2007 délibérant régulièrement conformément à l'article L6115.4 du code de la santé publique et l'article 12 de la convention constitutive de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine publiée au journal officiel du 10 janvier 1997 .....	31
Extrait de la délibération n° 142/07 de la commission exécutive de l'A.R.H. de Lorraine du 16 octobre 2007 délibérant régulièrement conformément à l'article L6115.4 du code de la santé publique et l'article 12 de la convention constitutive de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine publiée au journal officiel du 10 janvier 1997 .....	32
Extrait de la délibération n° 144/07 de la commission exécutive de l'A.R.H. de Lorraine du 16 octobre 2007 délibérant régulièrement conformément à l'article L6115.4 du code de la santé publique et l'article 12 de la convention constitutive de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine publiée au journal officiel du 10 janvier 1997 .....	32
Extrait de la délibération n° 145/07 de la commission exécutive de l'A.R.H. de Lorraine du 16 octobre 2007 délibérant régulièrement conformément à l'article L6115.4 du code de la santé publique et l'article 12 de la convention constitutive de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine publiée au journal officiel du 10 janvier 1997 .....	32
Extrait de la délibération n° 148/07 de la commission exécutive de l'A.R.H. de Lorraine du 16 octobre 2007 délibérant régulièrement conformément à l'article L6115.4 du code de la santé publique et l'article 12 de la convention constitutive de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine publiée au journal officiel du 10 janvier 1997 .....	32
Extrait de la délibération n° 149/07 de la commission exécutive de l'A.R.H. de Lorraine du 16 octobre 2007 délibérant régulièrement conformément à l'article L6115.4 du code de la santé publique et l'article 12 de la convention constitutive de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine publiée au journal officiel du 10 janvier 1997 .....	32
Extrait de la délibération n° 151/07 de la commission exécutive de l'A.R.H. de Lorraine du 16 octobre 2007 délibérant régulièrement conformément à l'article L6115.4 du code de la santé publique et l'article 12 de la convention constitutive de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine publiée au journal officiel du 10 janvier 1997 .....	32
Extrait de la délibération n° 163/07 de la commission exécutive de l'A.R.H. de Lorraine du 16 octobre 2007 délibérant régulièrement conformément à l'article L6115.4 du code de la santé publique et l'article 12 de la convention constitutive de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine publiée au journal officiel du 10 janvier 1997 .....	32
Extrait de la délibération n° 167/07 de la commission exécutive de l'A.R.H. de Lorraine du 16 octobre 2007 délibérant régulièrement conformément à l'article L6115.4 du code de la santé publique et l'article 12 de la convention constitutive de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine publiée au journal officiel du 10 janvier 1997 .....	32
Extrait de la délibération n° 168/07 de la commission exécutive de l'A.R.H. de Lorraine du 16 octobre 2007 délibérant régulièrement conformément à l'article L6115.4 du code de la santé publique et l'article 12 de la convention constitutive de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine publiée au journal officiel du 10 janvier 1997 .....	32
Extrait de la délibération n° 169/07 de la commission exécutive de l'A.R.H. de Lorraine du 16 octobre 2007 délibérant régulièrement conformément à l'article L6115.4 du code de la santé publique et l'article 12 de la convention constitutive de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine publiée au journal officiel du 10 janvier 1997 .....	32
Extrait de la délibération n° 174/07 de la Commission exécutive de l'A.R.H. de Lorraine du 20 novembre 2007 délibérant régulièrement conformément à l'article L6115.4 du code de la santé publique et l'article 12 de la convention constitutive de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine publiée au journal officiel du 10 janvier 1997 .....	33
Extrait de la délibération n° 175/07 de la commission exécutive de l'A.R.H. de Lorraine du 20 novembre 2007 .....	33
Extrait de la délibération n° 176/07 de la commission exécutive de l'A.R.H. de Lorraine du 20 novembre 2007 .....	33
Extrait de la délibération n° 190/07 de la commission exécutive de l'A.R.H. de Lorraine du 18 décembre 2007 délibérant régulièrement conformément à l'article L6115.4 du code de la santé publique et l'article 12 de la convention constitutive de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine publiée au journal officiel du 10 janvier 1997 .....	33
Extrait de la délibération n° 191/07 de la commission exécutive de l'A.R.H. de Lorraine du 18 décembre 2007 délibérant régulièrement conformément à l'article L6115.4 du code de la santé publique et l'article 12 de la convention constitutive de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine publiée au journal officiel du 10 janvier 1997 .....	33
Extrait de la délibération n° 192/07 de la commission exécutive de l'A.R.H. de Lorraine du 18 décembre 2007 délibérant régulièrement conformément à l'article L6115.4 du code de la santé publique et l'article 12 de la convention constitutive de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine publiée au journal officiel du 10 janvier 1997 .....	33
Extrait de la délibération n° 198/07 de la commission exécutive de l'A.R.H. de Lorraine du 18 décembre 2007 délibérant régulièrement conformément à l'article L6115.4 du code de la santé publique et l'article 12 de la convention constitutive de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine publiée au journal officiel du 10 janvier 1997 .....	33
Extrait de la délibération n° 199/07 de la commission exécutive de l'A.R.H. de Lorraine du 18 décembre 2007 délibérant régulièrement conformément à l'article L6115.4 du code de la santé publique et l'article 12 de la convention constitutive de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine publiée au journal officiel du 10 janvier 1997 .....	33
Extrait de la délibération n° 205/07 de la commission exécutive de l'A.R.H. de Lorraine du 18 décembre 2007 .....	34
Extrait de la délibération n° 206/07 de la commission exécutive de l'A.R.H. de Lorraine du 18 décembre 2007 .....	34
<b>DIRECTION DEPARTEMENTALE DES AFFAIRES SANITAIRES ET SOCIALES.....</b>	<b>34</b>
Service actions et établissements de santé .....	34
Extrait de l'arrêté DDASS/AES /MH/MC n° 5642 du 21 décembre 2007 autorisant la Société ADS LORRAINE S.A.R.L. à dispenser à domicile de l'oxygène à usage médical .....	34
Service solidarité autonomie.....	34

Extrait de l'arrêté DDASS/SSA/ N° 42 du 16 janvier 2008 modifiant pour 2007 la dotation globale et le prix de journée de soins du budget annexe « service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées » de l'hôpital local intercommunal de Pompey / Lay-Saint-Christophe .....	34
Extrait de l'arrêté n° 5489 du 4 décembre 2007 modifiant l'arrêté n° 4872 fixant pour 2007 les dotations globales de financement du service d'aide par le travail (E.S.A.T.) de Briey-Piennes – Zone Industrielle de la Chesnois B.P. N°3 – 54154 Briey Cedex géré par l'Association "Adultes et Enfants Inadaptés Mentaux" (A.E.I.M.) dont la tarification relève de la compétence de l'Etat – N° FINESS : 540 004 397 .....	34
Extrait de l'arrêté n° 5490 du 4 décembre 2007 modifiant l'arrêté fixant pour 2007 les dotations globales de financement du service d'aide par le travail (E.S.A.T.) d'Heillecourt-Ludres "André Lanciot" – Zone Industrielle – 15 rue des Erables BP 56 – 54182 Heillecourt Cedex géré par l'association "Adultes et Enfants Inadaptés Mentaux" (A.E.I.M.) dont la tarification relève de la compétence de l'Etat – N° FINESS : 540 004 405/ 540 005 451 .....	34
Extrait de l'arrêté n° 5491 du 4 décembre 2007 modifiant l'arrêté n° 4875 fixant pour 2007 les dotations globales de financement du service d'aide par le travail (E.S.A.T.) de Lunéville-Saint-Nicolas-de-Port – ZAD de Chanteheux BP 3 – 54302 Lunéville Cedex géré par l'association "Adultes et Enfants Inadaptés Mentaux" (A.E.I.M.) dont la tarification relève de la compétence de l'Etat – N° FINESS : 540 005 253 .....	35
Extrait de l'arrêté n° 5492 du 4 décembre 2007 modifiant l'arrêté n° 4874 fixant pour 2007 les dotations globales de financement du service d'aide par le travail (E.S.A.T.) de Liverdun-Pont-à-Mousson - route de Frouard – B.P.10 – 54460 Liverdun (adresse postale : BP 105 - 54715 Ludres cedex) géré par l'association "Adultes et Enfants Inadaptés Mentaux" (A.E.I.M.) dont la tarification relève de la compétence de l'Etat – N° FINESS : 540 004 413/540 013 083 .....	35
Extrait de l'arrêté n° 5493 du 4 décembre 2007 modifiant l'arrêté n° 4876 fixant pour 2007 les dotations globales de financement du service d'aide par le travail (E.S.A.T.) BP 3 - Zone industrielle - 54920 Villers-la-Montagne géré par l'association "Adultes et Enfants Inadaptés Mentaux" (A.E.I.M.) dont la tarification relève de la compétence de l'Etat – N° FINESS : 540 004 710 .....	36
Extrait de l'arrêté n° 5494 du 4 décembre 2007 modifiant l'arrêté n° 4867 fixant pour 2007 les dotations globales de financement du service d'aide par le travail (E.S.A.T.) - 585 rue Denis PAPIN - 54713 Ludres Cedex géré par l'association des Paralysés de France (A.P.F) dont la tarification relève de la compétence de l'Etat – N° FINESS : 540 008 299.....	36
Extrait de l'arrêté n° 5495 du 4 décembre 2007 modifiant l'arrêté n° 4868 fixant pour 2007 les dotations globales de financement du service d'aide par le travail (E.S.A.T.) pour déficients visuels "les Ateliers du Haut du Vannes" – domaine des Eaux Bleues – BP 9 – 54460 Liverdun géré par la fondation de l'Institution des Jeunes Aveugles (I.J.A.) dont la tarification relève de la compétence de l'Etat – N° FINESS : 540 012 978 .....	36
Extrait de l'arrêté n° 5496 du 4 décembre 2007 modifiant l'arrêté n° 4780 fixant pour 2007 les dotations globales de financement du service d'aide par le travail (E.S.A.T.) « Le Fin Palais » rue Jean Jaurès - 54320 Maxéville géré par l'Office d'Hygiène Sociale (O.H.S.) dont la tarification relève de la compétence de l'Etat – N° FINESS : 5400 011 269.....	37
Extrait de l'arrêté n° 5497 du 4 décembre 2007 modifiant l'arrêté n° 4869 fixant pour 2007 les dotations globales de financement du service d'aide par le travail (E.S.A.T.) de Rosières-aux-Salines - 4 rue Léon Parisot - 54110 Rosières-aux-Salines géré par l'Etablissement Public Départemental dont la tarification relève de la compétence de l'Etat – N° FINESS : 54 001 2796 .....	37
<b>DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'AGRICULTURE ET DE LA FORET .....</b>	<b>37</b>
Service économie agricole et aménagement foncier .....	37
Extrait de la décision du 10 décembre 2007 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Thiaucourt Regnieville - Demande d'autorisation d'exploiter n°2336.....	37
Extrait de la décision du 10 décembre 2007 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Thiaucourt Regnieville - Demande d'autorisation d'exploiter n°2367.....	37
Extrait de la décision du 10 décembre 2007 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Thiaucourt Regnieville - Demande d'autorisation d'exploiter n°2344.....	38
Extrait de la décision du 10 décembre 2007 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Thil - Hussigny Godbrange - Demande d'autorisation d'exploiter n°2366.....	38
Extrait de la décision du 10 décembre 2007 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Housseville - Dommarie Eulmont - Vandeville - Diarville - Demande d'autorisation d'exploiter n°2405 .....	38
Extrait de la décision du 10 décembre 2007 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Dommarie Eulmont - Vandeville - Demande d'autorisation d'exploiter n°2385.....	38
Extrait de la décision du 10 décembre 2007 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Ville en Vermois – Fléville devant Nancy - Azelot - Lupcourt - Demande d'autorisation d'exploiter n°2357 .....	38
Extrait de la décision du 10 décembre 2007 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Fléville Lixières - Demande d'autorisation d'exploiter n°2371 .....	39
Extrait de la décision du 10 décembre 2007 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Dommarie Eulmont - Demande d'autorisation d'exploiter n°240739 .....	39
Extrait de la décision du 10 décembre 2007 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Francheville - Demande d'autorisation d'exploiter n°2411 .....	39
Extrait de la décision du 10 décembre 2007 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Sainte Pole - Demande d'autorisation d'exploiter n°2379 .....	39
Extrait de la décision du 10 décembre 2007 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Herbéviller - Demande d'autorisation d'exploiter n°2409 .....	39
Extrait de la décision du 10 décembre 2007 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Morviller - Demande d'autorisation d'exploiter n°2394 .....	39
Extrait de la décision du 10 décembre 2007 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Ville au Val - Demande d'autorisation d'exploiter n°2406 .....	39
Extrait de la décision du 10 décembre 2007 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Crepey - Demande d'autorisation d'exploiter n°2088 .....	40
Extrait de la décision du 10 décembre 2007 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Lesmenils - Demande d'autorisation d'exploiter n°1693 .....	40
Extrait de la décision du 10 décembre 2007 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Landremont - Demande d'autorisation d'exploiter n°1740.....	40
Extrait de la décision du 10 décembre 2007 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Fresnois la Montagne – Epiez sur Chiers - Charency Vezin - Othe - Velosnes - Breheville - Demande d'autorisation d'exploiter n°2403.....	40
Extrait de la décision du 10 décembre 2007 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Belleau - Landremont - Bezaumont – Ville au Val - Sivry - Demande d'autorisation d'exploiter n°2408 .....	40
Extrait de la décision du 10 décembre 2007 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Autrepierre - Demande d'autorisation d'exploiter n°2418 .....	40
Extrait de la décision du 10 décembre 2007 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Jaillon - Demande d'autorisation d'exploiter n°2416.....	40
Extrait de l'arrêté 2008/477 du 23 janvier 2008 relatif aux priorités fixées pour l'attribution des droits à prime issus de la réserve .....	41
Service forêt, environnement et développement rural .....	41
Extrait de l'arrêté n° 2008/01 du 16 janvier 2008 prononçant une application du régime forestier dans la commune de Vallois.....	41
Extrait de l'arrêté n° 2008/02 du 16 janvier 2008 prononçant une application du régime forestier dans la commune de Tramont-Saint-André .....	42
Service environnement - eau .....	42
Extrait de l'arrêté du 20 décembre 2007 relatif à la prorogation de l'arrêté préfectoral du 17 octobre 2005 définissant le 3 <sup>ème</sup> programme d'action à mettre en œuvre dans la zone vulnérable de Meurthe-et-Moselle en vue de la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole .....	42
Extrait de l'arrêté du 21 décembre 2007 instituant des réserves de pêche quinquennales de 2008 à 2012 sur le domaine public fluvial dans le département de Meurthe-et-Moselle.....	42
Extrait de l'arrêté du 28 janvier 2008 relatif à l'épandage des boues issues du traitement des eaux usées de la station d'épuration du SIVOM de l'agglomération mirecurtienne soumis au régime de la déclaration préalable avec prescriptions particulières.....	43
Service ingénierie - eau .....	44
Extrait de l'arrêté n° SIE-12-2007/DDAF/002 du 27 décembre 2007 portant établissement de servitudes sur fonds privés pour la pose de canalisations publiques d'assainissement sur le territoire de la commune de Chavigny .....	44
<b>DIRECTION DEPARTEMENTALE DES SERVICES VETERINAIRES .....</b>	<b>45</b>
Service santé et protection animales .....	45
Extrait de l'arrêté n° DDSV54/SA/08/011 du 22 janvier 2008 attribuant un mandat sanitaire provisoire au docteur Vanessa ZAOUI, vétérinaire à Audun-le-Roman .....	45
<b>DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'EQUIPEMENT .....</b>	<b>45</b>
Service aménagement, risques et urbanisme .....	45
Extrait de l'arrêté N° 08 DE 001 PU du 24 janvier 2008 approuvant la carte communale d'Onville en application de l'article R. 124-7 du code de l'urbanisme .....	45
<b>DIRECTION DEPARTEMENTALE DU TRAVAIL, DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE .....</b>	<b>45</b>
Extrait de décision d'agrément d'une entreprise solidaire du 31 décembre 2007 au sens de l'article L 443-3-1 du code du travail - Aluminium Diffusion de Lorraine - 22 rue Robert Schuman - ZAC du Breuil - 54850 Messein .....	45
Extrait de décision d'agrément d'une entreprise solidaire du 31 décembre 2007 au sens de l'article L 443-3-1 du code du travail - SAS AS BATI - 17 rue Laurent Bonnevey - 54100 Nancy .....	45
Extrait de l'arrêté de fermeture dominicale des établissements de commerce de détail et de la réparation de l'automobile et du motocycle du 14 janvier 2008 .....	45
Extrait de l'arrêté de fermeture dominicale des établissements de commerce de détail « Ameublement et équipement de la maison » du 14 janvier 2008 .....	46

Extrait de l'arrêté du 14 janvier 2008 attribuant la licence d'agence de mannequins à l'agence de mannequins Angels Models Management .....	46
Décision du 7 janvier 2008 concernant l'affectation des contrôleurs du travail .....	46
Décision administrative conjointe des inspecteurs du travail du 28 janvier 2008 donnant délégation aux contrôleurs du travail aux fins, notamment, de prendre des décisions d'arrêts de chantier et de reprise des travaux arrêtés (L231-12) .....	47
<b>TRESORERIE GENERALE DE MEURTHE-ET-MOSELLE .....</b>	<b>47</b>
Paierie départementale – En date du 2 janvier 2008 : procuration sous seing privé à donner par les comptables du trésor à leurs fondés de pouvoirs temporaires ou permanents et délégation de signature à M. Damien de TYCHEY, inspecteur du trésor public .....	47
Délégation de signature du 17 janvier 2008 .....	47
<b>AUTRES SERVICES .....</b>	<b>49</b>
<b>MATERNITE REGIONALE UNIVERSITAIRE DE NANCY .....</b>	<b>49</b>
Décision 2007/001 de délégation de signature du 1 <sup>er</sup> octobre 2007 .....	49
Décision 2007/002 de délégation de signature du 1 <sup>er</sup> octobre 2007 - Services financiers .....	49
Décision 2007/003 de délégation de signature du 1 <sup>er</sup> octobre 2007 - Direction des ressources humaines .....	49
Décision 2007/004 de délégation de signature du 1 <sup>er</sup> octobre 2007 - Département d'information médicale .....	49
Décision 2007/005 de délégation de signature du 1 <sup>er</sup> octobre 2007 - Pharmacie .....	50
Décision 2007/006 de délégation de signature du 1 <sup>er</sup> octobre 2007 - Cellule achats et marchés publics .....	50
Décision 2007/007 de délégation de signature du 1 <sup>er</sup> octobre 2007 - Service hôtelier .....	50
Décision 2007/008 de délégation de signature du 1 <sup>er</sup> octobre 2007 - Services techniques et ateliers .....	50
Décision 2007/009 de délégation de signature du 1 <sup>er</sup> octobre 2007 - Atelier biomédical .....	51
Décision 2007/0010 de délégation de signature du 1 <sup>er</sup> octobre 2007 - Service entretien .....	51
Décision 2007/0011 de délégation de signature du 1 <sup>er</sup> octobre 2007 - Service informatique .....	51
<b>CENTRE HOSPITALIER DE SAINT-NICOLAS-DE-PORT .....</b>	<b>51</b>
Décision N° DIR/03/2008 portant délégation de signature du 23 janvier 2008 .....	51
<b>AVIS ET COMMUNICATIONS .....</b>	<b>51</b>
<b>SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT .....</b>	<b>51</b>
<b>DIRECTION DEPARTEMENTALE DES AFFAIRES SANITAIRES ET SOCIALES .....</b>	<b>51</b>
Service offre de soins hospitalière .....	51
Nomination au choix - Avis de vacances de postes - Agent de maîtrise .....	51
Nomination au choix - Avis de vacances de postes - Agent chef de deuxième catégorie .....	51
<b>DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'EQUIPEMENT .....</b>	<b>52</b>
Service aménagement, risques et urbanisme .....	52
Avis de parution de l'arrêté préfectoral n° 4322 du 8 janvier 2008 autorisant Electricité de France à exécuter des travaux sur la commune de Villerupt .....	52
Avis de parution de l'arrêté préfectoral n° 6670 du 22 janvier 2008 autorisant Electricité de France à exécuter des travaux sur la commune de Chambley-Bussières .....	52
Avis de parution de l'arrêté préfectoral n° 7849 du 8 janvier 2008 autorisant AKERY'S PROMOTION à exécuter des travaux sur la commune de Toul .....	52
Avis de parution de l'arrêté préfectoral n° 8150 du 8 janvier 2008 autorisant Electricité de France à exécuter des travaux sur la commune de Toul .....	52
Avis de parution de l'arrêté préfectoral n° 8339 du 8 janvier 2008 autorisant Electricité de France à exécuter des travaux sur la commune de Allondrelle La Malmaison .....	52
Avis de parution de l'arrêté préfectoral n° 8794 du 8 janvier 2008 autorisant Electricité de France à exécuter des travaux sur la commune de Brehain-la-Ville .....	52
Avis de parution de l'arrêté préfectoral n° 9718 du 22 janvier 2008 autorisant Electricité de France à exécuter des travaux sur la commune d'Essey-lès-Nancy .....	52
Avis de parution de l'arrêté préfectoral n° 11403 du 22 janvier 2008 autorisant Electricité de France à exécuter des travaux sur la commune de Jarny .....	52
Avis de parution de l'arrêté préfectoral n° 12001 du 22 janvier 2008 autorisant Electricité de France à exécuter des travaux sur la commune d'Essey-lès-Nancy .....	52
Avis de parution de l'arrêté préfectoral n° 13931 du 15 janvier 2008 autorisant Electricité de France à exécuter des travaux sur la commune de Dombasle .....	52
Avis de parution de l'arrêté préfectoral n° 14065 du 22 janvier 2008 autorisant Electricité de France à exécuter des travaux sur la commune de Bertrambois .....	52
Avis de parution de l'arrêté préfectoral n° 53957 du 8 janvier 2008 autorisant FRANCK IMMOBILIER à exécuter des travaux sur la commune de Tomblaine .....	52
<b>AUTRES SERVICES .....</b>	<b>52</b>
<b>CONSEIL GENERAL DE MEURTHE-ET-MOSELLE .....</b>	<b>52</b>
Extrait de l'arrêté n° 01-2008 de concours sur titres du 14 janvier 2008 pour le recrutement de 3 auxiliaires de puériculture (hommes et femmes) au Réseau Educatif de Meurthe-et-Moselle .....	52
Extrait de l'arrêté n° 02-2008 de concours sur titres du 14 janvier 2008 pour le recrutement de 4 aides médico-psychologiques (hommes et femmes) au Réseau Educatif de Meurthe-et-Moselle .....	52
Extrait de l'arrêté n° 05 2008 de concours sur titres du 14 janvier 2008 pour le recrutement de 3 ouvriers professionnels qualifiés (hommes et femmes) sur les sites de Lunéville, Longwy et Nancy au Réseau Educatif de Meurthe-et-Moselle .....	53
<b>CAISSE CENTRALE DE LA MUTUALITE SOCIALE AGRICOLE .....</b>	<b>53</b>
Extrait de l'acte réglementaire du 12 décembre 2007 relatif à la généralisation du dispositif « WEB MEDECIN » renommé en « HISTORIQUE DES REMBOURSEMENTS » .....	53
<b>MAISON DE RETRAITE DE ROSIERES-AUX-SALINES .....</b>	<b>53</b>
Modalités du concours sur titre pour le recrutement d'un ouvrier professionnel qualifié .....	53
<b>LISTE DES CIRCULAIRES A L'ENSEMBLE DES MAIRES</b>	
<b>PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE</b>	
<b>CABINET DU PREFET</b>	
Service interministériel de défense et de protection civile	
Circulaire du 7 janvier 2008 relative au plan départemental "ORSEC" - accueil hébergement	
Circulaire du 8 janvier 2008 relative au plan VIGIPIRATE. Maintien de la posture et aménagement des mesures	
<b>DIRECTION DE LA REGLEMENTATION ET DES LIBERTES PUBLIQUES</b>	
Bureau de la citoyenneté	
Circulaire ministérielle NOR : INT/A/07/00122/C du 20 décembre 2007 relative à la révision et à la tenue des listes électorales et des listes électorales complémentaires	
Circulaire ministérielle NOR : INT/A/07/00123/C du 20 décembre 2007 relative au déroulement des opérations électorales lors des élections au suffrage universel direct	
Circulaire du 21 janvier 2008 relative aux élections prud'homales de 2008	
Circulaire du 30 janvier 2008 aux maires des communes chargées de la mise sous plis de la propagande électorale des candidats aux élections municipales et / ou cantonales relative aux élections cantonales et municipales des 9 et 16 mars 2008 - Organisation des travaux de mise sous plis.	
Circulaire du 28 janvier 2008 aux maires des communes concernées uniquement par les élections municipales relative aux élections municipales - dates de dépôt des candidatures et de la propagande à envoyer aux électeurs.	
Circulaire du 28 janvier 2008 aux maires des communes concernées par les élections municipales et cantonales relative aux élections municipales et cantonales - fixation des dates de candidature et désignation des cantons.	
Circulaire du 28 janvier 2008 relative aux élections municipales des 9 et 16 mars 2008.	
Bureau des réglementations	
Circulaire du 25 janvier 2008 relative au calendrier des journées nationales d'appel à la générosité publique pour l'année 2008.	
Bureau des étrangers	
Circulaire du 11 janvier 2008 relative à l'attestation d'accueil	

**DIRECTION DU DEVELOPPEMENT DURABLE ET DES POLITIQUES INTERMINISTERIELLES**

Bureau de l'aménagement du territoire et de l'environnement

Circulaire du 24 janvier 2008 relative à la 6ème semaine du développement durable et à l'appel à projets

**DIRECTION DES RELATIONS AVEC LES COLLECTIVITES LOCALES**

Bureau du conseil, de l'intercommunalité et du contrôle de légalité

Circulaire du 17 janvier 2008 relative à la réduction de cotisations salariales de sécurité sociale assises sur les heures supplémentaires

Circulaire du 23 janvier 2008 relative au barème de la retenue à la source libératoire de l'impôt sur le revenu sur les indemnités de fonction perçues par les élus locaux en 2008

*Les textes complets de ces circulaires peuvent être consultés auprès des services émetteurs ci-dessus.*

---

**ARRETES, DECISIONS, CIRCULAIRES****PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE****Cabinet du préfet***Service interministériel de défense et de protection civile*

**Extrait de l'arrêté n° 0001/2008/SIDPC du 17 janvier 2008 portant agrément d'organisme pour la formation aux 3 degrés du personnel permanent des services de sécurité incendie et d'assistance à personnes (SSIAP) des établissements recevant du public et des immeubles de grande hauteur**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

**ARRETE**

**Art. 1<sup>er</sup>** : Le bénéfice de l'agrément pour assurer la formation aux 1<sup>er</sup>, 2<sup>ème</sup> et 3<sup>ème</sup> degré de qualification du personnel permanent des services de sécurité incendie et d'assistance à personnes des établissements recevant du public et des immeubles de grande hauteur est accordé à l'organisme suivant, pour une durée de 5 ans à compter du 17 janvier 2008.

S.A.R.L. PROCSA

Zone du PED – route de Longwy – eurobase 1 – 54810 LONGLAVILLE

**Art. 2** : Le préfet du département de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Nancy, le 17 janvier 2008

Pour le préfet et par délégation,  
Le sous-préfet, directeur de cabinet,  
Jacques RANCHERE

*Bureau des affaires politiques*

**Extrait de l'arrêté du 29 novembre 2007 portant attribution de la médaille d'honneur des sapeurs-pompiers - Promotion du 4 décembre 2007**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

**ARRETE**

**Art. 1<sup>er</sup>** : La médaille d'honneur est décernée aux Sapeurs-Pompiers professionnels, dont les noms suivent, qui ont constamment fait preuve de dévouement :

Médaille d'ARGENT

- Monsieur JUILLERAT Laurent  
Capitaine, S.D.I.S.,  
demeurant à FROUARD
- Monsieur LOUAIL Saïd  
Sergent-Chef, CENTRE DE SECOURS PRINCIPAL DE NANCY,  
demeurant à ESSEY-LES-NANCY
- Monsieur MICHEL Marc  
Sergent-Chef, S.D.I.S.,  
demeurant à VANDEOEUVRE
- Monsieur RAOULT Vincent  
Sergent-Chef, CENTRE DE SECOURS PRINCIPAL DE NANCY,  
demeurant à HEILLECOURT

Médaille de VERMEIL

- Monsieur DEL-FABBRO Patrick  
Adjudant-Chef, CENTRE DE SECOURS PRINCIPAL DE NANCY,  
demeurant à SEICHAMPS
- Monsieur LALLOUE Noël  
Adjudant-Chef, CENTRE DE SECOURS DE TOUL,  
demeurant à GOVILLER
- Monsieur LAURENT Pascal  
Major, S.D.I.S.,  
demeurant à CHAMPIGNEULLES
- Monsieur MANNEVILLE Benoît  
Adjudant-Chef, CENTRE DE SECOURS PRINCIPAL DE NANCY,  
demeurant à COURBESSEAU
- Monsieur MARCHAL Dominique  
Sergent-Chef, CENTRE DE SECOURS PRINCIPAL DE NANCY,  
demeurant à FLEVILLE-DEVANT-NANCY

Médaille d'OR

- Monsieur BUREN Claude  
Adjudant-Chef, S.D.I.S.,  
demeurant à BROUVILLE
- Monsieur FELICANI Pierre  
Commandant, S.D.I.S.,  
demeurant à CHAMPIGNEULLES
- Monsieur LAMBERT Yves  
Sergent-Chef, CENTRE DE SECOURS PRINCIPAL DE NANCY,  
demeurant à GONDREVILLE
- Monsieur LANGLARD Claude  
Major, CENTRE DE SECOURS PRINCIPAL DE NANCY,  
demeurant à NANCY
- Monsieur SCHOEPPER Joël  
Sergent-Chef, S.D.I.S.,  
demeurant à LUNEVILLE
- Monsieur THIESSE Daniel  
Major, CENTRE DE SECOURS PRINCIPAL DE NANCY,  
demeurant à SAINT-MAX

**Art. 2** : La médaille d'honneur est décernée aux Sapeurs-Pompiers volontaires, dont les noms suivent, qui ont constamment fait preuve de dévouement :

Médaille d'ARGENT

- Madame BOTTARD Margret née PREM

Caporal-Chef, CENTRE DE SECOURS DE BADONVILLER,  
demeurant à BADONVILLER

- Monsieur BRAUN Christian  
Médecin Capitaine, CENTRE DE SECOURS PRINCIPAL DE BRIEY,  
demeurant à BRIEY
- Monsieur CABOCEL Thierry  
Adjudant-Chef, CENTRE DE SECOURS DE SAINT-CLEMENT,  
demeurant à SAINT-CLEMENT
- Monsieur CHERRIER Cyril  
Lieutenant, CENTRE DE SECOURS DE SAINT-NICOLAS-DE-PORT,  
demeurant à SAINT-NICOLAS-DE-PORT
- Monsieur CLAUDE Roland  
Sergent, CENTRE DE SECOURS DE DIEULOUARD,  
demeurant à LOISY
- Monsieur CROPSAL Lucien  
Caporal-Chef, CENTRE DE SECOURS DE CIREY-SUR-VEZOUZE,  
demeurant à CIREY-SUR-VEZOUZE
- Monsieur FRANCOIS Thierry  
Caporal-Chef, CENTRE DE SECOURS DE SAINT-NICOLAS-DE-PORT,  
demeurant à VARANGEVILLE
- Monsieur GEORGES Vincent  
Lieutenant, CENTRE DE SECOURS DE THIAUCOURT-REGNIEVILLE,  
demeurant à THIAUCOURT-REGNIEVILLE
- Monsieur GESQUIERE Luc  
Adjudant-Chef, CENTRE DE SECOURS DE BLAINVILLE-SUR-L EAU,  
demeurant à DAMELEVIERES
- Madame GUENOT Annette née PEYROT  
Sergent-Chef, CENTRE DE SECOURS DE NORROY-LE-SEC,  
demeurant à NORROY-LE-SEC
- Monsieur GURY Eric  
Sergent, CENTRE DE SECOURS DU VAL DE L ORNE,  
demeurant à JOEUF
- Monsieur HASSLER Yves  
Adjudant-Chef, CENTRE DE SECOURS DE TRIEUX,  
demeurant à TRIEUX
- Monsieur KURTZ Sylvain  
Sergent-Chef, CENTRE DE SECOURS DE HERBEVILLER,  
demeurant à HERBEVILLER
- Monsieur LAURENT Dominique  
Sapeur 1ère classe, CENTRE DE SECOURS DE BLENOD-LES-TOUL,  
demeurant à BLENOD-LES-TOUL
- Monsieur MAGNETTE Thiéry  
Caporal-Chef, CENTRE DE SECOURS PRINCIPAL DE LUNEVILLE,  
demeurant à LUNEVILLE
- Monsieur MARTIN Francis  
Caporal-Chef, CENTRE DE SECOURS DE GERBEVILLER,  
demeurant à GERBEVILLER
- Monsieur NAUDY Philippe  
Caporal-Chef, CENTRE DE SECOURS DU VAL DE L ORNE,  
demeurant à HOMECOURT
- Monsieur NOEL Sylvain  
Sergent, CENTRE DE SECOURS DE HAROUE,  
demeurant à SAINT-FIRMIN
- Monsieur PAPIRER Dominique  
Caporal, CENTRE DE SECOURS PRINCIPAL DE LUNEVILLE,  
demeurant à GERBEVILLER
- Monsieur PETOT Philippe  
Caporal-Chef, CENTRE DE SECOURS DE PIENNES,  
demeurant à PIENNES
- Monsieur PORT Frédéric  
Sergent-Chef, CENTRE DE SECOURS DE TOUL,  
demeurant à ECROUVES
- Monsieur RIPAMONTI David  
Sergent-Chef, CENTRE DE SECOURS DE TRIEUX,  
demeurant à TRIEUX
- Monsieur SAUCE Yves  
Sapeur 1ère classe, CENTRE DE SECOURS DE POMPEY,  
demeurant à BELLEVILLE
- Monsieur URMES Michel  
Sergent-Chef, CENTRE DE SECOURS DE SAINT-NICOLAS-DE-PORT,  
demeurant à SAINT-NICOLAS-DE-PORT
- Monsieur WATRIN Laurent  
Adjudant, CENTRE DE SECOURS DE TRIEUX,  
demeurant à TRIEUX

Médaille de VERMEIL

- Monsieur ADLER Gabriel  
Adjudant-Chef, CENTRE DE SECOURS DU VAL DE L ORNE,  
demeurant à AUBOUE
- Monsieur AMET Daniel  
Sapeur 1ère classe, CENTRE DE SECOURS DE CIREY-SUR-VEZOUZE,  
demeurant à PETITMONT
- Monsieur BUCCI Dominique  
Lieutenant, CENTRE DE SECOURS DE TRIEUX,  
demeurant à TUCQUEGNIEUX
- Monsieur CIEKANSKI Jacques  
Commandant, CENTRE DE SECOURS DE COLOMBEY-LES-BELLES,  
demeurant à COLOMBEY-LES-BELLES
- Monsieur COTRET Jean Marie  
Adjudant, CENTRE DE SECOURS DE TRIEUX,  
demeurant à TUCQUEGNIEUX

- Monsieur DELOY Joël  
Adjudant-Chef, CENTRE DE SECOURS DE CHENEVIÈRES,  
demeurant à CHENEVIÈRES

- Monsieur DOUCHET Pierre  
Sergent-Chef, CENTRE DE SECOURS DE SAINT-NICOLAS-DE-PORT,  
demeurant à ROSIÈRES-AUX-SALINES

- Monsieur FRANCOIS Dominique  
Sergent-Chef, CENTRE DE SECOURS DE SAINT-NICOLAS-DE-PORT,  
demeurant à VARANGEVILLE

- Monsieur GEORGE Dominique  
Adjudant, CENTRE DE SECOURS DE THIAVILLE-SUR-MEURTHE,  
demeurant à THIAVILLE-SUR-MEURTHE

- Monsieur GIRONDE Jean-Pierre  
Adjudant-Chef, CENTRE DE SECOURS DE BACCARAT,  
demeurant à BACCARAT

- Monsieur GRAFF Patrick  
Adjudant-Chef, CENTRE DE SECOURS DE JARNY,  
demeurant à JARNY

- Monsieur HAMOUM Ali  
Lieutenant, CENTRE DE SECOURS DE AUDUN-LE-ROMAN,  
demeurant à AUDUN-LE-ROMAN

- Monsieur HYRONIMUS Roger  
Caporal, CENTRE DE SECOURS DU VAL DE SEILLE,  
demeurant à MOIVRONS

- Monsieur LAMBERTY Jannick  
Caporal-Chef, CENTRE DE SECOURS DE LONGWY,  
demeurant à LEXY

- Monsieur LECLERC Dominique  
Caporal-Chef, CENTRE DE SECOURS DE BLAINVILLE-SUR-L'EAU,  
demeurant à BLAINVILLE-SUR-L'EAU

- Monsieur MICHEL Xavier  
Lieutenant, CENTRE DE SECOURS DE BLAMONT,  
demeurant à BLAMONT

- Monsieur PALINIEWICZ Michel  
Adjudant-Chef, CENTRE DE SECOURS DE NEUVES-MAISONS,  
demeurant à VANDEUVRE

- Monsieur PASULA Patrice  
Sergent-Chef, CENTRE DE SECOURS DE TRIEUX,  
demeurant à TUCQUEGNIÉUX

- Monsieur REIFFERS Francis  
Caporal-Chef, CENTRE DE SECOURS DE SAINT-NICOLAS-DE-PORT,  
demeurant à ROSIÈRES-AUX-SALINES

- Monsieur SALM Benoît  
Caporal-Chef, CENTRE DE SECOURS PRINCIPAL DE LUNÉVILLE,  
demeurant à LUNÉVILLE

Médaille d'OR

- Monsieur BAROTTIN Michel  
Sergent-Chef, CENTRE DE SECOURS DE HARAUCOURT,  
demeurant à HARAUCOURT

- Monsieur COMMUNAL Philippe  
Adjudant-Chef, CENTRE DE SECOURS DE BAYON,  
demeurant à BAYON

- Monsieur WAGNER Dominique  
Commandant, CENTRE DE SECOURS DE VEZELISE,  
demeurant à VEZELISE

**Art. 3 :** Monsieur le secrétaire général et Monsieur le directeur de cabinet sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera inséré au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Nancy, le 29 novembre 2007

Le préfet,  
Hugues PARANT

**Direction de la réglementation et des libertés publiques**  
**Bureau de la citoyenneté**

**Extrait de l'arrêté du 28 décembre 2007 dressant le tableau des opérations de sectionnement électoral dans le département de Meurthe-et-Moselle**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

**ARRETE**

**Art. 1<sup>er</sup> :** Le tableau des opérations de sectionnement électoral du département de Meurthe-et-Moselle est dressé de la manière suivante :

**ARRONDISSEMENT DE BRIEY**

Communes	Sections électorales	Nombre de conseillers
ALLAMONT	ALLAMONT	7
	DOMPIERRE	4
ALLONDELLE-LA-MALMAISON	ALLONDELLE	6
	LA MALMAISON	9

**ARRONDISSEMENT DE NANCY**

Communes	Sections électorales	Nombre de conseillers
BELLEAU	BELLEAU	5
	LIXIÈRES	4
	MANONCOURT-SUR-SEILLE	3
	MOREY	2
	SERRIÈRES	1

**Art. 2 :** Le plan du sectionnement électoral prévu à l'article précédent peut être consulté dans les mairies des communes concernées.

**Art. 3 :** Le tableau dressé à l'article 1<sup>er</sup> servira pour tout renouvellement intégral d'un conseil municipal ayant lieu au cours de l'année 2008, ainsi que pour les élections complémentaires subséquentes jusqu'au renouvellement intégral suivant du conseil municipal.

**Art. 4 :** Tout sectionnement électoral non prévu par le présent arrêté ayant existé dans le département est ou demeure supprimé.

**Art. 5 :** M. le secrétaire général de la préfecture, M. le sous-préfet de BRIEY et MM. les maires de ALLAMONT, ALLONDELLE-LA-MALMAISON et BELLEAU sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et affiché dans les communes intéressées.

Nancy, le 28 décembre 2007

Pour le préfet et par délégation,  
Le secrétaire général,  
Jean-Michel MOUGARD

**Arrêté de délégation du 28 janvier 2008 à MM. les sous-préfets de Briey, Lunéville et Toul en vue de l'enregistrement des déclarations de candidature aux élections municipales des 9 et 16 mars 2008 pour les communes de 3 500 habitants et plus situées dans leurs arrondissements respectifs**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

Vu le décret du président de la République en conseil des ministres en date du 18 juillet 2007 nommant Monsieur Hugues PARANT Préfet de Meurthe-et-Moselle ;

Vu le décret du président de la République en date du 10 mars 2005 nommant Monsieur Philippe RONSSIN sous-préfet de l'arrondissement de Briey ;

Vu le décret du président de la République en date du 2 août 2007 nommant Monsieur Philippe SAFFREY sous-préfet de l'arrondissement de Lunéville ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 07-BMSSE.128 du 30 novembre 2007 chargeant Monsieur Philippe SAFFREY, sous-préfet de Lunéville, d'assurer l'intérim de la vacance des fonctions de sous-préfet de Toul ;

Vu le décret n° 2007-1468 du 15 octobre 2007 fixant la date de renouvellement des conseils municipaux et portant convocation des électeurs ;

Sur proposition de M. le secrétaire général ;

**ARRETE**

**Art. 1<sup>er</sup> :** Délégation est donnée à MM. les sous-préfets de Briey, Lunéville et Toul en vue de l'enregistrement des déclarations de candidature aux élections municipales des 9 et 16 mars 2008 pour les communes de 3 500 habitants et plus situées dans leurs arrondissements respectifs.

**Art. 2 :** M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs du département et dont ampliation sera adressée à MM. les sous-préfets.

Nancy, le 28 janvier 2008

Pour le préfet et par délégation,  
Le secrétaire général,  
Jean-Michel MOUGARD

*Bureau des réglementations*

**Extrait de l'arrêté du 4 janvier 2008 portant autorisation préfectorale n° 192 à monsieur Ali CHALAL d'exploiter une entreprise de surveillance et de gardiennage à Ludres (54710), 441 rue du Franclos, sous la dénomination « EURL UNIVERSEL SECURITE »**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant que cette entreprise est constituée conformément à la législation en vigueur ;

**ARRETE**

**Art. 1<sup>er</sup> :** L'entreprise précitée, ayant pour activité le gardiennage, la surveillance, la sécurité et la protection, est autorisée à exercer ses activités à compter de la notification du présent arrêté.

**Art. 2 :** Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture, notifié à monsieur Ali CHALAL et une copie sera adressée à M. le directeur départemental de la sécurité publique.

Nancy, le 4 janvier 2008

Pour le préfet et par délégation,  
Le directeur,  
Jacques SABLAYROLLES

*Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux devant le préfet ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Nancy dans les deux mois de la publication de l'acte.*

**Extrait de l'arrêté du 14 janvier 2008 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance dans la commune de PONT-A-MOUSSON**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant la finalité du système ;

Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

**ARRETE**

**Art. 1<sup>er</sup> :** La succursale ALDI MARCHE de PONT-A-MOUSSON, représentée par le responsable vente, M. Eric SAILLY, situé Route de Briey – 54700 PONT-A-MOUSSON, est autorisée à installer un système de vidéosurveillance comportant 1 caméra fixe intérieure en conformité avec le plan produit, sous le numéro : 54.07.0111

**Art. 2 :** La présente autorisation est délivrée pour une durée de cinq ans renouvelable.

**Art. 3 :** Les personnes chargées du droit d'accès aux images sont M. Eric SAILLY, responsable vente.

La durée maximale de conservation des images est fixée à 8 jours.



Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

Art. 4 : Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

Art. 5 : Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

Art. 6 : Tout manquement aux dispositions des articles 10 modifié et 10-1 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

Art. 7 : Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée à :

- M. Eric SAILLY, responsable vente du magasin ALDI MARCHÉ,

- au directeur départemental de la sécurité publique,

- au maire de PONT-A-MOUSSON

Nancy, le 14 janvier 2008

Pour le préfet et par délégation,

Le directeur,

Jacques SABLAYROLLES

#### Extrait de l'arrêté du 14 janvier 2008 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance dans la commune de LONGWY

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant la finalité du système ;

Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

#### ARRETE

Art. 1<sup>er</sup> : La succursale de la société ALDI Marché, représentée par M. DEPRETZ, directeur, située 22/24, rue de Saintignon - 54400 LONGWY, est autorisée à installer un système de vidéosurveillance comportant 4 caméras intérieures fixes en conformité avec le plan produit, sous le numéro : 54.07.0123

Art. 2 : La présente autorisation est délivrée pour une durée de cinq ans renouvelable.

Art. 3 : La personne chargée du droit d'accès aux images est M. Eric SAILLY, responsable vente.

La durée maximale de conservation des images est fixée à 8 jours.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

Art. 4 : Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

Art. 5 : Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

Art. 6 : Tout manquement aux dispositions des articles 10 modifié et 10-1 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

Art. 7 : Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée à :

- au directeur d'ALDI Marché,

- au directeur départemental de la sécurité publique,

- au maire de LONGWY.

Nancy, le 14 janvier 2008

Pour le préfet et par délégation,

Le directeur,

Jacques SABLAYROLLES

#### Extrait de l'arrêté du 15 novembre 2007 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance dans la commune de LUNEVILLE

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant la finalité du système ;

Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

#### ARRETE

Art. 1<sup>er</sup> : L'association cultuelle juive de Lunéville, représentée par M. Jean Yves SEBBAN, située 5 rue Castara 54300 LUNEVILLE est autorisée à installer, un système de vidéosurveillance comportant 4 caméras fixes, en conformité avec le plan produit, sous le numéro : 54.07.0138

Art. 2 : La présente autorisation est délivrée pour une durée de cinq ans renouvelable.

Art. 3 : Les personnes chargées du droit d'accès aux images sont M. Jean Yves SEBBAN, Président de l'association, M. Thierry ZENON Vice-Président. M. Isaac MALK Rabin, M. Eliezer LUBECKI professeur.

La durée maximale de conservation des images est fixée à un mois.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

Art. 4 : Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

Art. 5 : Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

Art. 6 : Tout manquement aux dispositions des articles 10 modifié et 10-1 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

Art. 7 : Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée à :

- M. Jean Yves SEBBAN, président de l'association

- Au maire de LUNEVILLE

Nancy, le 15 novembre 2007

Pour le préfet et par délégation,

Le directeur,

Jacques SABLAYROLLES

#### Extrait de l'arrêté du 14 décembre 2008 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance dans la commune de BLAMONT

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant la finalité du système ;

Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

#### ARRETE

Art. 1<sup>er</sup> : La boulangerie-pâtisserie « Au croûton d'or », représentée par le chef d'entreprise, M. Jérôme PAYEUR, située 54 rue du 18 novembre -54450 BLAMONT, est autorisée à installer, un système de vidéosurveillance comportant 2 caméras fixes intérieures, en conformité avec le plan produit, sous le numéro : 54.07.0106

Art. 2 : La présente autorisation est délivrée pour une durée de cinq ans renouvelable.

Art. 3 : Les personnes chargées du droit d'accès aux images sont M. PAYEUR, chef d'entreprise et MME PAYEUR, conjointe.

La durée maximale de conservation des images est fixée à un mois.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

Art. 4 : Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

Art. 5 : Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

Art. 6 : Tout manquement aux dispositions des articles 10 modifié et 10-1 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

Art. 7 : Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée à :

- au directeur départemental de la sécurité publique

- au chef d'entreprise de la boulangerie - pâtisserie « Au croûton d'or »

- au maire de BLAMONT

Nancy, le 14 décembre 2008

Pour le préfet et par délégation,

Le directeur,

Jacques SABLAYROLLES

#### Extrait de l'arrêté du 21 janvier 2008 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance dans la commune de NANCY

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant la finalité du système ;

Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

#### ARRETE

Art. 1<sup>er</sup> : La société MHK Distribution Le Bonhomme de Bois, représentée par M. Michel HECK, gérant, situé 6 rue d'Amerval - 54000 NANCY, est autorisée à installer, un système de vidéosurveillance comportant 1 caméra intérieure fixe en conformité avec le plan produit, sous le numéro : 54.07.0129

Art. 2 : La présente autorisation est délivrée pour une durée de cinq ans renouvelable.

Art. 3 : La personne chargée du droit d'accès aux images est M. Michel HECK, gérant.

La durée maximale de conservation des images est fixée à 8 jours.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

Art. 4 : Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

Art. 5 : Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

Art. 6 : Tout manquement aux dispositions des articles 10 modifié et 10-1 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

Art. 7 : Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée à :

- M. Michel HECK, président

- au maire de NANCY.

- au directeur départemental de la sécurité publique,

Nancy, le 21 janvier 2008

Pour le préfet et par délégation,

Le directeur,

Jacques SABLAYROLLES

#### Extrait de l'arrêté du 15 novembre 2007 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance dans la commune de LUNEVILLE

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant la finalité du système ;  
Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

**ARRETE**

Art. 1<sup>er</sup> : M. Emmanuel GRANDEMANGE, propriétaire de la boulangerie-pâtisserie du Château situé 11, place de la 2<sup>ème</sup> DC - 54300 LUNEVILLE, est autorisé à installer, un système de vidéosurveillance comportant 2 caméras intérieures fixes en conformité avec le plan produit, sous le numéro : 54.07.0137

Art. 2 : La présente autorisation est délivrée pour une durée de cinq ans renouvelable.

Art. 3 : Les personnes chargées du droit d'accès aux images sont M. Emmanuel GRANDEMANGE, artisan boulanger-pâtissier et Mme Nathalie GRANDEMANGE, son épouse.

La durée maximale de conservation des images est fixée à 1 mois.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

Art. 4 : Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

Art. 5 : Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

Art. 6 : Tout manquement aux dispositions des articles 10 modifié et 10-1 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

Art. 7 : M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée à :

- M. Emmanuel GRANDEMANGE, artisan boulanger-pâtissier,

- M. le directeur départemental de la sécurité publique,

- M. le maire de LUNEVILLE.

Nancy, le 15 novembre 2007

Pour le préfet et par délégation,  
Le directeur,  
Jacques SABLAYROLLES

**Extrait de l'arrêté du 21 janvier 2008 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance dans la commune de TIERCELET**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant la finalité du système ;

Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

**ARRETE**

Art. 1<sup>er</sup> : Mme Claudine MENICHETTI, propriétaire de la brasserie Claudine, située 20, rue Honoré de Balzac - 54190 TIERCELET, est autorisée à installer, un système de vidéosurveillance comportant 3 caméras fixes extérieures, en conformité avec le plan produit, sous le numéro : 54.07.0089

Art. 2 : La présente autorisation est délivrée pour une durée de cinq ans renouvelable.

Art. 3 : Les personnes chargées du droit d'accès aux images sont Mme Claudine MENICHETTI, propriétaire et M. Guiseppe FACCHETTI, gérant.

La durée maximale de conservation des images est fixée à 15 jours.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

Art. 4 : Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

Art. 5 : Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

Art. 6 : Tout manquement aux dispositions des articles 10 modifié et 10-1 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

Art. 7 : Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée à :

- au colonel, commandant le groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle,

- Mme Claudine MENICHETTI, propriétaire de la brasserie Claudine,

- au maire de TIERCELET

Nancy, le 21 janvier 2008

Pour le préfet et par délégation,  
Le directeur,  
Jacques SABLAYROLLES

**Extrait de l'arrêté du 21 janvier 2008 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance dans la commune de FROUARD**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant la finalité du système ;

Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

**ARRETE**

Art. 1<sup>er</sup> : BUFFALO Grill SA Restauration, représentée par M. Cédric NEYER, responsable site de Frouard, situé ZAC du Saule Gaillard - 6, rue Nerbevaux - 54390 FROUARD, est autorisée à installer, un système de vidéosurveillance comportant 4 caméras dont 1 caméra intérieure fixe et 3 caméras extérieures fixes en conformité avec le plan produit, sous le numéro : 54.07.0131

Art. 2 : La présente autorisation est délivrée pour une durée de cinq ans renouvelable.

Art. 3 : Les personnes chargées du droit d'accès aux images sont M. Cédric NEYER, responsable du site de Frouard, M. Hervé CHAPUIS, responsable service informatique BG SA et la gendarmerie.

La durée maximale de conservation des images est fixée à 15 jours.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

Art. 4 : Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

Art. 5 : Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

Art. 6 : Tout manquement aux dispositions des articles 10 modifié et 10-1 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

Art. 7 : Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée à :

- M. Cédric NEYER, responsable du site de Frouard,

- au colonel, commandant le groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle,

- au maire de FROUARD.

Nancy, le 21 janvier 2008

Pour le préfet et par délégation,  
Le directeur,  
Jacques SABLAYROLLES

**Extrait de l'arrêté du 15 novembre 2007 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance dans la commune de HERSERANGE**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant la finalité du système ;

Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

**ARRETE**

Art. 1<sup>er</sup> : Madame Frence LIBERATORE, propriétaire du café du Stade, situé 76, rue de la Croix Saint Jean - 54400 HERSERANGE, est autorisée à installer, un système de vidéosurveillance comportant 1 caméra intérieure fixe en conformité avec le plan produit, sous le numéro : 54.07.0083

Art. 2 : La présente autorisation est délivrée pour une durée de cinq ans renouvelable.

Art. 3 : La personne chargée du droit d'accès aux images est Mme Florence LIBERATORE, gérante ;

La durée maximale de conservation des images est fixée à 5 jours.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

Art. 4 : Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

Art. 5 : Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

Art. 6 : Tout manquement aux dispositions des articles 10 modifié et 10-1 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

Art. 7 : M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée à :

- Mme Florence LIBERATORE, gérante,

- M. le directeur départemental de la sécurité publique,

- M. le maire de HERSERANGE.

Nancy, le 15 novembre 2007

Pour le préfet et par délégation,  
Le directeur,  
Jacques SABLAYROLLES

**Extrait de l'arrêté du 11 janvier 2008 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance dans la commune de LUDRES**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant la finalité du système ;

Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

**ARRETE**

Art. 1<sup>er</sup> : La Caisse d'épargne de Lorraine - Mobile Banque, représentée par M. Michel CRABOUILLET, responsable sécurité, située au centre commercial Chaudeau - 54710 LUDRES, est autorisée à installer, un système de vidéosurveillance comportant 5 caméras intérieures fixes en conformité avec le plan produit, sous le numéro : 54.07.0127

Art. 2 : La présente autorisation est délivrée pour une durée de cinq ans renouvelable.

Art. 3 : Les personnes chargées du droit d'accès aux images sont MM. le responsable du service logistique et sécurité, le directeur de l'audit et de la télésurveillance.

La durée maximale de conservation des images est fixée à 1 mois.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

Art. 4 : Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

Art. 5 : Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

Art. 6 : Tout manquement aux dispositions des articles 10 modifié et 10-1 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

Art. 7 : Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée à :

- au directeur de la caisse d'épargne de Lorraine,
- au directeur départemental de la sécurité publique,
- au maire de LUDRES.

Nancy, le 11 janvier 2008

Pour le préfet et par délégation,  
Le directeur,  
Jacques SABLAYROLLES

**Extrait de l'arrêté du 15 novembre 2007 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance dans la commune de MONT SAINT MARTIN**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant la finalité du système ;

Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

**ARRETE**

Art. 1<sup>er</sup> : La mairie de MONT SAINT MARTIN, représentée par M. Serge DE CARLI, maire de MONT SAINT MARTIN, située boulevard du 8 mai 45 54350 MONT SAINT MARTIN, est autorisée à installer, dans la cantine du Stade située rue des œillets 54350 MONT SAINT MARTIN, un système de vidéosurveillance comportant 2 caméras extérieures, dont 1 mobile, en conformité avec le plan produit, sous le numéro : 54.07.0140

Art. 2 : La présente autorisation est délivrée pour une durée de cinq ans renouvelable.

Art. 3 : Les personnes chargées du droit d'accès aux images sont répertoriées dans l'annexe jointe au présent arrêté.

La durée maximale de conservation des images est fixée à un mois.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

Art. 4 : Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

Art. 5 : Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

Art. 6 : Tout manquement aux dispositions des articles 10 modifié et 10-1 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

Art. 7 : Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée à :

- Cantine du Stade
- au directeur départemental de la sécurité publique
- au maire de MONT SAINT MARTIN

Nancy, le 15 novembre 2007

Pour le préfet et par délégation,  
Le directeur,  
Jacques SABLAYROLLES

**Extrait de l'arrêté du 15 novembre 2007 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance dans la commune de MONT SAINT MARTIN**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant la finalité du système ;

Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

**ARRETE**

Art. 1<sup>er</sup> : La mairie de MONT SAINT MARTIN, représentée par M. Serge DE CARLI, maire de MONT SAINT MARTIN, située boulevard du 8 mai 45 54350 MONT SAINT MARTIN, est autorisée à installer, au centre administratif, hôtel de ville, 1 bld du 8 mai 45, 54350 MONT SAINT MARTIN, un système de vidéosurveillance comportant 10 caméras (dont 7 caméras fixes dont une à l'intérieur et 3 caméras mobiles), en conformité avec le plan produit, sous le numéro : 54.07.0141

Art. 2 : La présente autorisation est délivrée pour une durée de cinq ans renouvelable.

Art. 3 : Les personnes chargées du droit d'accès aux images sont répertoriées dans l'annexe jointe au présent arrêté.

La durée maximale de conservation des images est fixée à un mois.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

Art. 4 : Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

Art. 5 : Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

Art. 6 : Tout manquement aux dispositions des articles 10 modifié et 10-1 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

Art. 7 : Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée à :

- Centre administratif
- au directeur départemental de la sécurité publique
- au maire de MONT SAINT MARTIN

Nancy, le 15 novembre 2007

Pour le préfet et par délégation,  
Le directeur,  
Jacques SABLAYROLLES

**Extrait de l'arrêté du 15 novembre 2007 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance dans la commune de MONT SAINT MARTIN**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant la finalité du système ;

Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

**ARRETE**

Art. 1<sup>er</sup> : La mairie de MONT SAINT MARTIN, représentée par M. Serge DE CARLI, maire de MONT SAINT MARTIN, située boulevard du 8 mai 45 54350 MONT SAINT MARTIN, est autorisée à installer, au centre de loisir bat III école maternelle rue de la forêt, 54350 MONT SAINT MARTIN, un système de vidéosurveillance comportant 7 caméras extérieures (dont 6 caméras fixes et 1 mobile), en conformité avec le plan produit, sous le numéro : 54.07.0143

Art. 2 : La présente autorisation est délivrée pour une durée de cinq ans renouvelable.

Art. 3 : Les personnes chargées du droit d'accès aux images sont répertoriées dans l'annexe jointe au présent arrêté.

La durée maximale de conservation des images est fixée à un mois.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

Art. 4 : Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

Art. 5 : Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

Art. 6 : Tout manquement aux dispositions des articles 10 modifié et 10-1 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

Art. 7 : Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée à :

- Centre de loisir
- au directeur départemental de la sécurité publique
- au maire de MONT SAINT MARTIN

Nancy, le 15 novembre 2007

Pour le préfet et par délégation,  
Le directeur,  
Jacques SABLAYROLLES

**Extrait de l'arrêté du 15 novembre 2007 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance dans la commune de LUNEVILLE**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant la finalité du système ;

Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

**ARRETE**

Art. 1<sup>er</sup> : La mairie de LUNEVILLE, représentée par M. Michel CLOSSE, maire de LUNEVILLE, située 2 place Saint Rémy 54300 LUNEVILLE, est autorisée à installer, au centre technique municipal, 16 rue Sébastien Keller, 54300 LUNEVILLE, un système de vidéosurveillance comportant 5 caméras fixes, en conformité avec le plan produit, sous le numéro : 54.07.0122

Art. 2 : La présente autorisation est délivrée pour une durée de cinq ans renouvelable.

Art. 3 : Les personnes chargées du droit d'accès aux images sont répertoriées dans l'annexe jointe au présent arrêté.

La durée maximale de conservation des images est fixée à un mois.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

Art. 4 : Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

Art. 5 : Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

Art. 6 : Tout manquement aux dispositions des articles 10 modifié et 10-1 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

Art. 7 : Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée à :

- au directeur départemental de la sécurité publique
- au maire de LUNEVILLE

Nancy, le 15 novembre 2007

Pour le préfet et par délégation,  
Le directeur,  
Jacques SABLAYROLLES

**Extrait de l'arrêté du 11 janvier 2008 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance dans la commune de CHAMPIGNEULLES**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant la finalité du système ;

Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

**ARRETE**

Art. 1<sup>er</sup> : CFF RECYCLING ESKA, représenté par M. Jean MAUCHAMP, directeur d'exploitation, situé ZI Rue des Forges – 54250 CHAMPIGNEULLES, est autorisé à installer, un système de vidéosurveillance comportant 1 caméra extérieure mobile en conformité avec le plan produit, sous le numéro : 54.07.0113

Art. 2 : La présente autorisation est délivrée pour une durée de cinq ans renouvelable.

Art. 3 : La personne chargée du droit d'accès aux images est M. Jean MAUCHAMP, directeur d'exploitation.

La durée maximale de conservation des images est fixée à 1 mois.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

Art. 4 : Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

Art. 5 : Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

Art. 6 : Tout manquement aux dispositions des articles 10 modifié et 10-1 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

Art. 7 : Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée à :

- M. Jean MAUCHAMP, directeur d'exploitation,  
- au colonel, commandant le groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle,

- au maire de CHAMPIGNEULLES.

Nancy, le 11 janvier 2008

Pour le préfet et par délégation,

Le directeur,

Jacques SABLAYROLLES

**Extrait de l'arrêté du 15 novembre 2007 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance dans la commune de LAXOU**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant la finalité du système ;

Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

**ARRETE**

Art. 1<sup>er</sup> : La mairie de LAXOU, située 3, avenue Paul Déroulède – 54520 LAXOU, représentée par M. Claude GUILLERME, maire, est autorisée à installer, un système de vidéosurveillance pour la gestion à distance des accès du cimetière de la Tarrère, allée de Malvaux qui comporte 1 caméra extérieure fixe en conformité avec le plan produit, sous le numéro : 54.07.0130

Art. 2 : La présente autorisation est délivrée pour une durée de cinq ans renouvelable.

Art. 3 : Les personnes chargées du droit d'accès aux images sont M. Claude GUILLERME, maire, Mme Claire BEUREY, directrice générale des services, M. Patrick CICCARDINI, service informatique, Mme Brigitte CARPENTIER et Mme Annie BLANCMUNIER du service état civil.

La durée maximale de conservation des images est fixée à 1 mois.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

Art. 4 : Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

Art. 5 : Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

Art. 6 : Tout manquement aux dispositions des articles 10 modifié et 10-1 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

Art. 7 : M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée à :

- M. le maire de LAXOU,

- M. le directeur départemental de la sécurité publique.

Nancy, le 15 novembre 2007

Pour le préfet et par délégation,

Le directeur,

Jacques SABLAYROLLES

**Extrait de l'arrêté du 14 décembre 2007 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance dans la commune de NANCY**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant la finalité du système ;

Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

**ARRETE**

Art. 1<sup>er</sup> : La société CONFORAMA, représentée par le directeur de l'établissement, M. Pierre DARLES, située 6 rue Marcel Brot– 54000 NANCY, est autorisée à installer, un système de vidéosurveillance comportant 12 caméras fixes intérieures, en conformité avec le plan produit, sous le numéro : 54.07.0128

Art. 2 : La présente autorisation est délivrée pour une durée de cinq ans renouvelable.

Art. 3 : Les personnes chargées du droit d'accès aux images sont M. DARLES, directeur et M. BECKER, responsable administratif.

La durée maximale de conservation des images est fixée à un mois.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

Art. 4 : Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

Art. 5 : Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

Art. 6 : Tout manquement aux dispositions des articles 10 modifié et 10-1 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

Art. 7 : Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée à :

- au directeur départemental de la sécurité publique

- au directeur de la société CONFORAMA

- au maire de NANCY

Nancy, le 14 décembre 2007

Pour le préfet et par délégation,

Le directeur,

Jacques SABLAYROLLES

**Extrait de l'arrêté du 14 janvier 2008 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance dans la commune de AUDUN-LE-ROMAN**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant la finalité du système ;

Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

**ARRETE**

Art. 1<sup>er</sup> : L'agence Crédit Agricole, représenté par M. Robert CACCIATORE, responsable sécurité lorraine, Centre commercial lieu dit « Les Longues Raies » n°79 – 54560 AUDUN-LE-ROMAN, est autorisé à installer, un système de vidéosurveillance comportant 8 caméras intérieures fixes en conformité avec le plan produit, sous le numéro : 54.07.0116

Art. 2 : La présente autorisation est délivrée pour une durée de cinq ans renouvelable.

Art. 3 : Les personnes chargées du droit d'accès aux images sont le personnel de l'agence, le responsable sécurité du crédit agricole de Lorraine et le personnel de la SIECRITEL ;

La durée maximale de conservation des images est fixée à 1 mois.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

Art. 4 : Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

Art. 5 : Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

Art. 6 : Tout manquement aux dispositions des articles 10 modifié et 10-1 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

Art. 7 : Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée à :

- M. Robert CACCIATORE, responsable sécurité lorraine,

- au colonel, commandant le groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle,

- au maire de AUDUN-LE-ROMAN.

Nancy, le 14 janvier 2008

Pour le préfet et par délégation,

Le directeur,

Jacques SABLAYROLLES

**Extrait de l'arrêté du 14 janvier 2008 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance dans la commune de LONGWY**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant la finalité du système ;

Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

**ARRETE**

Art. 1<sup>er</sup> : L'agence Crédit Agricole, représentée par M. Robert CACCIATORE, responsable sécurité lorraine, situé 22, rue Carnot – 54400 LONGWY Bas, est autorisée à installer, un système de vidéosurveillance comportant 8 caméras intérieures fixes en conformité avec le plan produit, sous le numéro : 54.07.0115

Art. 2 : La présente autorisation est délivrée pour une durée de cinq ans renouvelable.

**Art. 3 :** Les personnes chargées du droit d'accès aux images sont le personnel de l'agence, le responsable sécurité du Crédit Agricole de Lorraine et le personnel de la SIECRITEL ;

La durée maximale de conservation des images est fixée à 1 mois.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

**Art. 4 :** Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

**Art. 5 :** Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

**Art. 6 :** Tout manquement aux dispositions des articles 10 modifié et 10-1 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

**Art. 7 :** Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée à :

- M. Robert CACCIATORE, responsable sécurité lorraine,
- au directeur départemental de la sécurité publique,
- au maire de LONGWY.

Nancy, le 14 janvier 2008

Pour le préfet et par délégation,  
Le directeur,  
Jacques SABLAYROLLES

**Extrait de l'arrêté du 14 janvier 2008 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance dans la commune de PAGNY-SUR-MOSELLE**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant la finalité du système ;

Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

**A R R E T E**

**Art. 1<sup>er</sup> :** L'agence Crédit Agricole Pagny-sur-Moselle, représentée par M. Robert CACCIATORE, responsable sécurité lorraine, situé 31/33, rue de Serre – 54530 PAGNY-SUR-MOSELLE, est autorisée à installer, un système de vidéosurveillance comportant 8 caméras intérieures fixes en conformité avec le plan produit, sous le numéro : 54.07.0114

**Art. 2 :** La présente autorisation est délivrée pour une durée de cinq ans renouvelable.

**Art. 3 :** Les personnes chargées du droit d'accès aux images sont le personnel de l'agence, le responsable sécurité du crédit agricole de Lorraine et le personnel de la SIECRITEL ;

La durée maximale de conservation des images est fixée à 1 mois.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

**Art. 4 :** Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

**Art. 5 :** Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

**Art. 6 :** Tout manquement aux dispositions des articles 10 modifié et 10-1 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

**Art. 7 :** Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée à :

- M. Robert CACCIATORE, responsable sécurité lorraine,
- au colonel, commandant le groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle,
- au maire de PAGNY-SUR-MOSELLE.

Nancy, le 14 janvier 2008

Pour le préfet et par délégation,  
Le directeur,  
Jacques SABLAYROLLES

**Extrait de l'arrêté du 11 janvier 2008 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance dans la commune de MONT-SAINT-MARTIN**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant la finalité du système ;

Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

**A R R E T E**

**Art. 1<sup>er</sup> :** Le magasin DECATHLON LONGWY, représenté par le directeur, M. Arnaud JACQUEMIN, situé ZAC du parc international d'activités des 3 frontières – 54350 MONT-SAINT-MARTIN, est autorisé à installer, un système de vidéosurveillance comportant 14 caméras dont 12 caméras fixes intérieures, 1 caméra intérieure mobile et 1 caméra extérieure mobile en conformité avec le plan produit, sous le numéro : 54.07.0107

**Art. 2 :** La présente autorisation est délivrée pour une durée de cinq ans renouvelable.

**Art. 3 :** Les personnes chargées du droit d'accès aux images sont M. Arnaud JACQUEMIN, directeur du magasin et M. Nicolas EHL, responsable d'exploitation.

La durée maximale de conservation des images est fixée à 15 jours.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

**Art. 4 :** Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

**Art. 5 :** Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

**Art. 6 :** Tout manquement aux dispositions des articles 10 modifié et 10-1 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

**Art. 7 :** Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée à :

- au directeur départemental de la sécurité publique,
- M. Arnaud JACQUEMIN, directeur du magasin DECATHLON LONGWY
- au maire de MONT-SAINT-MARTIN.

Nancy, le 11 janvier 2008

Pour le préfet et par délégation,  
Le directeur,  
Jacques SABLAYROLLES

**Extrait de l'arrêté du 15 novembre 2007 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance dans la commune de MONT SAINT MARTIN**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant la finalité du système ;

Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

**A R R E T E**

**Art. 1<sup>er</sup> :** La mairie de MONT SAINT MARTIN représentée par M. Serge DE CARLI maire de MONT SAINT MARTIN, située boulevard du 8 mai 45 54350 MONT SAINT MARTIN, est autorisée à installer, à l'école élémentaire rue du 8 mai 45 54350 MONT SAINT MARTIN, un système de vidéosurveillance comportant 3 caméras extérieures fixes, en conformité avec le plan produit, sous le numéro : 54.07.0142

**Art. 2 :** La présente autorisation est délivrée pour une durée de cinq ans renouvelable.

**Art. 3 :** La personne chargée du droit d'accès aux images est M. Serge DE-CARLI, maire de MONT SAINT MARTIN.

La durée maximale de conservation des images est fixée à un mois.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

**Art. 4 :** Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

**Art. 5 :** Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

**Art. 6 :** Tout manquement aux dispositions des articles 10 modifié et 10-1 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

**Art. 7 :** Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée à :

- au maire de MONT SAINT MARTIN

Nancy, le 15 novembre 2007

Pour le préfet et par délégation,  
Le directeur,  
Jacques SABLAYROLLES

**Extrait de l'arrêté du 14 décembre 2007 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance par l'école supérieure d'informatique et d'application de Lorraine**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant la finalité du système ;

Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

**A R R E T E**

**Art. 1<sup>er</sup> :** L'école supérieure d'informatique et d'application de Lorraine, sise 193, avenue Paul Muller à VILLERS-LES-NANCY, représentée par son directeur, monsieur André SCHAFF, est autorisée à installer dans le périmètre de l'établissement un système de vidéosurveillance comportant, dix caméras intérieures fixes et neuf caméras extérieures fixes, en conformité avec le plan produit, sous le numéro : 54.07.0125

**Art. 2 :** La présente autorisation est délivrée pour une durée de cinq ans renouvelable.

**Art. 3 :** Les personnes chargées du droit d'accès aux images sont répertoriées dans l'annexe jointe au présent arrêté.

La durée maximale de conservation des images est fixée à un mois.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

**Art. 4 :** Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

**Art. 5 :** Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

**Art. 6 :** Tout manquement aux dispositions des articles 10 modifié et 10-1 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

Art. 7 : Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée à :

- au directeur de l'école supérieure d'informatique et d'application de lorraine,
- au directeur départemental de la sécurité publique

Nancy, le 14 décembre 2007

Pour le préfet et par délégation,  
Le directeur,  
Jacques SABLAYROLLES

**Extrait de l'arrêté du 15 novembre 2007 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance dans la commune de LUDRES**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant la finalité du système ;

Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

**ARRETE**

Art. 1<sup>er</sup> : La société HEPPNER – Transports et logistiques, représentée par Mme Lydia DELAGE, responsable d'agence, située 21 Rue Pierre et Marie Curie – 54710 LUDRES, est autorisée à installer, un système de vidéosurveillance comportant 7 caméras dont 6 caméras intérieures fixes et 1 caméra extérieure fixe en conformité avec le plan produit, sous le numéro : 54.04.0046

Art. 2 : La présente autorisation est délivrée pour une durée de cinq ans renouvelable.

Art. 3 : Les personnes chargées du droit d'accès aux images sont Mme Lydia DELAGE, responsable agence et M. Régis ANTOINE, responsable exploitation.

La durée maximale de conservation des images est fixée à 8 jours.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

Art. 4 : Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

Art. 5 : Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

Art. 6 : Tout manquement aux dispositions des articles 10 modifié et 10-1 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

Art. 7 : M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée à :

- Mme Lydia DELAGE, responsable agence,
- M. le maire de LUDRES,
- M. le directeur départemental de la sécurité publique,

Nancy, le 15 novembre 2007

Pour le préfet et par délégation,  
Le directeur,  
Jacques SABLAYROLLES

**Extrait de l'arrêté du 14 décembre 2007 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance dans la commune de LUNEVILLE**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant la finalité du système ;

Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

**ARRETE**

Art. 1<sup>er</sup> : La commune de LUNEVILLE, est autorisée à installer, à l'hôtel de ville – 2, place Saint-Rémy 54300 LUNEVILLE, un système de vidéosurveillance comportant 8 caméras fixes, en conformité avec le plan produit, sous le numéro : 54.07.0119

Art. 2 : La présente autorisation est délivrée pour une durée de cinq ans renouvelable.

Art. 3 : Les personnes chargées du droit d'accès aux images sont répertoriées dans l'annexe jointe au présent arrêté.

La durée maximale de conservation des images est fixée à un mois.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

Art. 4 : Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

Art. 5 : Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

Art. 6 : Tout manquement aux dispositions des articles 10 modifié et 0-1 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

Art. 7 : Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée à :

- au maire de LUNEVILLE
- au sous-préfet de LUNEVILLE
- au directeur départemental de la sécurité publique

Nancy, le 14 décembre 2007

Pour le préfet et par délégation,  
Le directeur,  
Jacques SABLAYROLLES

**Extrait de l'arrêté du 11 janvier 2008 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance dans la commune de NANCY**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant la finalité du système ;

Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

**ARRETE**

Art. 1<sup>er</sup> : KINEPOLIS NANCY, représenté par M. Franck VANLONGERDONCK, directeur, situé 3/5, rue Victor – 54000 NANCY, est autorisé à installer, un système de vidéosurveillance comportant 22 caméras dont 2 caméras intérieures mobiles, 8 caméras intérieures fixes et 12 caméras extérieures fixes en conformité avec le plan produit, sous le numéro : 54.07.0139

Art. 2 : La présente autorisation est délivrée pour une durée de cinq ans renouvelable.

Art. 3 : Les personnes chargées du droit d'accès aux images sont M. le directeur du complexe cinématographique KINEPOLIS NANCY et M. le responsable sécurité France ;

La durée maximale de conservation des images est fixée à 10 jours.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

Art. 4 : Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

Art. 5 : Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

Art. 6 : Tout manquement aux dispositions des articles 10 modifié et 10-1 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

Art. 7 : Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée à :

- au directeur du complexe cinématographique KINEPOLIS NANCY,
- au directeur départemental de la sécurité publique,
- au maire de NANCY.

Nancy, le 11 janvier 2008

Pour le préfet et par délégation,  
Le directeur,  
Jacques SABLAYROLLES

**Extrait de l'arrêté du 15 novembre 2007 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance dans la commune de LUNEVILLE**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant la finalité du système ;

Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

**ARRETE**

Art. 1<sup>er</sup> : La mairie de LUNEVILLE, représenté par M. Michel CLOSSE, maire de LUNEVILLE, située 2 place Saint Rémy 54300 LUNEVILLE, est autorisée à installer, à la ludothèque 44 rue Ernest Bichat 54300 LUNEVILLE, un système de vidéosurveillance comportant 7 caméras fixes, en conformité avec le plan produit sous le numéro : 54.07.0121

Art. 2 : La présente autorisation est délivrée pour une durée de cinq ans renouvelable.

Art. 3 : Les personnes chargées du droit d'accès aux images sont répertoriées dans l'annexe jointe au présent arrêté.

La durée maximale de conservation des images est fixée à un mois.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

Art. 4 : Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

Art. 5 : Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

Art. 6 : Tout manquement aux dispositions des articles 10 modifié et 10-1 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

Art. 7 : Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée à :

- au directeur départemental de la sécurité publique
- au maire de LUNEVILLE

Nancy, le 15 novembre 2007

Pour le préfet et par délégation,  
Le directeur,  
Jacques SABLAYROLLES

**Extrait de l'arrêté du 15 novembre 2007 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance dans la commune de LUNEVILLE**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant la finalité du système ;

Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

**ARRETE**

Art. 1<sup>er</sup> : La mairie de LUNEVILLE, représenté par M. Michel CLOSSE, maire de LUNEVILLE, située 2 place Saint Rémy 54300 LUNEVILLE, est autorisée à installer, à la mairie de quartier annexe 46 rue Ernest Bichat 54300 LUNEVILLE, un système de vidéosurveillance comportant 6 caméras fixes, en conformité avec le plan produit, sous le numéro : 54.07.0120

Art. 2 : La présente autorisation est délivrée pour une durée de cinq ans renouvelable.

Art. 3 : Les personnes chargées du droit d'accès aux images sont répertoriées dans l'annexe jointe au présent arrêté.

La durée maximale de conservation des images est fixée à un mois.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

Art. 4 : Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

Art. 5 : Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

Art. 6 : Tout manquement aux dispositions des articles 10 modifié et 10-1 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

Art. 7 : Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée à :

- au directeur départemental de la sécurité publique

- au maire de LUNEVILLE

Nancy, le 15 novembre 2007

Pour le préfet et par délégation,

Le directeur,

Jacques SABLAYROLLES

#### Extrait de l'arrêté du 11 janvier 2008 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance dans la commune de NANCY

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant la finalité du système ;

Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

#### AR R E T E

Art. 1<sup>er</sup> : La société MULLER Véhicules Professionnels, représentée par M. Didier MULLER, président, située 25, rue Marcel Brot - 54000 NANCY, est autorisée à installer, un système de vidéosurveillance comportant 3 caméras extérieures fixes en conformité avec le plan produit, sous le numéro : 54.07.0133

Art. 2 : La présente autorisation est délivrée pour une durée de cinq ans renouvelable.

Art. 3 : La personne chargée du droit d'accès aux images est M. Didier MULLER, président.

La durée maximale de conservation des images est fixée à 5 jours.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

Art. 4 : Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

Art. 5 : Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

Art. 6 : Tout manquement aux dispositions des articles 10 modifié et 10-1 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

Art. 7 : Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée à :

- M. Didier MULLER, président

- au maire de NANCY.

- au directeur départemental de la sécurité publique,

Nancy, le 11 janvier 2008

Pour le préfet et par délégation,

Le directeur,

Jacques SABLAYROLLES

#### Extrait de l'arrêté du 15 novembre 2007 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance dans la commune de MONT SAINT MARTIN

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant la finalité du système ;

Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

#### AR R E T E

Art. 1<sup>er</sup> : La mairie de MONT SAINT MARTIN, représentée par M. Serge DE CARLI, maire de MONT SAINT MARTIN, située boulevard du 8 mai 45 54350 MONT SAINT MARTIN, est autorisée à installer, à la salle des sports, rue de Marseille, 54350 MONT SAINT MARTIN, un système de vidéosurveillance comportant 9 caméras (7 caméras fixes dont 1 à l'intérieur et 2 caméras mobiles), en conformité avec le plan produit, sous le numéro : 54.07.0144

Art. 2 : La présente autorisation est délivrée pour une durée de cinq ans renouvelable.

Art. 3 : Les personnes chargées du droit d'accès aux images sont répertoriées dans l'annexe jointe au présent arrêté.

La durée maximale de conservation des images est fixée à un mois.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

Art. 4 : Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

Art. 5 : Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

Art. 6 : Tout manquement aux dispositions des articles 10 modifié et 10-1 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

Art. 7 : Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée à :

- Salle des Sports

- au directeur départemental de la sécurité publique

- au maire de MONT SAINT MARTIN

Nancy, le 15 novembre 2007

Pour le préfet et par délégation,

Le directeur,

Jacques SABLAYROLLES

#### Extrait de l'arrêté du 11 janvier 2008 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance dans la commune de ESSEY-LES-NANCY

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant la finalité du système ;

Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

#### AR R E T E

Art. 1<sup>er</sup> : La « SARL Alphée » Vente Vêtements, représentée par le gérant, M. Serge KNUITTI, située Rue Catherine Sauvage – Porte Verte n°3 – 54270 ESSEY-LES-NANCY, est autorisée à installer, un système de vidéosurveillance comportant 4 caméras fixes intérieures en conformité avec le plan produit, sous le numéro : 54.07.0102

Art. 2 : La présente autorisation est délivrée pour une durée de cinq ans renouvelable.

Art. 3 : Les personnes chargées du droit d'accès aux images sont M. Serge KNUITTI, gérant et Mme Marylène KNUITTI, gérante, Mme Malorie KNUITTI, directrice.

La durée maximale de conservation des images est fixée à 29 jours.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

Art. 4 : Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

Art. 5 : Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

Art. 6 : Tout manquement aux dispositions des articles 10 modifié et 10-1 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

Art. 7 : Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée à :

- au directeur départemental de la sécurité publique,

- M. Serge KNUITTI, gérant de la SARL ALPHEE,

- au maire d'Essey-les-Nancy

Nancy, le 11 janvier 2008

Pour le préfet et par délégation,

Le directeur,

Jacques SABLAYROLLES

#### Extrait de l'arrêté du 11 janvier 2008 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance dans la commune de LAXOU

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant la finalité du système ;

Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

#### AR R E T E

Art. 1<sup>er</sup> : La HF SARL SHELL Vente de carburant, représentée par M. Franck HENRY, gérant, 12, avenue de la Résistance - 54520 LAXOU, est autorisée à installer, dans la station service SHELL, un système de vidéosurveillance comportant 4 caméras, dont deux caméras intérieures fixes et 2 caméras extérieures fixes, en conformité avec le plan produit, sous le numéro : 54.07.0085

Art. 2 : La présente autorisation est délivrée pour une durée de cinq ans renouvelable.

Art. 3 : La personne chargée du droit d'accès aux images est M. Franck HENRY, gérant de la station service, M. Magid EL AQOUR, responsable.

La durée maximale de conservation des images est fixée à 14 jours.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

Art. 4 : Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

Art. 5 : Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

Art. 6 : Tout manquement aux dispositions des articles 10 modifié et 10-1 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

Art. 7 : Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée à :

- M. Franck HENRY, gérant de HF SARL SHELL  
 - au directeur départemental de la sécurité publique  
 - au maire de LAXOU  
 Nancy, le 11 janvier 2008

Pour le préfet et par délégation,  
 Le directeur,  
 Jacques SABLAYROLLES

**Extrait de l'arrêté du 15 novembre 2007 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance dans la commune de NANCY**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant la finalité du système ;  
 Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

**ARRETE**

Art. 1<sup>er</sup> : La société HF SARL SHELL, représentée par M. Franck HENRY, gérant, situé 44/48 boulevard Albert 1<sup>er</sup> – 54000 NANCY, est autorisée à installer, un système de vidéosurveillance comportant 9 caméras dont 6 caméras intérieures fixes et 3 caméras extérieures fixes en conformité avec le plan produit, sous le numéro : 54.07.0031

Art. 2 : La présente autorisation est délivrée pour une durée de cinq ans renouvelable.

Art. 3 : Les personnes chargées du droit d'accès aux images sont M. Franck HENRY, gérant, M. CHARON Philippe, responsable et Mme Zamra EL AOUR, assistante ;

La durée maximale de conservation des images est fixée à 14 jours.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

Art. 4 : Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

Art. 5 : Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

Art. 6 : Tout manquement aux dispositions des articles 10 modifié et 10-1 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

Art. 7 : M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée à :

- M. Franck HENRY, gérant,
- M. le directeur départemental de la sécurité publique,
- M. le maire de NANCY.

Nancy, le 15 novembre 2007

Pour le préfet et par délégation,  
 Le directeur,  
 Jacques SABLAYROLLES

**Extrait de l'arrêté du 14 décembre 2007 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance dans la commune de MAXEVILLE**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant la finalité du système ;  
 Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

**ARRETE**

Art. 1<sup>er</sup> : La société TRADILOR, représentée par le chef d'exploitation, M. Alain KAHN, située avenue de la Meurthe – BP 41 – 54320 MAXEVILLE, est autorisée à installer, un système de vidéosurveillance comportant 9 caméras, dont 3 caméras fixes intérieures et 6 caméras extérieures fixes extérieures, en conformité avec le plan produit, sous le numéro : 54.07.0118

Art. 2 : La présente autorisation est délivrée pour une durée de cinq ans renouvelable.

Art. 3 : Les personnes chargées du droit d'accès aux images sont M. KAHN, chef d'exploitation et M. SCHEMMEL, responsable informatique industriel.

La durée maximale de conservation des images est fixée à un mois.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

Art. 4 : Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

Art. 5 : Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

Art. 6 : Tout manquement aux dispositions des articles 10 modifié et 10-1 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

Art. 7 : Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée à :

- au directeur départemental de la sécurité publique
- au gérant de la société TRADILOR
- au maire de Maxéville

Nancy, le 14 décembre 2007

Pour le préfet et par délégation,  
 Le directeur,  
 Jacques SABLAYROLLES

**Extrait de l'arrêté du 21 janvier 2008 portant autorisation de modification d'un système de vidéosurveillance existant dans la commune de JARNY**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant la finalité du système ;  
 Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

**ARRETE**

Art. 1<sup>er</sup> : L'arrêté du 10 avril 1998 n° 54.98.0025 est modifié comme suit :

Art. 1<sup>er</sup> : La Banque Populaire Lorraine Champagne, représentée par M. le directeur de l'agence, situé 4, rue Gambetta – 54800 JARNY, est autorisée à installer un système de vidéosurveillance comportant 4 caméras dont 3 caméras intérieures fixes et 1 caméra extérieure fixe en conformité avec le plan produit.

Art. 2 : Les articles 2, 4, 5, 6 de l'arrêté du 10 avril 1998 sont maintenus.

Art. 3 : Les personnes chargées du droit d'accès aux images sont M. le directeur de l'agence et ses collaborateurs, le service « inspection siège » à Metz, le service « sécurité siège » à Troyes et à Metz.

La durée maximale de conservation des images est fixée à 1 mois.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

Art. 7 : Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée à :

- au directeur de la Banque Populaire Lorraine Champagne,
- au directeur départemental de la sécurité publique,
- au maire de JARNY.

Nancy, le 21 janvier 2008

Pour le préfet et par délégation,  
 Le directeur,  
 Jacques SABLAYROLLES

**Extrait de l'arrêté du 21 janvier 2008 portant autorisation de modification d'un système de vidéosurveillance existant dans la commune de JOEUF**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant la finalité du système ;  
 Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

**ARRETE**

Art. 1<sup>er</sup> : L'arrêté du 20 juin 1997 n° 54.97.0091 est modifié comme suit :

Art. 1<sup>er</sup> : La Banque Populaire Lorraine Champagne, représentée par M. le directeur de l'agence, situé 57, rue Franchepré – 54240 JOEUF, est autorisée à installer un système de vidéosurveillance comportant 7 caméras dont 6 caméras intérieures fixes et 1 caméra extérieure fixe en conformité avec le plan produit.

Art. 2 : Les articles 2, 4, 5, 6 de l'arrêté du 20 juin 1997 sont maintenus.

Art. 3 : Les personnes chargées du droit d'accès aux images sont M. le directeur de l'agence et ses collaborateurs, le service « inspection siège » à Metz, le service « sécurité siège » à Troyes et à Metz.

La durée maximale de conservation des images est fixée à 1 mois.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

Art. 7 : Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée à :

- au directeur de la Banque Populaire de Lorraine Champagne,
- au directeur départemental de la sécurité publique,
- au maire de Joeuf

Nancy, le 21 janvier 2008

Pour le préfet et par délégation,  
 Le directeur,  
 Jacques SABLAYROLLES

**Extrait de l'arrêté du 21 janvier 2008 portant autorisation de modification d'un système de vidéosurveillance existant dans la commune de NANCY**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant la finalité du système ;  
 Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

**ARRETE**

Art. 1<sup>er</sup> : L'arrêté du 27 mai 1997 n° 54.98.0085 est modifié comme suit :

Art. 1<sup>er</sup> : La Banque Populaire Lorraine Champagne, représentée par M. le directeur de l'agence, situé 10, rue Saint Dizier – 54000 NANCY, est autorisée à installer un système de vidéosurveillance comportant 5 caméras dont 4 caméras intérieures fixes et 1 caméra extérieure fixe en conformité avec le plan produit.

Art. 2 : Les articles 2, 4, 5, 6 de l'arrêté du 27 mai 1997 sont maintenus.

Art. 3 : Les personnes chargées du droit d'accès aux images sont M. le directeur de l'agence et ses collaborateurs, le service « inspection siège » à Metz, le service « sécurité siège » à Troyes et à Metz.

La durée maximale de conservation des images est fixée à 1 mois.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

Art. 7 : Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée à :

- au directeur de la Banque Populaire de Lorraine Champagne,
- au directeur départemental de la sécurité publique,
- au le maire de NANCY

Nancy, le 21 janvier 2008

Pour le préfet et par délégation,  
 Le directeur,  
 Jacques SABLAYROLLES



**Extrait de l'arrêté du 15 janvier 2008 portant autorisation de modification d'un système de vidéosurveillance existant dans la commune de LONGWY**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant la finalité du système ;

Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

**ARRETE**

Art. 1<sup>er</sup> : L'arrêté du 13 octobre 1998 n° 54.98.0044 est modifié comme suit :

Art. 1<sup>er</sup> : Le magasin BRICOMARCHE, représenté par M. GAVROY, directeur, situé ZI du Pulventeux – 54400 LONGWY, est autorisé à installer un système de vidéosurveillance comportant 16 caméras dont 1 caméra intérieure mobile, 10 caméras intérieures fixes, 1 caméra extérieure mobile et 4 caméras extérieures fixes en conformité avec le plan produit.

Art. 2 : Les articles 2, 4, 5, 6 de l'arrêté du 13 octobre 1998 sont maintenus.

Art. 3 : Les personnes chargées du droit d'accès aux images sont M. et Mme BERAUT, adhérents, M. GAVROY, directeur du magasin, Mme FOULON, comptable.

Art. 3 : Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée à :

- au directeur du magasin BRICOMARCHE,
- au directeur départemental de la sécurité publique,
- au maire de LONGWY
- au sous-préfet de LONGWY

Nancy, le 15 janvier 2008

Pour le préfet et par délégation,  
Le directeur,  
Jacques SABLAYROLLES

**Extrait de l'arrêté du 21 janvier 2008 portant autorisation de modification d'un système de vidéosurveillance existant dans la commune de TOUL**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant la finalité du système ;

Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

**ARRETE**

Art. 1<sup>er</sup> : L'arrêté du 20 juin 1997 n° 54.97.0159 est modifié comme suit :

Art. 1<sup>er</sup> : La Caisse d'Epargne de Lorraine, représentée par M. le directeur de l'agence, situé 8, place de la République – 54200 TOUL, est autorisée à installer un système de vidéosurveillance comportant 8 caméras intérieures fixes en conformité avec le plan produit.

Art. 2 : Les articles 2, 4, 5, 6 de l'arrêté du 20 juin 1997 sont maintenus.

Art. 3 : Les personnes chargées du droit d'accès aux images sont le service de la logistique et sécurité, la direction de l'audit et le service de la télésurveillance.

La durée maximale de conservation des images est fixée à 1 mois.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

Art. 7 : Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée à :

- au directeur de la Caisse d'Epargne de Lorraine,
- au directeur départemental de la sécurité publique,
- Mme le maire de Toul

Nancy, le 21 janvier 2008

Pour le préfet et par délégation,  
Le directeur,  
Jacques SABLAYROLLES

**Extrait de l'arrêté du 15 janvier 2008 portant autorisation de modification d'un système de vidéosurveillance existant dans la commune de NANCY**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant la finalité du système ;

Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

**ARRETE**

Art. 1<sup>er</sup> : L'arrêté du 15 octobre 1998 n° 54.98.0405 est modifié comme suit :

Art. 1<sup>er</sup> : L'Ecole des Mines de Nancy, représentée par M. PIGUET, directeur, situé Parc de Saurupt – CS 14234 – 54042 NANCY Cédex, est autorisée à installer un système de vidéosurveillance comportant 12 caméras dont 11 caméras intérieures fixes (dont 3 factices) et 1 caméra extérieure fixe en conformité avec le plan produit.

Art. 2 : Les articles 2, 4, 5, 6 de l'arrêté du 13 octobre 1998 sont maintenus.

Art. 3 : Les personnes chargées du droit d'accès aux images sont M. Jack-Pierre PIGUET, directeur, M. Michel PANNIER, secrétaire général, M. Laurent KALTENECKER, chargé de la sécurité et M. Nicolas MARCHAL, responsable maintenance.

Art. 7 : Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée à :

- au directeur de l'Ecole des Mines de Nancy,
- au directeur départemental de la sécurité publique,
- au maire de NANCY

Nancy, le 15 janvier 2008

Pour le préfet et par délégation,  
Le directeur,  
Jacques SABLAYROLLES

**Extrait de l'arrêté du 21 janvier 2008 portant autorisation de modification d'un système de vidéosurveillance existant dans la commune de LANEUVEVILLE-DEVANT-NANCY**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant la finalité du système ;

Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

**ARRETE**

Art. 1<sup>er</sup> : L'arrêté du 15 octobre 1997 n° 54.97.0374 est modifié comme suit :

Art. 1<sup>er</sup> : La société NOVACARB, située 34, rue Gilbert Bize – BP 20015 – La Madeleine – 54410 LANEUVEVILLE-DEVANT-NANCY, est autorisée à installer un système de vidéosurveillance comportant 5 caméras intérieures fixes en conformité avec le plan produit.

Art. 2 : Les articles 2, 4, 5, 6 de l'arrêté du 15 octobre 1997 sont maintenus.

Art. 3 : Les personnes chargées du droit d'accès aux images sont M. André SAVOY, responsable ressources humaines, M. Dominique THOUVENOT, responsable secteur gardé, M. Jean-Pierre SERTORIUS, responsable atelier et M. Jacques DUMONTEIL, administrateur système.

La durée maximale de conservation des images est fixée à 1 mois.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

Art. 7 : Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée à :

- au directeur de l'usine de La Madeleine NOVACARB,
- au directeur départemental de la sécurité publique,
- au maire de LANEUVEVILLE-DEVANT-NANCY

Nancy, le 21 janvier 2008

Pour le préfet et par délégation,  
Le directeur,  
Jacques SABLAYROLLES

**Extrait de l'arrêté du 21 janvier 2008 portant autorisation de modification d'un système de vidéosurveillance existant dans la commune de JARNY**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant la finalité du système ;

Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

**ARRETE**

Art. 1<sup>er</sup> : L'arrêté du 18 juillet 1997 n° 54.97.0167 est modifié comme suit :

Art. 1<sup>er</sup> : La CIC Banque SNVB Jarny, représentée par M. le directeur de l'agence, situé 25, rue Gambetta – 54800 JARNY, est autorisée à installer un système de vidéosurveillance comportant 6 caméras dont 5 caméras intérieures fixes et 1 caméra extérieure fixe en conformité avec le plan produit.

Art. 2 : Les articles 2, 4, 5, 6 de l'arrêté du 18 juillet 1997 sont maintenus.

Art. 3 : Les personnes chargées du droit d'accès aux images sont le personnel de l'agence SNVB/Sécurité bancaire, l'installateur vidéo et le personnel du PC de télésurveillance.

La durée maximale de conservation des images est fixée à 1 mois.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

Art. 7 : Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée à :

- au directeur de la CIC Banque SNVB Jarny,
- au directeur départemental de la sécurité publique,
- au maire de JARNY.

Nancy, le 21 janvier 2008

Pour le préfet et par délégation,  
Le directeur,  
Jacques SABLAYROLLES

*Les arrêtés ci-dessus peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou d'un recours contentieux devant la juridiction administrative dans un délai de deux mois à compter de leur publication.*

**Extrait de l'arrêté du 25 janvier 2008 fixant le calendrier des journées nationales d'appel à la générosité publique pour l'année 2008**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

**ARRETE**

Art. 1<sup>er</sup> : Le calendrier des journées nationales d'appel à la générosité publique pour l'année 2008 est fixé ainsi qu'il suit :

DATES	MANIFESTATIONS	ORGANISMES
Mercredi 16 janvier au dimanche 10 février 2008 avec quête le dimanche 3 février 2008	La jeunesse au plein air	La jeunesse au plein air
Samedi 26 janvier au dimanche 27 janvier 2008 avec quête les samedi 26 et dimanche 27 janvier 2008	Journée mondiale des lépreux	Fondation Raoul Follereau et Œuvres hospitalières de l'Ordre de Malte
Samedi 8 mars au dimanche 9 mars 2008	Bouge ta planète	Comité catholique contre la faim et pour le développement
Lundi 10 mars au dimanche 16 mars 2008 avec quête les samedi 15 et dimanche 16 mars 2008	Semaine nationale des personnes handicapées physiques	Collectif action handicap
Lundi 17 mars au dimanche 23 mars 2008 avec quête les samedi 22 et dimanche 23 mars 2008	Semaine nationale de lutte contre le cancer	Ligue nationale contre le cancer

Lundi 17 mars au dimanche 23 mars 2008	Opérations de communication dans le cadre de la semaine de lutte contre le cancer	ARC
Lundi 17 mars au dimanche 23 mars 2008 avec quête les vendredi 21, samedi 22 et dimanche 23 mars 2008	Trois jours de solidarité contre le cancer « une jonquille pour Curie »	Institut Curie
Vendredi 28 mars au dimanche 30 mars 2008 avec quête sur toute la période	Journées SIDACTION « Ensemble contre le SIDA »	SIDACTION
Vendredi 2 mai au vendredi 9 mai 2008 avec quête les jeudi 8 mai et vendredi 8 mai 2008	Campagne de l'œuvre nationale du Bleu de France	Office national des anciens combattants et victimes de guerre (Œuvre nationale du Bleu de France)
Lundi 12 mai au dimanche 25 mai 2008 avec quête le samedi 24 mai 2008	Quinzaine Ecole Publique	Ligue de l'enseignement
Samedi 17 mai au dimanche 18 mai 2008 avec quête	Campagne nationale de la Croix Rouge Française	La Croix Rouge Française
Lundi 19 mai au dimanche 25 mai 2008 avec quête le dimanche 25 mai 2008	Semaine nationale de la famille	Union nationale des associations familiales
Lundi 26 mai au dimanche 8 juin 2008	Campagne nationale enfants et santé	Fédération nationale enfants et santé
Samedi 14 juin au dimanche 15 juin 2008 avec quête	Maladies orphelines	Fédération des maladies orphelines
Lundi 14 juillet 2008	Tombola Fondation Maréchal de Lattre	Fondation Maréchal de Lattre
Lundi 22 septembre au dimanche 28 septembre 2008 avec quête les samedi 27 et dimanche 28 septembre 2008	Semaine du cœur 2008	Fédération française de cardiologie et l'ARC
Samedi 4 octobre et dimanche 5 octobre 2008 avec quête les samedi 4 et dimanche 5 octobre 2008	Journées nationales des aveugles et des malvoyants	Comité national d'entente pour les journées nationales des associations d'aveugles et de malvoyants
Lundi 6 octobre au dimanche 12 octobre 2008	Journées de solidarité de l'U.N.A.P.E.I.	Union nationale des associations de parents, de personnes handicapées mentales et de leurs amis
Lundi 20 octobre au dimanche 26 octobre 2008	Semaine bleue des personnes âgées	Comité national d'entente pour la semaine bleue
Dimanche 2 novembre au mardi 11 novembre 2008 avec quête les lundi 10 et mardi 11 novembre 2008	Campagne de l'œuvre nationale du Bleu de France	Office national des anciens combattants et victimes de guerre (Œuvre nationale du Bleu de France)
Lundi 17 novembre au dimanche 30 novembre 2008 avec quête les samedi 22 et samedi 29 novembre 2008	Campagne contre les maladies respiratoires	Comité national contre les maladies respiratoires
Samedi 15 novembre et dimanche 16 novembre 2008 avec quête les samedi 15 et dimanche 16 novembre 2008	Journées nationales du Secours Catholique	Le Secours Catholique
Lundi 1 <sup>er</sup> décembre 2008 avec quête	Journée Sidaction « Ensemble contre le sida »	SIDACTION

L'Association nationale du souvenir français, chargée d'entretenir les tombes des « Morts pour la France » et les monuments qui perpétuent leur souvenir, peut, d'autre part être autorisée à quêter le 1<sup>er</sup> novembre aux portes des cimetières.

**Art. 2 :** Seuls les œuvres et organismes désignés par les ministères dont ils relèvent peuvent être autorisés à participer aux opérations de collecte dans le cadre des journées nationales qui leur sont dévolues. Les quêtes ne peuvent avoir lieu qu'aux dates prévues à l'article 1<sup>er</sup> ci-dessus.

**Art. 3 :** Sont toutefois autorisées les quêtes effectuées la veille du jour fixé à cet effet par le calendrier déterminé à l'article 1<sup>er</sup> ci-dessus, lorsque ce jour est un dimanche.

**Art. 4 :** Les personnes habilitées à quêter doivent porter, d'une façon apparente, une carte indiquant l'œuvre au profit de laquelle elles collectent des fonds et la date de la quête. Cette carte n'est valable que pour la durée de la quête autorisée ; elle doit être visée par le préfet.

**Art. 5 :** Le secrétaire général de la préfecture, les sous-préfets, les maires, le commandant du groupement de gendarmerie de Meurthe et Moselle, le directeur départemental de la sécurité publique, la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales, l'inspecteur d'académie et la directrice départementale de l'office national des anciens combattants et victimes de guerre, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 25 janvier 2008

Pour le préfet et par délégation,  
Le secrétaire général,  
Jean-Michel MOUGARD

*Bureau des étrangers*

**Extrait de l'arrêté du 20 décembre 2007 portant modification de la composition de la commission d'expulsion des étrangers**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

## ARRETE

**Art. 1<sup>er</sup> :** L'article 2 de l'arrêté du 31 juillet 2006 est modifié de la manière suivante :

**Art. 2 :** La commission départementale d'expulsion des étrangers visée à l'article L 522-1 du Code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile est composée ainsi qu'il suit :

Présidente désignée par Madame la Présidente du Tribunal de Grande Instance de Nancy :

- Madame Martine LAPLASSE épouse ESCOLANO, première vice-présidente du Tribunal de Grande Instance de Nancy.

Membres :

1) désignée par l'Assemblée Générale du Tribunal de Grande Instance de Nancy :

- Madame Christine LEFEVRE - GANAHL, vice-présidente chargée de l'application des peines, en qualité d'assesseur ;

2) désignées par Monsieur le Président du Tribunal Administratif de Nancy :

- Madame Véronique GHISU - DEPARIS, en qualité de membre titulaire ;

- Madame Corinne BAES - HONORE, en qualité de membre suppléant ;

**Art. 3 :** Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera inséré au recueil des actes administratifs de la préfecture et dont copie sera adressée à chacun des membres de la commission.

Nancy, le 20 décembre 2007

Le préfet,  
Hugues PARANT

**Extrait de l'arrêté du 23 janvier 2008 habitant des agents de l'agence nationale d'accueil des étrangers et des migrations à la remise de certains titres de séjour**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

## ARRETE

**Art. 1<sup>er</sup> :** Les agents ci-dessous désignés de la plate-forme de l'ANAEM sise rue Saint Georges à Nancy sont habilités à remettre les titres de séjour aux bénéficiaires, après vérification de leur identité et à condition que l'examen médical soit conforme :

- Sonia GOMEZ, assistante sociale ;

- Carole DI-CANDIA, assistante sociale ;

- Aurore GUIRIN, auditrice sociale.

**Art. 2 :** Cet arrêté sera notifié aux intéressées, ainsi qu'à la directrice territoriale de l'ANAEM. Il sera par ailleurs publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 23 janvier 2008

Pour le préfet et par délégation,  
Le secrétaire général,  
Jean-Michel MOUGARD

## Direction du développement durable et des politiques interministérielles

### Bureau de l'aménagement du territoire et de l'environnement

**Extrait de l'arrêté du 24 décembre 2007 prescrivant l'opposabilité immédiate du projet de plan de prévention des risques miniers sur le territoire des communes de Joudreville, Landres, Mont-Bonvillers et Piennes**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant que ces études mettent en évidence l'existence des risques pour la sécurité des personnes et des biens, la nécessité de maîtriser et réglementer les possibilités d'urbanisation ;

Considérant que l'existence d'importants projets de développement dans la proche région et le niveau élevé des contraintes subies par les communes rendent urgente l'entrée en vigueur du plan de prévention des risques ;

## ARRETE

**Art. 1<sup>er</sup> :** L'application immédiate, de toutes les dispositions du projet de plan de prévention des risques miniers (P.P.R.M.), sur le territoire des communes de Joudreville, Landres, Mont-Bonvillers et Piennes, est prescrite. Le règlement et ses annexes, et les plans des zones concernées, figurent en annexe du présent arrêté.

**Art. 2 :** Les risques pris en compte au titre du présent projet de P.P.R.M sont ceux de mouvements de terrains en surface et notamment : affaissements progressifs, effondrements brutaux, fontis et mouvements résiduels.

**Art. 3 :** Les dispositions du projet de PPRM cessent d'être opposables si elles ne sont pas reprises dans le plan approuvé ou si le plan n'est pas approuvé dans un délai de trois ans.

**Art. 4 :** L'arrêté préfectoral du 13 septembre 2005 approuvant le plan de prévention des risques miniers sur le territoire des communes de Joudreville, Landres, Mont-Bonvillers et Piennes, devenu sans objet, est abrogé.

**Art. 5 :** L'arrêté préfectoral du 19 juillet 2007 rendant immédiatement applicable les dispositions du PPRM sur le territoire des communes de Joudreville, Landres, Mont-Bonvillers et Piennes est abrogé.

**Art. 6 :** Le présent arrêté sera notifié :

aux maires des communes concernées,  
au président de l'établissement public de coopération Intercommunale du bassin de Landres,

Il sera affiché dans chaque mairie concernée et à l'établissement public de coopération Intercommunale du bassin de Landres pendant au moins un mois.

Il sera en outre publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

**Art. 7 :** Le secrétaire général de la préfecture, le sous-préfet de Briey, le directeur départemental de l'équipement, le directeur régional de l'industrie de la recherche et de l'environnement, les maires des communes comprises dans le PPRM, le président de l'établissement public de coopération intercommunale

du bassin de Landres sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Nancy, le 24 décembre 2007

Pour le préfet et par délégation,  
Le secrétaire général,  
Jean-Michel MOUGARD

**Extrait de l'arrêté du 28 décembre 2007 autorisant la construction et l'exploitation de la canalisation de transport de gaz combustible. Restructuration du réseau de transport de gaz naturel dans le secteur d'Einvillle-au-Jard**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

**ARRETE**

Art. 1<sup>er</sup> : Sont autorisées la construction et l'exploitation par GRTgaz d'ouvrages de transport de gaz naturel par canalisation établi conformément au tracé figurant au plan n°54-5311-A4 du 05 janvier 2007 qui peut être consulté aux services de la préfecture ou à la direction régionale de l'industrie, de la recherche et de l'environnement, ainsi qu'aux décrets susvisés. L'exploitant devra se conformer aux dispositions des arrêtés ministériels déterminant les conditions techniques auxquelles doivent satisfaire les canalisations de transport de gaz, et en particulier à l'arrêté ministériel du 4 août 2006.

Art. 2 : L'autorisation concerne les ouvrages de transport de gaz décrits ci-après :

Canalisations :

DESIGNATION DES OUVRAGES	LONGUEUR approximative (kilomètres)	PRESSION maximale de service (bar)	DIAMETRE (mm)	OBSERVATIONS
Canalisation RAVILLE-SUR-SANON - EINVILLE-AU-JARD	6.2	67.7	150	A créer
INSTALLATIONS ASSOCIEES :				
Poste de départ enter- ré de demi-coupure de RAVILLE-SUR-SANON	Poste	67.7	150	Installation associée à créer
Poste de coupure et de prétente d'EIN- VILLE-AU-JARD n°5310	Poste	67.7	150	Installation associée à créer
Poste d'arrivée aérien de demi-coupure d'EINVILLE-AU-JARD	Poste	67.7	150	Installation associée à créer dans l'enceinte du poste de détente et de livraison de n°1327 d'EINVILLE-AU-JARD
Canalisation de liaison au réseau existant « EINVILLE-AU-JARD BACCARAT »	0.1	67.7	200	A créer
Canalisation de liaison au poste de détente et de livraison existant n°1327 d'EINVILLE- AU-JARD	0.3	67.7	150	A créer

La présente autorisation ne préjuge pas de l'application d'autres réglementations qui seraient nécessaires pour l'implantation des ouvrages mentionnés au présent article.

Art. 3 : L'ouvrage autorisé est construit sur le territoire des communes d'EINVILLE AU JARD et de RAVILLE SUR SANON.

Art. 4 : La construction des ouvrages autorisés devra être entreprise dans un délai de deux ans à dater de la publication du présent arrêté.

Art. 5 : La mise en service des ouvrages devra se faire conformément aux dispositions de l'article 32 du décret du 15 octobre 1985 modifié susvisé.

Art. 6 : La présente autorisation est accordée à GRTgaz aux clauses et conditions du cahier des charges annexé à l'autorisation ministérielle accordée par arrêté du 04/06/2004 et établi conformément au cahier des charges type approuvé par le décret du 15 janvier 1952 susvisé.

Art. 7 : Le gaz combustible autorisé est livré par les fournisseurs de gaz autorisés aux points d'entrée du réseau objet de la présente autorisation de transport de gaz.

Le pouvoir calorifique du gaz transporté sec à la température de 0 degré Celsius et sous la pression de 1, 013 bar est compris entre :

- 10, 7 et 12, 8 kWh par mètre cube de gaz pour le réseau acheminant du gaz à haut pouvoir calorifique. En cas de circonstances exceptionnelles et pour une durée limitée, la limite inférieure pourra être abaissée à 9, 3 kWh.

La composition du gaz transporté sera telle qu'il ne puisse entraîner d'effets dommageables sur les canalisations concernées par la présente autorisation.

Toute modification dans les caractéristiques du gaz transporté, telles qu'elles sont définies ci-dessus, doit être autorisée par le service du contrôle. Dans ce cas, le titulaire de l'autorisation de transport de gaz devra assurer aux utilisateurs une équitable compensation des charges supplémentaires résultant pour eux de cette mesure.

Art. 8 : La présente autorisation est accordée sans limitation de durée. Elle pourra être suspendue pour une durée limitée ou retirée par le ministre chargé de l'énergie en cas de non respect des obligations prévues au cahier des charges type tel qu'approuvé par le décret du 15 janvier 1952 susvisé ou de manquement aux obligations de service public des opérateurs de réseaux de transport de gaz définies par le décret du 19 mars 2004 susvisé.

Art. 9 : La présente autorisation est incessible et nominative. En cas de changement d'exploitant, l'autorisation ne pourra être transférée que par décision de l'autorité l'ayant délivrée.

Art. 10 : Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et sera affiché dans les mairies d'EINVILLE-AU-JARD, et de RAVILLE-SUR-SANON.

Art. 11 : Il pourra faire l'objet d'un recours auprès du tribunal administratif de Nancy par les tiers dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

Art. 12 : Le secrétaire général de la préfecture, le sous-préfet de Lunéville, le directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement, le directeur départemental de l'équipement et les maires d'EINVILLE-AU-JARD et de RAVILLE-SUR-SANON sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont copie sera également adressée au directeur de GRTgaz.

Nancy, le 28 décembre 2007

Pour le préfet et par délégation,  
Le secrétaire général,  
Jean-Michel MOUGARD

**Extrait de l'arrêté du 28 décembre 2007 déclarant d'utilité publique les travaux d'établissement de restructuration du réseau de transport de gaz naturel dans le secteur d'Einvillle-au-Jard**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

**ARRETE**

Art. 1<sup>er</sup> : Sont déclarés d'utilité publique, en vue de l'établissement des servitudes, les travaux d'établissement de la restructuration du réseau de transport de gaz naturel dans le secteur d'EINVILLE-AU-JARD, sur le territoire des communes d'EINVILLE-AU-JARD et de RAVILLE-SUR-SANON, conformément au plan n°54-5311-A4 du 05 janvier 2007 qui peut être consulté aux services de la préfecture ou à la direction régionale de l'industrie, de la recherche et de l'environnement.

Art. 2 : Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture, fera l'objet d'un avis dans deux journaux régionaux et sera affiché dans les mairies d'EINVILLE-AU-JARD, et de RAVILLE-SUR-SANON.

Art. 3 : Le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours auprès du tribunal administratif de Nancy par les tiers dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

Art. 4 : Le secrétaire général de la préfecture, le sous-préfet de Lunéville, le directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement, le directeur départemental de l'équipement et les maires d'EINVILLE-AU-JARD et de RAVILLE-SUR-SANON sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont copie sera également adressée au directeur de GRTgaz.

Nancy, le 28 décembre 2007

Pour le préfet et par délégation,  
Le secrétaire général,  
Jean-Michel MOUGARD

**Extrait de l'arrêté du 28 décembre 2007 portant désignation du comité de pilotage pour l'élaboration et la mise en œuvre du document d'objectifs du Site d'Importance Communautaire FR 4100227 « Vallée de la Moselle, secteur Châtel-Tonnoy »**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

**ARRETE**

Art. 1<sup>er</sup> : Il est créé un comité de pilotage chargé de conduire l'élaboration du document d'objectifs du site d'importance communautaire FR 4100227 "Vallée de la Moselle, secteur Châtel-Tonnoy" et sa mise en œuvre.

Art. 2 : Le comité de pilotage est composé ainsi qu'il suit :

- Représentants des collectivités territoriales et leurs groupements concernés
- le président du conseil régional de Lorraine ou son représentant,
  - le président du conseil général de Meurthe-et-Moselle ou son représentant,
  - le président du conseil général des Vosges ou son représentant,
  - le président de la communauté de communes du Bayonnais ou son représentant,
  - le président de la communauté de communes de la Pipistrelle ou son représentant,
  - le président de la communauté de communes du Saintois ou son représentant,
  - le président de la communauté de communes du Saintois au Vermois ou son représentant,
  - le président de la communauté de communes de la Moyenne Moselle ou son représentant,
  - le maire de Bainville-aux-Miroirs ou son représentant,
  - le maire de Bayon ou son représentant,
  - le maire de Benney ou son représentant,
  - le maire de Crévéchamps ou son représentant,
  - le maire de Griport ou son représentant,
  - le maire de Haussonville ou son représentant,
  - le maire de Lorey ou son représentant,
  - le maire de Mangonville ou son représentant,
  - le maire de Neuville-sur-Moselle ou son représentant,
  - le maire de Roville-devant-Bayon ou son représentant,
  - le maire de Saint-Mard ou son représentant,
  - le maire de Tonnoy ou son représentant,
  - le maire de Velle-sur-Moselle ou son représentant,
  - le maire de Virecourt ou son représentant,
  - le maire de Chamagne ou son représentant,
  - le maire de Charmes ou son représentant,
  - le maire de Châtel-sur-Moselle ou son représentant,
  - le maire de Essegney ou son représentant,
  - le maire de Langley ou son représentant,
  - le maire de Portieux ou son représentant,
  - le maire de Socourt ou son représentant.
- Représentants de propriétaires, exploitants, usagers, associations de protection de la nature, scientifiques
- le président de la fédération départementale des chasseurs de Meurthe-et-Moselle ou son représentant,

- le président de la fédération départementale des chasseurs des Vosges ou son représentant,  
 - le président du groupement d'intérêts cynégétiques des Côtes de Moselle,  
 - le président de la fédération départementale pour la pêche et la protection des milieux aquatiques de Meurthe-et-Moselle ou son représentant,  
 - le président de la fédération départementale pour la pêche et la protection des milieux aquatiques des Vosges ou son représentant,  
 - le président de la chambre départementale d'agriculture de Meurthe-et-Moselle ou son représentant,  
 - le président de la chambre départementale d'agriculture des Vosges ou son représentant,  
 - le président de la fédération départementale des syndicats d'exploitants agricoles de Meurthe-et-Moselle ou son représentant,  
 - le président de la fédération départementale des syndicats d'exploitants agricoles des Vosges ou son représentant,  
 - le président des jeunes agriculteurs de Meurthe-et-Moselle ou son représentant,  
 - le président des jeunes agriculteurs des Vosges ou son représentant,  
 - le président de la confédération paysanne de Meurthe-et-Moselle ou son représentant,  
 - le président de la confédération paysanne des Vosges ou son représentant,  
 - la présidente du syndicat départemental de la propriété privée rurale de Meurthe-et-Moselle ou son représentant,  
 - la présidente du syndicat départemental de la propriété privée rurale des Vosges ou son représentant,  
 - le président du centre régional de la propriété forestière ou son représentant,  
 - le président du syndicat des propriétaires forestiers et sylviculteurs de Meurthe-et-Moselle ou son représentant,  
 - le président du syndicat des propriétaires forestiers et sylviculteurs des Vosges ou son représentant,  
 - le président de l'association départementale d'aménagement des structures d'exploitations agricoles de Meurthe-et-Moselle ou son représentant,  
 - le président de l'association départementale d'aménagement des structures d'exploitations agricoles des Vosges ou son représentant,  
 - le président de l'union nationale des industries des carrières et matériaux de construction de Lorraine ou son représentant,  
 - le président du conseil scientifique régional du patrimoine naturel ou son représentant,  
 - le président du conservatoire des sites lorrains ou son représentant,  
 - le président du centre ornithologique lorrain ou son représentant,  
 - le président de oiseaux nature 88 ou son représentant,  
 - le président de Moselle vivante ou son représentant,  
 - le président du groupement d'études des mammifères de Lorraine ou son représentant,  
 - le président de l'association Floraine ou son représentant.  
 Représentants de l'Etat participant aux travaux du comité de pilotage à titre consultatif  
 - le préfet de Meurthe-et-Moselle ou son représentant,  
 - le préfet des Vosges ou son représentant,  
 - le directeur régional de l'environnement ou son représentant,  
 - le directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement ou son représentant,  
 - le délégué interrégional de l'office national de la chasse et de la faune sauvage ou son représentant,  
 - le directeur régional de voies navigables de France ou son représentant,  
 - le directeur de l'agence de l'eau Rhin-Meuse ou son représentant,  
 - le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt de Meurthe-et-Moselle ou son représentant,  
 - le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt des Vosges ou son représentant,  
 - le directeur départemental de l'équipement de Meurthe-et-Moselle ou son représentant,  
 - le directeur départemental de l'équipement des Vosges ou son représentant.  
**Art. 3 :** Le préfet de Meurthe-et-Moselle convoque et préside, lui-même ou son représentant, la première réunion du comité de pilotage Natura 2000.  
 A cette occasion, les représentants des collectivités territoriales et de leurs groupements désignent, parmi eux, le président du comité de pilotage ainsi que la collectivité territoriale ou le groupement chargé de l'élaboration du document d'objectifs et du suivi de sa mise en œuvre.  
 A défaut, la présidence du comité est assurée par le préfet de Meurthe-et-Moselle ou son représentant.  
 Ces désignations interviennent initialement pour la durée d'élaboration du document d'objectifs puis, une fois celui-ci approuvé, pour des périodes de trois ans renouvelables.  
**Art. 4 :** Le comité de pilotage peut établir un règlement intérieur à la demande de plus de la moitié de ses membres.  
**Art. 5 :** Le secrétaire général de la préfecture, le sous-préfet de LUNEVILLE, le directeur régional de l'environnement de Lorraine sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs des préfectures précitées et dont copie sera adressée aux membres.  
 Nancy, le 28 décembre 2007

Pour le préfet et par délégation,  
 Le secrétaire général,  
 Jean-Michel MOUGARD

**Extrait de l'arrêté du 9 janvier 2008 prescrivant des mesures de police des mines à la Compagnie des Salins du Midi et des Salines de l'Est applicables à la mine de sel gemme d'Einvile-au-Jard dans la concession minière de Saint-Laurent-Charmel**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant la nécessité d'assortir la surveillance instrumentée des travaux et installations du fond de la mine d'obligations relatives à l'analyse des événements et à la gestion des alarmes en vue de garantir, en toutes circonstances, la sécurité des personnes au droit de la mine au moyen d'un plan d'urgence défini par l'Etat ;

#### ARRETE

**Art. 1<sup>er</sup> :** L'arrêté préfectoral n°1007 du 9 août 2004 prescrivant des mesures de police des mines à la Compagnie des Salins du Midi et des Salines de l'Est applicables à la mine de sel gemme d'Einvile-au-Jard dans la concession de Saint-Laurent-Charmel est complété par les dispositions qui suivent.

**Art. 2 :** La surveillance instrumentée des travaux et installations du fond est assortie d'une procédure d'analyse des événements et de gestion des alarmes telle que définie en annexe.

La procédure concernée prédétermine, selon les événements en jeu et le diagnostic porté, en tant que de besoin au terme d'une visite de contrôle du fond par l'exploitant, les niveaux d'alerte pris en compte pour l'établissement, par l'Etat, d'un plan d'urgence.

Au plus tard à compter du 1<sup>er</sup> avril 2008, cette surveillance est exercée en astreinte continue, avec un délai de validation des signaux et, si nécessaire, de déclenchement des alarmes n'excédant pas 4 heures.

Entre temps, la surveillance est assurée en astreinte périodique.

A compter du 1<sup>er</sup> avril 2008, date à partir de laquelle la surveillance est exercée en astreinte continue, les visites des travaux miniers et des installations du fond, définies à l'article 2-III de l'arrêté préfectoral n° 1007 du 9 août 2004 susvisé, sont faites suivant une fréquence mensuelle.

**Art. 3 :** Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle. Il pourra, dans le délai de deux (2) mois à compter de la date de notification, faire l'objet d'un recours : - hiérarchique, devant le ministre chargé des mines, par courrier motivé ; - contentieux, devant le tribunal administratif de Nancy.

**Art. 4 :** Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et le directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement de Lorraine sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au président directeur général de la Compagnie des Salins du Midi et des Salines de l'Est - 50, rue de Londres 75008 Paris et transmis à titre d'information au directeur régional de l'environnement ; au directeur régional des affaires culturelles ; au directeur départemental de l'équipement ; au directeur départemental de l'agriculture et de la forêt ; à la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales et au général commandant la 6<sup>ème</sup> région militaire.

Nancy, le 9 janvier 2008

Pour le préfet et par délégation,  
 Le secrétaire général,  
 Jean-Michel MOUGARD

**Extrait de l'arrêté du 10 janvier 2008 prescrivant l'élaboration du plan de prévention des risques miniers sur le territoire des communes de Cosnes-et-Romain, Herserange, Haucourt-Moulaine, Lexy, Longlaville, Longwy, Mexy, Mont-Saint-Martin, Réhon et Saulnes**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant que ces études mettent en évidence, au regard de l'existence des risques pour la sécurité des personnes et des biens, la nécessité de maîtriser et réglementer les possibilités d'urbanisation ;

#### ARRETE

**Art. 1<sup>er</sup> :** L'élaboration d'un plan de prévention des risques miniers (P.P.R.M) est prescrite sur le territoire des communes de Cosnes-et-Romain, Herserange, Haucourt-Moulaine, Lexy, Longlaville, Longwy, Mexy, Mont-Saint-Martin, Réhon et Saulnes.

**Art. 2 :** Les risques pris en compte au titre du présent P.P.R.M sont ceux liés à la fin de l'exploitation minière et notamment : affaissements progressifs, effondrements brutaux, fontis et mouvements résiduels.

**Art. 3 :** Le directeur départemental de l'équipement, en liaison avec les services concernés de la Préfecture et le directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement, est chargé de l'instruction et de l'élaboration du P.P.R.M., objet du présent arrêté.

**Art. 4 :** La concertation avec les collectivités concernées se fera sous la forme d'une réunion au moins par commune associant les services de l'Etat et les représentants des communes.

**Art. 5 :** Le présent arrêté sera notifié aux maires des communes concernées.

Il sera publié dans :

- le Répertoire Lorrain

- l'Est Républicain

Il sera en outre publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

**Art. 6 :** Le secrétaire général de la préfecture, le sous-préfet de Briey, le directeur départemental de l'équipement, le directeur régional de l'industrie de la recherche et de l'environnement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Nancy, le 10 janvier 2008

Pour le préfet et par délégation,  
 Le secrétaire général,  
 Jean-Michel MOUGARD

**Extrait de l'arrêté du 16 janvier 2008 modifiant la composition de la commission départementale de la nature, des paysages et des sites - formation dite "des carrières"**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

#### ARRETE

**Art. 1<sup>er</sup> :** L'article 5 de l'arrêté du 13 novembre 2006 portant composition de la formation spécialisée dite "des carrières" est modifié comme suit :

5-4 : Collège des personnes compétentes :

Titulaire : Philippe Toffolini, représentant l'UNICEM Lorraine, en remplacement de Gabriel Becker.

Le reste sans changement.

Art. 2 : Le mandat du représentant visé à l'article 1 expirera le 12 novembre 2009. Ce mandat est renouvelable.

Art. 3 : Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée aux membres de la formation spécialisée dite "des carrières" de la commission départementale de la nature, des paysages et des sites.

Nancy, le 16 janvier 2008

Pour le préfet et par délégation,  
Le secrétaire général,  
Jean-Michel MOUGARD

#### Extrait de l'arrêté complémentaire d'agrément du 22 janvier 2008 relatif à la collecte des pneumatiques usagés

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant que la demande d'agrément présentée par la société Gilles Henry, dont le siège social est situé 465 bis, avenue de la libération à 54000 NANCY, comporte l'ensemble des pièces mentionnées à l'article 2 de l'arrêté ministériel du 8 décembre 2003,  
Considérant l'obligation d'éliminer les stocks de pneumatiques constitués avant le 29 décembre 2003,

#### ARRETE

Art. 1<sup>er</sup> : Le premier alinéa de l'article 1 de l'arrêté préfectoral du 3 mai 2004 est modifié comme suit :

La société Gilles HENRY, dont le siège social est situé 465 bis, avenue de la Libération à 54000 NANCY, est agréée pour effectuer

➔ le ramassage des pneumatiques usagés dans les départements de la Moselle, de la Meuse, de Meurthe et Moselle, de l'Yonne, du Cher et des Vosges.

Le reste de l'arrêté du 3 mai 2004 sans changement.

Art. 2 : Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, le sous-préfet de l'arrondissement de Toul et le directeur régional de l'industrie de la recherche et de l'environnement sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au directeur de la société Gilles Henry et dont ampliation sera adressée au préfet de l'Yonne et au préfet du Cher.

Nancy, le 22 janvier 2008

Pour le préfet et par délégation,  
Le secrétaire général,  
Jean-Michel MOUGARD

#### Bureau de la solidarité, de la cohésion sociale et du développement économique

#### Extrait de l'arrêté du 11 décembre 2007 de composition de la commission départementale consultative des gens du voyage

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Le président du conseil général de Meurthe-et-Moselle

Compte tenu du fait que l'arrêté du 13 novembre 2001 et de ses arrêtés modificatifs arrivent à expiration le 13 novembre 2007 et qu'il convient de renouveler les membres de la commission pour une nouvelle période de 6 ans en application du décret n° 2001-540 du 25 juin 2001,  
Considérant les propositions de désignations faites par les organismes concernés,

#### ARRETEMENT

Art. 1<sup>er</sup> : La commission départementale consultative prévue à l'article 1er alinéa IV de la loi n° 2000-614 du 5 juillet 2000 relative à l'accueil et à l'habitat des gens du voyage est co-présidée par le Préfet et le Président du Conseil Général. Elle est constituée conformément au décret n° 2001-540 du 25 juin 2001 ainsi que suit:

REPRESENTANTS DE L'ETAT :

- Monsieur le directeur départemental de l'équipement ou son représentant
- Madame la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales ou son représentant
- Monsieur l'inspecteur d'académie ou son représentant
- Monsieur le commandant du groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle ou son représentant
- Monsieur le sous-préfet de l'arrondissement de BRIEY
- Monsieur le sous-préfet de l'arrondissement de LUNEVILLE
- Monsieur le sous-préfet de l'arrondissement de TOUL

REPRESENTANTS DU DEPARTEMENT DE MEURTHE-ET-MOSELLE :

Titulaires

- Madame Michèle PILOT, Vice-présidente, CG du Canton de Toul Nord
- Monsieur André CORZANI, CG du canton de Briey
- Monsieur René MANGIN, Vice-président, CG du canton de Jarville
- Monsieur Gérard ROYER, CG du canton de Seichamps

Suppléants

- Monsieur Edouard JACQUE, CG du canton de Mont-Saint-Martin
- Monsieur Olivier JACQUIN, CG du canton de Thiaucourt-Régnieville
- Monsieur Jean-Pierre MINELLA, Vice-président, CG du canton de Homécourt
- Monsieur Jean-Claude PISSENE, CG du canton de Saint-Nicolas de Port

REPRESENTANTS DES COMMUNES :

Titulaires

- Monsieur Henri BEGORRE, Maire de Maxéville
- Monsieur Jean-Marie SCHLERET, Adjoint au maire de Nancy
- Monsieur Jean-François GRANDBASTIEN, Maire de Frouard
- Monsieur Jean-Paul VINCHELIN, Maire de Neuves-Maisons

- Monsieur Jean LIBOTTE, Maire de Chambley-Bussières

Suppléants

- Monsieur Gérard ROYER, Maire de Pulnoy
- Monsieur Michel VAUTRIN, Adjoint au maire de Baccarat
- Madame Nicole FEIDT, Maire de Toul
- Madame Monette CASCINELLI, Maire de Moutiers
- Monsieur Jean COURCOUX, Maire de Labry

REPRESENTANTS DES ASSOCIATIONS ET PERSONNES QUALIFIEES :

Association amitiés tziganes

- Titulaire : Monsieur David VAN LANDUYT

- Suppléant : Monsieur Didier ROLLIN

Association sociale nationale et internationale tzigane

- Titulaire : Monsieur Moïse SCHTENGERY

- Suppléant : Monsieur Jacques DUPUIS

Association droit au logement

- Titulaire : Monsieur Guy SEVERIN

- Suppléante : Madame Renée SERRA-MATIAS

Ligue des droits de l'homme

- Titulaire : Madame Monique DECKER

- Suppléante : Madame Germaine VANTUSSO

Union départementale des associations familiales

- Titulaire : Monsieur Pierre VIDAL, administrateur

- Suppléant : Monsieur Etienne SIAUD, vice-président

Centre académique pour la scolarisation des nouveaux arrivants et des enfants du voyage (inspection académique)

- Titulaire : Madame Annie HUVET

- Suppléante : Madame Catherine COLNOT

REPRESENTANTS DE LA CAISSE D'ALLOCATIONS FAMILIALES ET MUTUALITE SOCIALE AGRICOLE :

Caisse d'Allocations Familiales de Meurthe-et-Moselle

- Titulaire : Madame Monique BOGE

- Suppléante : Madame Isabelle ABDELMOULA

Mutualité Sociale Agricole-Lorraine

- Titulaire : Monsieur Guy GERARD

- Suppléant : Monsieur Jean-Pierre L'HUILLIER

Art. 2 : Ces personnes sont nommées pour une durée de 6 ans renouvelable à compter de la date du présent arrêté.

Art. 3 : Le secrétaire général de la préfecture et le directeur général des services départementaux sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs, dont ampliation sera adressée à chacun des membres.

Nancy, le 11 décembre 2007

Le préfet,  
Hugues PARANT

Le président du conseil général,  
Michel DINET

#### Bureau du management stratégique des services de l'Etat et des affaires financières

#### Extrait de l'arrêté du 21 décembre 2007 attribuant le label de Relais Services Publics (RSP)

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant que le projet de RSP présenté par la communauté de communes du Badonvillois correspond au cahier des charges tel qu'il est défini dans la circulaire du 2 août 2006 ;

Considérant que dans ces conditions le label RSP peut être octroyé au projet porté par la communauté de communes du Badonvillois ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture ;

#### ARRETE

Art. 1<sup>er</sup> : Le label de Relais Services Publics (RSP) est attribué au projet situé à Badonviller, porté par la communauté de communes du Badonvillois.

Art. 2 : Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera affiché et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 21 décembre 2007

Le préfet,  
Hugues PARANT

#### Arrêté n° 08.BMSSE.03 du 30 janvier 2008 portant modification de la délégation de signature à Monsieur Michel MARTY, directeur départemental de l'équipement

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

VU la loi du 28 pluviôse An VIII relative à la division du territoire de la République et à l'administration ;

VU les lois n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions et n° 2004.809 du 13 août 2004, relative aux libertés et responsabilités locales ;

VU le décret n° 86-351 du 6 mars 1986 modifié par le décret n° 90-302 du 4 avril 1990, le décret n° 2006.666 du 6 juin 2006 et les arrêtés n° 88-2153 du 8 juin 1988, n° 88-3389 du 21 septembre 1988, n° 89-2539 du 2 octobre 1989 et les arrêtés du 4 avril 1990 et l'arrêté du 26 octobre 2006 portant charte de la déconcentration en matière de gestion des personnels relevant du ministère chargé de l'urbanisme, du logement et des transports ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et les départements ;

VU le décret du Président de la République, en Conseil des Ministres, en date du 18 juillet 2007 nommant Monsieur Hugues PARANT, Préfet de Meurthe-et-Moselle ;

VU l'arrêté du ministère des transports, de l'équipement, du tourisme et de la mer, en date du 16 février 2007 nommant Monsieur Michel Marty, ingénieur

divisionnaire des travaux publics de l'Etat, en qualité de directeur départemental de l'équipement de Meurthe-et-Moselle, à compter du 19 février 2007 ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 07.BMSSE.77 du 20 août 2007 accordant délégation de signature à Monsieur Michel MARTY, directeur départemental de l'équipement de Meurthe-et-Moselle ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

#### ARRETE

**Art. 1<sup>er</sup> :** L'article 1 de l'arrêté préfectoral n° 07.BMSSE.77 du 20 août 2007 accordant délégation de signature à Monsieur Michel MARTY, directeur départemental de l'équipement de Meurthe-et-Moselle, est complété comme suit :

N° CODE	NATURE DE LA DELEGATION	RÉFÉRENCES
A1 a16	1 – ADMINISTRATION GENERALE a/ Personnel de l'Etat * Positions 1 – Détachement Le détachement, l'intégration après détachement autres que ceux nécessitant un arrêté interministériel ou l'accord d'un ou plusieurs ministres, pour : - Les agents administratifs, adjoints administratifs et dessinateurs, - Les agents d'exploitation et chefs d'équipe d'exploitation des travaux publics de l'Etat.  Le détachement sans limitation de durée en application de l'article 109 de la loi du 13 août 2004 (Droit d'option).	Loi n° 84.16 - Art. 32 du 11 janvier 1984 modifiée. Décret n° 85.986 du 16 septembre 1985 modifié Art. 14.10, 44 à 46 Arrêté du 4 avril 1990 modifié - Art. 1.6 Décret n° 91.393 du 25 avril 1991 modifié. Décret n° 2005.1785 du 30 décembre 2005 Arrêté ministériel du 16 mars 2007

**Art. 2 :** L'article 5 de l'arrêté préfectoral n° 07.BMSSE.77 du 20 août 2007 accordant délégation de signature à Monsieur Michel MARTY, directeur départemental de l'Equipement de Meurthe-et-Moselle, est complété et modifié comme suit :

8 - Mesdames et Messieurs Michel BOUNEAUD, Cédric BOUSSUGE, Pascal CAMPANER, Véronique CARPENTIER, Martine COUDERT, Michèle ETIENNE, Elina GREINER, Thierry GUYOT, Suzanne LECROART, Jean-Jacques MARTEL, Angélique MASSON, Patrick MENOUX, Patricia MOCHI, Philippe MOREL, Isabelle ROUYER-VANNIER, Christian SAUGET, Nicole SIEFFER, Lucienne SCHAFF, Michel TALLET, Isabelle THOMAS, Patrick VIARD, chargés des unités et pôles de la D.D.E., à l'effet de signer les décisions de l'article 1 portant les numéros de référence ci-après : A1 a19 (congrés annuels exclusivement des agents placés sous leur autorité) ; A1 a36. 9 – Monsieur Patrice ARNAULT, adjoint au chef de la division territoriale nord, Messieurs Michel FRANCOIS, Francis SALS, Sylvain XIE, subdivisionnaires, dans leurs limites territoriales, à l'effet de signer les décisions de l'article 1 portant les numéros de référence : A1 a19 (congrés annuels exclusivement des agents placés sous leur autorité) ; A1 a36 ; A5 b2 à A5 b4 ; A5 c1 ; A5 d1 à A5 d3 ; A5 d19 ; A5 e2 ; A5 e3 ; A5 f2 ; A5 f3 ; A5 g2 ; A5 g3 ; A5 I1.

14 - Messieurs Dominique MOUSSA, Dominique SCHORB, Mesdames Renée AUBIN, Hélène GUIDAT, Jocelyne RECLIN, Marie-Christine SIBILLE, à l'effet de signer les décisions de l'article 1 portant les numéros de référence : A1 a19 (congrés annuels exclusivement des agents placés sous leur autorité) ; A5 b2 à A5 b4 ; A5 c1 ; A5 d1 à A5 d3 ; A5 d19 ; A5 e2 à A5 e3 ; A5 f2 à A5 f3 ; A5 g2 à A5 g3 ; A5 I1.

15 - Messieurs Michel ALOSI, Jean-Philippe BANCKAERT, Patrick DAUVERGNE, Michel KONCZAK, Jean-Pierre LAURENT, Claude MARCHAL, Claude PESTELARD, Mesdames Estelle ANDRE, Sandrine BACHER, Corinne BETIS, Solange CHOIGNOT, Corinne COLIN, Nicole GENEVAUX, Sylvie HARDOUIN, Brigitte LAURENT, Marie-Thérèse MATHIEU, Véronique MINETTE, Odette PERRET, Nicole PICCHIARELLI, Christiane PRILLIEUX, Céline RAOULT, Céline RAYBOIS, Jeannine SODOYER, Laurence THEUNISSEN, Estelle ZIRARI, à l'effet de signer les décisions de l'article 1 portant les numéros de référence : A5 b2 à A5 b4 ; A5 d1 à A5 d3 ; A5 e2 à A5 e3 ; A5 f2 à A5 f3 ; A5 g2 à A5 g3.

**Art. 3 :** Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté modificatif qui sera notifié à Monsieur Michel MARTY, directeur départemental de l'équipement, affiché pendant 15 jours dans les locaux de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et publié au recueil des actes administratifs. Une copie sera adressée à Monsieur le Trésorier-payeur général de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 30 janvier 2008

Le préfet,  
Hugues PARANT

**Arrêté n° 08.BMSSE.04 du 31 janvier 2008 portant délégation de signature à Monsieur Georges TEMPEZ, directeur interdépartemental des routes - Est, relative aux pouvoirs de police de la circulation sur le réseau routier national, aux pouvoirs de police de la conservation du domaine public routier national, aux pouvoirs de gestion du domaine public routier national et au pouvoir de représentation de l'Etat devant les juridictions civiles, pénale et administratives**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

VU le code de la voirie routière ;  
VU le code de la route ;  
VU le code du domaine de l'état ;  
VU le code général de la propriété des personnes publiques ;  
VU le code général des collectivités territoriales ;  
VU le code de justice administrative ;  
VU le code de procédure pénale ;  
VU le code pénal ;

VU le code de procédure civile ;

VU le code civil ;

VU la loi N° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

VU le décret N° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'état dans les régions et les départements et notamment son article 45 ;

VU le décret du président de la République en conseil des ministres en date du 18 juillet 2007 nommant Monsieur Hugues PARANT Préfet de Meurthe-et-Moselle ;

VU le décret N° 2006-634 du 16 mars 2006 portant création et organisation des directions interdépartementales des routes ;

VU l'arrêté du 24 janvier 2008 du ministre des Transports, de l'équipement, du Tourisme et de la Mer, nommant Monsieur Georges TEMPEZ directeur interdépartemental des routes - Est à compter du 1er février 2008 ;

VU l'arrêté du 07 juillet 2006 du préfet coordonnateur des itinéraires routiers portant organisation de la direction interdépartementale des routes - Est ;

VU les arrêtés préfectoraux pris en application de la circulaire modifiée n°79-99 du 16 octobre 1979 relative à l'occupation du domaine public routier national ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

#### ARRETE

**Art. 1<sup>er</sup> :** En ce qui concerne le département de Meurthe-et-Moselle, délégation de signature est donnée à Monsieur Georges TEMPEZ, directeur interdépartemental des routes - Est, à l'effet de signer dans le cadre de ses attributions et compétences, toutes décisions et autorisations relatives à :

Code	Nature des délégations	Textes de référence
	A - Police de la circulation	
	Mesures d'ordre général	
A.1	Interdiction et réglementation de la circulation à l'occasion de travaux routiers.	Art. R 411-5 et R 411-9 du CDR
A.2	Police de la circulation (hors autoroute) (hors travaux).	
A.3	Délivrance des permis de stationnement hors agglomération. Avis sur les permis de stationnement délivrés par les maires en agglomération.	Art. L 113-2 du code de la voirie routière
	Circulation sur les autoroutes	
A.4	Police de la circulation sur les autoroutes (hors travaux).	Art. R 411-9 du CDR
A.5	Autorisation de circulation de matériels de travaux publics sur autoroute.	Art. R 421-2 du CDR
A.6	Dérogation temporaire ou permanente aux règles d'interdiction d'accès aux autoroutes non concédées (et voies express) à certains matériels et au personnel nécessaires à l'exécution de travaux et appartenant à la DIR-Est, à d'autres services publics ou à des entreprises privées.	Art. R 432-7 du CDR
	Signalisation	
A.7	Désignation des intersections dans lesquelles le passage des véhicules est organisé par des feux de signalisation lumineux ou par une signalisation spécifique.	Art. R 411-7 du CDR
A.8	Autorisation d'implantation de signaux d'indication pour les associations et organisme sans but lucratif.	Art. R 418-3 du CDR
A.9	Dérogation à l'interdiction de publicité sur aires de Stationnement et de service.	Art. R 418-5 du CDR
	Mesures portant sur les routes classées à grande circulation	
A.10	Délimitation du périmètre des zones 30 sur les routes à grande circulation.	Art. R 411-4 du CDR
A.11	Avis sur arrêtés du maire pris en application de l'alinéa 2A de l'article R 411-8 du code de la route lorsqu'ils intéressent une route classée à grande circulation.	Art. R 411-8 du CDR
	Barrière de dégel - Circulation sur les ponts - Pollution	
A.12	Etablissement et réglementation des barrières de dégel sur les routes nationales, et autorisation de circuler malgré une barrière de dégel.	Art. R 411-20 du CDR
A.13	Réglementation de la circulation sur les ponts.	Art. R 422-4 du CDR
	B - Police de la conservation du domaine public et répression de la publicité	
B.1	Commissiement des agents de l'équipement habilités à dresser procès verbal pour relever certaines infractions à la police de conservation du domaine public routier et à certaines contraventions au code de la route.	Art. L 116-1 et s. du code voirie routière, et L.130-4 code route. Arrêté du 15/02/1963
B.2	Répression de la publicité illégale.	Art. R 418-9 du CDR
	C - Gestion du domaine public routier national	
C.1	Permissions de voirie.	Code du domaine de l'Etat - Article R53
C.2	Permission de voirie : cas particuliers pour : - les ouvrages de transport et de distribution d'énergie électrique - les ouvrages de transport et distribution de gaz - les ouvrages de télécommunication - la pose de canalisation d'eau, de gaz, d'assainissement.	Code de la voirie routière - Articles L113.2 à L113.7 et R113.2 à R113.11. Circ. N° 80 du 24/12/66, Circ. N° 69-11 du 21/01/69 Circ. N° 51 du 09/10/68
C.3	Pour les autorisations concernant l'implantation de distributeurs de carburants ou de pistes d'accès aux distributeurs sur le domaine public et sur terrain privé.	Circ. TP N° 46 du 05/06/56 - N° 45 du 27/03/58, Circ. interministérielle N° 71-79 du 26/07/71 et N° 71-85 du 26/08/71, Circ. TP N° 62 du 06/05/54 - N° 5 du 12/01/55 - N° 66 du 24/08/60 - N° 60 du 27/06/61, Circ. N° 69-113 du 06/11/69, Circ. N°5 du 12/01/55, Circ. N°86 du 12/12/60
C.4	Délivrance, renouvellement et retrait des autorisations d'emprunt ou de traversées à niveau des routes	Circ. N° 50 du 09/10/68

	nationales par des voies ferrées industrielles.	
C.5	Dérégulations interdisant la pose, à l'intérieur des emprises des autoroutes, de canalisations aériennes ou souterraines longitudinales.	Code de la voirie routière - Article R122.5
C.6	Approbation d'opérations domaniales.	Arrêté du 04/08/48 et Arrêté du 23/12/70
C.7	Délivrance des alignements et reconnaissance des limites des routes nationales.	Code de la voirie routière - Articles L112.1 à L 112.7 et R112.1 à R112.3
C.8	Conventions relatives à la traversée du domaine public routier non concédé par une ligne électrique aérienne.	Décret N°56.1425 du 27/12/56 , Circ. N°81-aérienne
C.9	Convention de concession des aires de services.	Circ. N°78-108 du 23/08/78, Circ. N°91-01 du 21/01/91, Circ. N°2001-17 du 05/03/01
C.10	Convention d'entretien et d'exploitation entre l'Etat et un tiers.	
C.11	Avis sur autorisation de circulation pour les transports exceptionnels et pour les ensembles de véhicules comportant plus d'une remorque.	Art.8 arr. 4 mai 2006
C.12	Signature des transactions : protocoles d'accord amiable pour le règlement des dégâts au domaine public routier, des dommages de travaux public, des défauts d'entretien et des accidents de la circulation.	Article 2044 et suivants du code civil
C.13	Autorisation d'entreprendre les travaux.	Arrêté préfectoral pris en application de la circ. modifiée n°79-99 du 16 octobre 1979 relative à l'occupation du domaine public routier national
D – Représentation devant les juridictions		
D.1	Coordination et représentation de l'état dans les procédures d'expertises judiciaires sur les parties du réseau routier national de leur ressort.	Circ. du 23 janvier 2007 du Ministre des transports, de l'équipement, du tourisme et de la mer
D.2	Actes de plaidoirie et présentation des observations orales prononcées au nom de l'Etat devant les juridictions civiles et pénales sous réserve des obligations de représentation obligatoire par avocat, y compris ceux liés aux mesures d'expertise.	Code de justice administrative, code de procédure civile et code de procédure pénale

**Art. 2 :** En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Georges TEMPEZ, la délégation consentie à l'article 1 ci-dessus pourra être exercée pleinement par :

- M. Hubert THIBAUDAT, directeur adjoint Exploitation,
- M. Jérôme GIURICI, directeur adjoint Ingénierie,

**Art. 3 :** Délégation de signature est donnée partiellement, dans les domaines suivants référencés à l'article 1 aux personnes désignées ci-après :

- 1 - Monsieur Didier OLHMANN, Chef du Service Politique Routière, à l'effet de signer les décisions de l'article 1 portant les numéros de référence : A.1 – A.2 – A.3 – A.5 – A.6 – A.7 – A.8 – A.9 – A.10 – A.11 – A.12 – A.13 – B.1 – B.2 – C.1 – C.3 – C.5 – C.6 – C.10 – C.13.

- 2 - Monsieur David MAZOYER, Chef de la Division d'exploitation de Metz, à l'effet de signer les décisions de l'article 1 portant les numéros de référence : A.1 – A.3 – A.5 – A.6 – A.7 – A.8 – A.9 – A.10 – A.11 – A.12 – A.13 – B.2 – C.1 – C.2 – C.4 – C.7 – C.8 – C.11 – C.12- C.13, sur le périmètre de la Division d'exploitation de Metz.

- 3 - Monsieur Jean SCHLOSSER, Chef de la Division d'exploitation de Besançon, à l'effet de signer les décisions de l'article 1 portant les numéros de référence : A.1 – A.3 – A.5 – A.6 – A.7 – A.8 – A.9 – A.10 – A.11 – A.12 – A.13 – B.2 – C.1 – C.2 – C.4 – C.7 – C.8 – C.11 – C.12- C.13, sur le périmètre de la Division d'exploitation de Besançon .

- 4 - Monsieur Vincent JUNG, chef du Secrétariat général, à l'effet de signer les décisions de l'article 1 portant les numéros de référence : B.1 – D.1 – D.2

**Art. 4 :** En cas d'absence ou d'empêchement des fonctionnaires désignés sous l'article 3 du présent arrêté, la délégation de signature qui leur est confiée par lesdits articles sera exercée par l'agent chargé de leur intérim, par décision de Monsieur le directeur interdépartemental des routes Est et, à défaut de cette décision :

- 1 - en remplacement de Monsieur Didier OLHMANN, Chef du Service Politique Routière : par Monsieur Pierre VEILLERETTE, Chef-adjoint du Service Politique Routière, pour les décisions de l'article 1 portant les numéros de référence : A.1 – A.2 – A.3 – A.5 – A.6 – A.7 – A.8 – A.9 – A.10 – A.11 – A.12 – A.13 – B.1 – B.2 – C.1 – C.3 – C.5 – C.6 – C.10 – C.13.

- 2 - en remplacement de Monsieur David MAZOYER, Chef de la Division d'exploitation de Metz : par Monsieur Étienne JACQUES, adjoint du chef de la Division d'exploitation de Metz, pour les décisions de l'article 1 portant les numéros de référence : A.1 – A.3 – A.5 – A.6 – A.7 – A.8 – A.9 – A.10 – A.11 – A.12 – A.13 – B.2 – C.1 – C.2 – C.4 – C.7 – C.8 – C.11 – C.12- C.13.

- 3 - en remplacement de Monsieur Jean SCHLOSSER, Chef de la Division d'exploitation de Besançon : par Monsieur Michel LAURENT, adjoint du chef de la Division d'exploitation de Besançon, pour les décisions de l'article 1 portant les numéros de référence : A.1 – A.3 – A.5 – A.6 – A.7 – A.8 – A.9 – A.10 – A.11 – A.12 – A.13 – B.2 – C.1 – C.2 – C.4 – C.7 – C.8 – C.11 – C.12- C.13.

- 4 - en remplacement de Monsieur Vincent JUNG, chef du secrétariat général :

\* par Monsieur Vincent THIRIET, responsable de la cellule des ressources humaines, pour les décisions de l'article 1 portant les numéros de référence : B.1.

\* par Monsieur Frédéric DAVRAINVILLE, responsable de la cellule juridique, pour les décisions de l'article 1 portant les numéros de référence : D.1 – D.2.

\* par Mademoiselle Maud MARCHAL, assistante du responsable de la cellule juridique, pour les décisions de l'article 1 portant les numéros de référence : D.1 – D.2.

**Art. 5 :** Délégation de signature est donnée partiellement, dans les domaines suivants référencés à l'article 1, aux personnes désignées ci-après :

- 1 - Monsieur Joël LAQUENAIRE, Chef du District de Nancy, à l'effet de signer les décisions de l'article 1 portant les numéros de référence : A.3 – C.2 – C.4 – C.7 – C.13.

- 2 - Monsieur Luc FOLLEBOUT, Chef du District de Metz, à l'effet de signer les décisions de l'article 1 portant les numéros de référence : A.3 – C.2 – C.4 – C.7 – C.13.

- 3 - Monsieur Gilles GUILLEMAIN, Chef du District de Remiremont, à l'effet de signer les décisions de l'article 1 portant les numéros de référence : A.3 – C.2 – C.4 – C.7 – C.13.

**Art. 6 :** En cas d'absence ou d'empêchement des fonctionnaires désignés sous l'article 5 du présent arrêté, la délégation de signature qui leur est confiée par lesdits articles sera exercée par l'agent chargé de leur intérim, par décision de Monsieur le directeur interdépartemental des routes Est et, à défaut de cette décision :

- 1 - en remplacement de Monsieur Joël LAQUENAIRE, Chef du District de Nancy :

- \* par Monsieur Alain MAHLE, adjoint au chef de district de Nancy, pour les décisions de l'article 1 portant les numéros de référence : A.3 – C.2 – C.4 – C.7 – C.13.

- 2 - en remplacement de Monsieur Luc FOLLEBOUT, Chef du District de Metz :

- \* par Monsieur François LECROQ, adjoint au chef de district de Metz, pour les décisions de l'article 1 portant les numéros de référence : A.3 – C.2 – C.4 – C.7 – C.13.

- 3 - en remplacement de Monsieur Gilles GUILLEMAIN, Chef du District de Remiremont :

- \* par Monsieur Sébastien JEANGEORGES, adjoint au chef de district de Remiremont, pour les décisions de l'article 1 portant les numéros de référence : A.3 – C.2 – C.4 – C.7 – C.13.

**Art. 7 :** L'arrêté préfectoral n° 07.BMSSE.103 du 20 août 2007 portant délégation de signature à Monsieur Eric de BALINCOURT est abrogé.

**Art. 8 :** Le secrétaire général de la préfecture et le directeur interdépartemental des routes Est, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une ampliation est adressée au directeur départemental de l'équipement et au trésorier payeur général de Meurthe-et-Moselle, pour information. Le présent arrêté sera affiché et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Nancy, le 31 janvier 2008

Le préfet,  
Hugues PARANT

### **Direction des relations avec les collectivités locales**

*Bureau du conseil, de l'intercommunalité et du contrôle de légalité*

#### **Extrait de l'arrêté du 24 décembre 2007 approuvant les nouveaux statuts du syndicat intercommunal à vocation multiple (SIVOM) de Xirocourt**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant que la totalité des communes membres s'est prononcée en faveur de cette modification statutaire ;

#### **ARRETE**

**Art. 1<sup>er</sup> :** Les nouveaux statuts du syndicat intercommunal à vocation multiple (SIVOM) de Xirocourt sont approuvés.

Un exemplaire de ces statuts restera annexé au présent arrêté.

**Art. 2 :** Le secrétaire général de la préfecture et le président du SIVOM de Xirocourt sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée au maire de chacune des communes membres, à l'inspecteur d'académie de Meurthe-et-Moselle et trésorier-payeur général de Meurthe-et-Moselle et qui fera, en outre, l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Nancy, le 24 décembre 2007

Pour le préfet et par délégation,  
Le secrétaire général,  
Jean-Michel MOUGARD

*Les statuts annexes sont consultables en préfecture à la Direction des relations avec les collectivités locales - Bureau du conseil, de l'intercommunalité et du contrôle de légalité.*

#### **Extrait de l'arrêté du 31 décembre 2007 autorisant l'extension des compétences de la communauté de communes de Seille et Mauchère en matière d'assainissement collectif**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant que la majorité qualifiée exigée par l'article L5211-17 du code général des collectivités territoriales est atteinte,

#### **ARRETE**

**Art. 1<sup>er</sup> :** La compétence n°4 « Protection et mise en valeur de l'environnement » de la communauté de communes de Seille et Mauchère est complétée comme suit :

« Favoriser l'organisation du service public d'assainissement en collectif :

Sont d'intérêt communautaire : les études, la construction, l'exploitation et l'entretien des systèmes de collecte et de transport des eaux usées, des unités d'épuration, la gestion des boues.

Les réseaux pluviaux restent du domaine communal.

Les réseaux unitaires sont considérés, pour une partie du réseau d'assainissement et pour une autre, réseau pluvial. Les coûts de remplacement, rénovation, installation ou entretien seront répartis au prorata entre les communes et la communauté de communes de Seille et Mauchère

(CCSM), hormis si cette intervention intègre un contrat pluriannuel signé avec le Conseil Général et l'AERM.

Les travaux hors contrat tripartite, feront l'objet d'une programmation pluriannuelle permettant à la communauté de communes d'établir des prévisions d'intervention. »  
Le reste sans changement.

**Art. 2 :** Les statuts sont modifiés en conséquence.

**Art. 3 :** Le secrétaire général de la préfecture et le président de la communauté de communes de Seille et Mauchère sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée à chacun des maires des communes concernées et qui fera, en outre, l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Nancy, le 31 décembre 2007

Pour le préfet et par délégation,

Le secrétaire général,  
Jean-Michel MOUGARD

### **Sous-préfecture de Briey**

#### **Extrait de l'arrêté du 24 décembre 2007 prononçant la fermeture administrative de la discothèque « Le Club des Iles » à Saint-Marcel**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant que les services de gendarmerie sont intervenus à onze reprises dans l'établissement depuis mars 2005 ;

Considérant les menaces de mort proférées dans l'établissement le 03/03/2007 (P.V. de gendarmerie n° 223/2007) ;

Considérant également les faits graves de coups et blessure volontaires qui se sont produits le 23/04/2007 dans l'établissement (P.V. de gendarmerie n° 410/2007) ;

Considérant les faits de violences en réunion avec arme par destination (bouteille de whisky) survenus dans l'établissement le 05/08/2007 (PV de gendarmerie n° 802/2007) et impliquant un des employés de la discothèque ;

Considérant le caractère aléatoire du respect de l'heure administrative de fermeture ;

Considérant que, malgré les multiples mises en garde et avertissements verbaux formulés par les forces de gendarmerie lors de leurs interventions, les troubles à l'ordre et à la tranquillité publics ont non seulement perduré mais se sont montrés de plus en plus fréquents lors de la période considérée ;

Considérant que ces troubles ont quasiment toujours pour origine une consommation excessive d'alcool y compris par certains personnels au sein même de l'établissement ;

Considérant la nécessité de faire cesser ces troubles manifestes et récurrents à l'ordre public, à la santé publique et à la moralité publique.

#### **ARRETE**

**Art. 1<sup>er</sup> :** Est prononcée, pour une durée de 15 jours à compter de la date de notification du présent arrêté, la fermeture administrative de la discothèque « Le Club des Iles », sis 9 route de Metz à Saint-Marcel (54800).

**Art. 2 :** Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou d'un recours contentieux devant la juridiction administrative de Nancy dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

**Art. 3 :** Le sous-préfet de l'arrondissement de Briey et le commandant de la compagnie de gendarmerie de Briey sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à M. Alex FIXY, directeur de la discothèque « Le Club des Iles » et dont une copie sera adressée à la ministre de l'intérieur, de l'outre-mer et des collectivités locales (sous-direction des libertés publiques et de la police administrative) ; au préfet de Meurthe-et-Moselle ; au directeur régional des douanes et des droits indirects ; au maire de Saint-Marcel et au président de la fédération départementale de l'industrie hôtelière de Meurthe-et-Moselle.

Briey, le 24 décembre 2007

Pour le préfet et par délégation,

Le sous-préfet,  
Philippe RONSSIN

#### **Extrait de l'arrêté du 31 décembre 2007 approuvant les nouveaux statuts du syndicat d'assainissement et d'épuration de Boismont - Mercy-le-Bas**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant que les deux communes membres se sont prononcées en faveur du projet ;

#### **ARRETE**

**Art. 1<sup>er</sup> :** Sont approuvés les statuts du syndicat d'assainissement et d'épuration de Boismont - Mercy-le-Bas tels qu'annexés au présent arrêté.

**Art. 2 :** Le secrétaire général de la préfecture, le sous-préfet de Briey et le président du syndicat d'assainissement et d'épuration de Boismont - Mercy-le-Bas sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et dont copie sera adressée aux maires des communes intéressées et au trésorier-payeur général de Meurthe-et-Moselle.

Briey, le 31 décembre 2007

Pour le préfet et par délégation,

Le sous-préfet,  
Philippe RONSSIN

*Les statuts annexés peuvent être consultés à la sous-préfecture de Briey*

*Voies et délais de recours : conformément aux dispositions de l'article R 421-5 du code de justice administrative, l'arrêté joint peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif dans le délai de deux mois courant à compter de la notification de celui-ci.*

#### **Extrait de l'arrêté du 14 janvier 2008 fixant le nombre et l'implantation des bureaux de vote dans les communes du département qui en comportent plusieurs - Année 2008**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant que dans certaines communes de l'arrondissement de BRIEY il y a lieu de faciliter l'exercice du droit de vote en créant plusieurs bureaux de vote,

#### **ARRETE**

**Art. 1<sup>er</sup> :** Dans les communes désignées ci-après qui comportent plusieurs bureaux de vote, les assemblées électorales se réuniront pendant la période comprise entre le 1<sup>er</sup> mars 2008 et le 29 février 2009 dans les conditions ci-dessous :

- à ALLAMONT :

dans 2 bureaux -

1<sup>er</sup> bureau : mairie d'ALLAMONT

2<sup>ème</sup> bureau : mairie annexe de DOMPIERRE

- à ALLONDELLE LA MALMAISON :

dans 2 bureaux -

1<sup>er</sup> bureau : salle polyvalente à ALLONDELLE

2<sup>ème</sup> bureau : ancienne école de LA MALMAISON

- à AUBOUÉ :

dans 3 bureaux -

1<sup>er</sup> bureau : mairie

2<sup>ème</sup> bureau : école Henri Wallon

3<sup>ème</sup> bureau : lycée régional Fulgence Bienvenüe

- à AUDUN LE ROMAN :

dans 2 bureaux -

1<sup>er</sup> bureau : école maternelle

2<sup>ème</sup> bureau : école primaire

- à BASLIEUX :

dans 2 bureaux -

1<sup>er</sup> bureau : mairie

2<sup>ème</sup> bureau : salle polyvalente des Cités

- à BRIEY :

dans 4 bureaux -

1<sup>er</sup> bureau : mairie de BRIEY

2<sup>ème</sup> bureau : école maternelle Saint-Exupéry

3<sup>ème</sup> bureau : école primaire Louis Pergaud

4<sup>ème</sup> bureau : école maternelle Yvonne Humbert

- à CONFLANS :

dans 2 bureaux -

1<sup>er</sup> bureau : mairie école (1)

2<sup>ème</sup> bureau : mairie école (2)

- à COSNES ET ROMAIN :

dans 3 bureaux -

1<sup>er</sup> bureau : mairie, rue du Languedoc

2<sup>ème</sup> bureau : école de ROMAIN

3<sup>ème</sup> bureau : école de VAUX

- à CRUSNES :

dans 2 bureaux -

1<sup>er</sup> bureau : mairie de CRUSNES Village

2<sup>ème</sup> bureau : annexe de mairie groupe scolaire 3<sup>ème</sup> avenue

- à DONCOURT LES LONGUYON :

dans 2 bureaux :

1<sup>er</sup> bureau : DONCOURT Village - ancienne salle de classe

2<sup>ème</sup> bureau : DONCOURT Cités - annexe de mairie

- à GRAND FAILLY :

dans 2 bureaux -

1<sup>er</sup> bureau : salle des fêtes

2<sup>ème</sup> bureau : ancienne école de PETIT XIVRY

- à HAUCOURT MOULAINÉ :

dans 3 bureaux -

1<sup>er</sup> bureau : M.J.C. « MILLE CLUBS »

2<sup>ème</sup> bureau : ancienne école de MOULAINÉ

3<sup>ème</sup> bureau : école Jean Moulin

- à HERSERANGE :

dans 3 bureaux -

1<sup>er</sup> bureau : hôtel administratif (1)

2<sup>ème</sup> bureau : hôtel administratif (2)

3<sup>ème</sup> bureau : hôtel administratif (3)

- à HOMECOURT :

dans 4 bureaux -

1<sup>er</sup> bureau : hôtel de ville

2<sup>ème</sup> bureau : école maternelle Louise Michel

3<sup>ème</sup> bureau : école maternelle Elsa Triolet

4<sup>ème</sup> bureau : école maternelle Danielle Casanova

- à HUSSIGNY GODBRANGE :

dans 2 bureaux -

1<sup>er</sup> bureau : mairie de HUSSIGNY-GODBRANGE

2<sup>ème</sup> bureau : annexe-mairie de GODBRANGE

- à JARNY :

dans 7 bureaux -

1<sup>er</sup> bureau : mairie - salle du conseil

2<sup>ème</sup> bureau : salle de quartier Jules Ferry

3<sup>ème</sup> bureau : salle de quartier de Droitaumont

4<sup>ème</sup> bureau : école maternelle Yvonne Imbert

5<sup>ème</sup> bureau : salle de quartier de Moulinelle



- 6ème bureau : école Langevin Wallon
- 7ème bureau : salle de quartier Saint Exupéry
- à JOEUF :
  - dans 6 bureaux -
  - 1er bureau : école maternelle mairie
  - 2ème bureau : école mairie
  - 3ème bureau : école de Ravenne
  - 4ème bureau : école maternelle Louise Michel
  - 5ème bureau : salle des sports
  - 6ème bureau : Centre Associatif « Michel Wale »
- à LANTEFONTAINE :
  - dans 2 bureaux -
  - 1er bureau : école de LANTEFONTAINE
  - 2ème bureau : salle socio-éducative
- à LES BAROCHES :
  - dans 2 bureaux -
  - 1er bureau : mairie des BAROCHES
  - 2ème bureau : école de GENAVILLE
- à LEXY :
  - dans 2 bureaux -
  - 1er bureau : foyer municipal (1)
  - 2ème bureau : foyer municipal (2)
- à LONGUYON :
  - dans 4 bureaux -
  - 1er bureau : école maternelle Paul Marie (1)
  - 2ème bureau : école maternelle Paul Marie (2)
  - 3ème bureau : école maternelle Langevin-Wallon Allondières
  - 4ème bureau : école maternelle Jacques Cartier
- à LONGWY :
  - dans 11 bureaux -
  - 1er bureau : hôtel de ville LONGWY Bas (1)
  - 2ème bureau : hôtel de ville LONGWY Bas (2)
  - 3ème bureau : « Point Jeunes » rue de la Manutention
  - 4ème bureau : annexe de la Mairie à LONGWY Haut
  - 5ème bureau : foyer des personnes âgées « Les Remparts »
  - 6ème bureau : maison de quartier Tivoli
  - 7ème bureau : salle des sports de l'école maternelle Chadelle (1)
  - 8ème bureau : salle des sports de l'école maternelle Chadelle (2)
  - 9ème bureau : école maternelle Bel Arbre
  - 10ème bureau : école primaire Louis Pasteur
  - 11ème bureau : école primaire du Pulventeux
- à MAIRY MAINVILLE :
  - dans 2 bureaux -
  - 1er bureau : salle municipale de MAIRY
  - 2ème bureau : salle municipale de MAINVILLE
- à MEXY :
  - dans 2 bureaux -
  - 1er bureau : mairie
  - 2ème bureau : école maternelle
- à MOINEVILLE :
  - dans 2 bureaux -
  - 1er bureau : mairie de MOINEVILLE
  - 2ème bureau : maison communale de BEAUMONT
- à MONTIGNY SUR CHIERS :
  - dans 2 bureaux -
  - 1er bureau : mairie de MONTIGNY
  - 2ème bureau : école de FERMONT
- à MONT SAINT MARTIN :
  - dans 6 bureaux -
  - 1er bureau : hôtel de ville
  - 2ème bureau : centre Victor Hugo (1)
  - 3ème bureau : salle municipale de Piedmont
  - 4ème bureau : école maternelle Jean Macé
  - 5ème bureau : salle Erckmann Chatrian
  - 6ème bureau : centre Victor Hugo (2)
- à MORFONTAINE :
  - dans 2 bureaux -
  - 1er bureau : mairie de MORFONTAINE
  - 2ème bureau : salle polyvalente, rue Gabriel Péri
- à MOUTIERS :
  - dans 2 bureaux -
  - 1er bureau : mairie
  - 2ème bureau : foyer des anciens
- à REHON :
  - dans 4 bureaux -
  - 1er bureau : maison de la jeunesse
  - 2ème bureau : groupe scolaire de HEUMONT (1)
  - 3ème bureau : groupe scolaire de HEUMONT (2)
  - 4ème bureau : foyer municipal
- à SAULNES :
  - dans 2 bureaux -
  - 1er bureau : salle des fêtes (1)
  - 2ème bureau : salle des fêtes (2)
- à THIL :
  - dans 2 bureaux -
  - 1er bureau : foyer des personnes âgées
  - 2ème bureau : « local point de rencontre Sainte Claire » Cités du stand

- à TRIEUX :
  - dans 2 bureaux -
  - 1er bureau : mairie
  - 2ème bureau : centre Louise Michel
- à TUCQUEGNIEUX :
  - dans 2 bureaux -
  - 1er bureau : mairie (1)
  - 2ème bureau : mairie (2)
- à VALLEROY :
  - dans 2 bureaux -
  - 1er bureau : mairie
  - 2ème bureau : salle des fêtes
- à VILLERUPT :
  - dans 7 bureaux -
  - 1er bureau : Hôtel de ville I
  - 2ème bureau : Hôtel de ville II
  - 3ème bureau : école Bara
  - 4ème bureau : foyer associatif Robert Bouillon
  - 5ème bureau : foyer associatif Robert Bouillon
  - 6ème bureau : ancienne école Jean Jaurès
  - 7ème bureau : Ecole maternelle Paul Langevin
- à VIVIERS SUR CHIERS :
  - dans 3 bureaux -
  - 1er bureau : mairie-école de VIVIERS
  - 2ème bureau : école de BRAUMONT
  - 3ème bureau : école de REVEMONT

Art. 2 : Les bureaux ainsi constitués serviront pour l'établissement des listes électorales qui seront arrêtées le 28 février 2008

Art. 3 : Les militaires et les Français établis hors de France dont il sera impossible de localiser l'attache avec la circonscription d'un bureau de vote des communes désignées à l'article 1er seront inscrits sur la liste électorale du 1er bureau de vote de cette commune.

Art. 4 : Le secrétaire général de la préfecture, le sous-préfet de Briey et les maires des communes concernées sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs et affiché dès réception.

Briey, le 14 janvier 2008

Pour le préfet et par délégation,  
Le sous-préfet,  
Philippe RONSSIN

#### Extrait de l'arrêté du 25 janvier 2008 entérinant la transformation du syndicat intercommunal scolaire de Fillières et Ville-au-Montois en syndicat mixte

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

#### ARRETE

Art. 1<sup>er</sup> : En application de l'article L 5214-21 du code général des collectivités territoriales, la communauté de communes des Deux Rivières est substituée de plein droit à la commune de Ville-au-Montois au sein du syndicat intercommunal scolaire de Fillières et Ville-au-Montois pour la compétence « petite enfance ».

Art. 2 : Le syndicat intercommunal scolaire de Fillières et Ville-au-Montois est transformé en syndicat mixte.

Art. 3 : Le secrétaire général de la préfecture et le sous-préfet de Briey sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée aux présidents de la communauté de communes des Deux Rivières et du syndicat intercommunal scolaire de Fillières et Ville-au-Montois, aux maires des communes concernées et au trésorier-payeur général de Meurthe-et-Moselle. Il fera, en outre, l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Briey, le 25 janvier 2008

Pour le préfet et par délégation,  
Le sous-préfet,  
Philippe RONSSIN

*Voies et délais de recours : conformément aux dispositions de l'article R 421-5 du code de justice administrative, l'arrêté joint peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif dans le délai de deux mois courant à compter de la notification de celui-ci.*

#### Extrait de l'arrêté du 25 janvier 2008 entérinant la transformation du syndicat d'épuration des communes de Cons-la-Grandville, Ugnay et Villers-la-Chèvre en syndicat mixte

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

#### ARRETE

Art. 1<sup>er</sup> : En application de l'article L 5214-21 du code général des collectivités territoriales, la communauté de communes des Deux Rivières est substituée de plein droit à la commune de Villers-la-Chèvre au sein du syndicat d'épuration des communes de Cons-la-Grandville, Ugnay et Villers-la-Chèvre.

Art. 2 : Le syndicat d'épuration des communes de Cons-la-Grandville, Ugnay et Villers-la-Chèvre est transformé en syndicat mixte.

Art. 3 : Le secrétaire général de la préfecture et le sous-préfet de Briey sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée aux présidents de la communauté de communes des Deux Rivières et du syndicat d'épuration des communes de Cons-la-Grandville, Ugnay et Villers-la-Chèvre, au maire des communes concernées et au trésorier-payeur général de Meurthe-et-Moselle. Il fera, en outre, l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Briey, le 25 janvier 2008

Pour le préfet et par délégation,  
Le sous-préfet,  
Philippe RONSSIN

Voies et délais de recours : conformément aux dispositions de l'article R 421-5 du code de justice administrative, l'arrêté joint peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif dans le délai de deux mois courant à compter de la notification de celui-ci.

**Extrait de l'arrêté du 25 janvier 2008 entérinant la transformation du syndicat du pays de Charency-Vezin en syndicat mixte**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

**ARRETE**

Art. 1<sup>er</sup> : En application de l'article L 5214-21 du code général des collectivités territoriales, la communauté de communes du Pays de Longuyon est substituée de plein droit aux communes de Allondrelle-Lamalmaison, Charency-Vezin, Colmey, Othe et Villette au sein du syndicat du Pays de Charency-Vezin pour la compétence « collecte et traitement des déchets ».

Art. 2 : Le syndicat du Pays de Charency-Vezin est transformé en syndicat mixte.

Art. 3 : Le secrétaire général de la préfecture et le sous-préfet de Briey sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée aux présidents de la communauté de communes du Pays de Longuyon et du syndicat du Pays de Charency-Vezin, aux maires des communes concernées et au trésorier-payeur général de Meurthe-et-Moselle. Il fera, en outre, l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Briey, le 25 janvier 2008

Pour le préfet et par délégation,  
Le sous-préfet,  
Philippe RONSSIN

Voies et délais de recours : conformément aux dispositions de l'article R 421-5 du code de justice administrative, l'arrêté joint peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif dans le délai de deux mois courant à compter de la notification de celui-ci.

**Extrait de l'arrêté du 25 janvier 2008 entérinant la transformation du groupement de communes de la vallée de l'Othain en syndicat mixte**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

**ARRETE**

Art. 1<sup>er</sup> : En application de l'article L 5214-21 du code général des collectivités territoriales, la communauté de communes du Pays de Longuyon est substituée de plein droit aux communes de Grand-Failly, Petit-Failly, Saint-Jean-les-Longuyon et Villers-le-Rond au sein du groupement de communes de la Vallée de l'Othain pour la compétence « collecte et traitement des déchets ».

Art. 2 : Le Groupement de communes de la Vallée de l'Othain est transformé en syndicat mixte.

Art. 3 : Le secrétaire général de la préfecture et le sous-préfet de Briey sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée aux présidents de la communauté de communes du Pays de Longuyon et du groupement de communes de la Vallée de l'Othain, aux maires des communes concernées et au trésorier-payeur général de Meurthe-et-Moselle. Il fera, en outre, l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Briey, le 25 janvier 2008

Pour le préfet et par délégation,  
Le sous-préfet,  
Philippe RONSSIN

Voies et délais de recours : conformément aux dispositions de l'article R 421-5 du code de justice administrative, l'arrêté joint peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif dans le délai de deux mois courant à compter de la notification de celui-ci.

**Extrait de l'arrêté du 29 janvier 2008 fixant le nombre et l'implantation des bureaux de vote dans la commune de Longwy - Année 2008**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant qu'il y a lieu de faciliter l'exercice du droit de vote en créant plusieurs bureaux de vote dans certaines communes,  
Considérant que le bureau de vote n° 10 de Longwy qui était initialement prévu à l'école primaire Louis Pasteur sera indisponible,

**ARRETE**

Art. 1<sup>er</sup> : L'arrêté préfectoral du 14 janvier 2008 est modifié comme suit : LONGWY :

Dans 11 bureaux :

- 1er bureau : hôtel de ville LONGWY Bas (1)
- 2ème bureau : hôtel de ville LONGWY Bas (2)
- 3ème bureau : « Point Jeunes » rue de la Manutention
- 4ème bureau : annexe de la Mairie à LONGWY Haut
- 5ème bureau : foyer des personnes âgées « Les Remparts »
- 6ème bureau : maison de quartier Tivoli
- 7ème bureau : salle des sports de l'école maternelle Chadelle (1)
- 8ème bureau : salle des sports de l'école maternelle Chadelle (2)
- 9ème bureau : école maternelle Bel Arbre
- 10ème bureau : Foyer Municipal Club 3<sup>ème</sup> âge
- 11ème bureau : école primaire du Pulventeux

Art. 2 : Le secrétaire général de la préfecture, le sous-préfet de Briey et le maire de Longwy sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs et affiché dès réception.

Briey, le 29 janvier 2008

Pour le préfet et par délégation,  
Le sous-préfet,  
Philippe RONSSIN

**Sous-préfecture de Lunéville**

**Extrait de l'arrêté du 21 décembre 2007 autorisant l'adhésion de Moriviller au syndicat intercommunal des eaux de l'Euron-Mortagne**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Constatant que les conditions requises sont remplies ;

**ARRETE**

Art. 1<sup>er</sup> : L'adhésion de Moriviller au syndicat intercommunal des eaux de l'Euron-Mortagne est autorisée à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2008.

Art. 2 : Le sous-préfet de Lunéville, le président du syndicat intercommunal des eaux de l'Euron-Mortagne sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Lunéville, le 21 décembre 2007

Pour le préfet et par délégation,  
Le sous-préfet,  
Philippe SAFFREY

*DELAIS et VOIES de RECOURS : le bénéficiaire d'une décision qui désire la contester peut saisir le tribunal administratif compétent d'un recours contentieux dans les deux mois à partir de la notification de la décision considérée. Il peut également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite).*

**Sous-préfecture de Toul**

**Extrait de l'arrêté du 16 novembre 2007 relatif à la modification des compétences de la communauté de communes du massif de Haye**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant qu'à l'issue de la procédure de consultation des communes membres, effectuée en application des articles L 5211-17 et L 5211-20 du code général des collectivités territoriales, la majorité qualifiée définie par ces articles est atteinte ;

**ARRETE**

Art. 1<sup>er</sup> : Les compétences de la communauté de communes du massif de Haye sont étendues à la compétence "enfance" telle que définie : toutes actions visant à favoriser le développement d'un service d'accueil extrascolaire (petites vacances et mercredis) pour les enfants de la communauté scolarisés en primaire, à savoir :

- soutien aux associations locales organisant les centres de loisirs sans hébergement
- prise en charge du transport les mercredis midis vers la structure d'accueil des enfants scolarisés le matin.

Art. 2 : Le sous-préfet de Toul et le président de la communauté de communes du massif de Haye sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée aux maires des communes concernées et au trésorier-payeur général de Meurthe-et-Moselle et qui fera, en outre, l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Toul, le 16 novembre 2007

Pour le préfet et par délégation,  
Le sous-préfet,  
Philippe GAZAGNES

**Extrait de l'arrêté du 8 janvier 2008 relatif à la modification des statuts du syndicat intercommunal scolaire "Le 3 V"**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant qu'à l'issue de la procédure de consultation des communes membres, en application des articles L 5211-17 et L 5211-20 du code général des collectivités territoriales, les communes se sont prononcées, à l'unanimité, en faveur de cette extension de compétence ;

**ARRETE**

Art. 1<sup>er</sup> : L'article 3 des statuts est complété par les dispositions suivantes : " Le syndicat a pour objet d'assurer l'investissement des écoles élémentaires et préélémentaires, d'une cantine, d'une garderie périscolaire et autres activités ou services relatifs au périscolaire".

Art. 2 : Le sous-préfet de Toul et le président du syndicat intercommunal à vocation unique "Le 3 V" sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée aux maires des communes concernées et au trésorier-payeur général de Meurthe-et-Moselle et qui fera, en outre, l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Toul, le 8 janvier 2008

Pour le préfet et par délégation,  
Le sous-préfet de Toul par intérim,  
Philippe SAFFREY

**SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT**

**Agence régionale d'hospitalisation de Lorraine**

**Extrait de la délibération n° 140/07 de la commission exécutive de l'A.R.H. de Lorraine du 16 octobre 2007 délibérant régulièrement conformément à l'article L6115.4 du code de la santé publique et l'article 12 de la convention constitutive de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine publiée au journal officiel du 10 janvier 1997**

La commission exécutive de l'A.R.H. de Lorraine

**DECIDE**

D'approuver les clauses de l'avenant n° 1 au contrat pluriannuel d'objectifs et de moyens conclu avec le Centre Hospitalier de BRIEY relatif à la reconnaissance tarifaire de l'activité de surveillance continue (12 lits)  
D'autoriser le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine à signer ledit avenant.

La présente délibération sera publiée au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Région Lorraine et du département de Meurthe-et-Moselle.  
Nancy, le 4 janvier 2008 Le président de la commission exécutive,  
Jean-Yves GRALL

**Extrait de la délibération n° 142/07 de la commission exécutive de l'A.R.H. de Lorraine du 16 octobre 2007 délibérant régulièrement conformément à l'article L6115.4 du code de la santé publique et l'article 12 de la convention constitutive de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine publiée au journal officiel du 10 janvier 1997**

La commission exécutive de l'A.R.H. de Lorraine

**DECIDE**

D'approuver les clauses de l'avenant n° 1 au contrat pluriannuel d'objectifs et de moyens conclu avec l'Association Hospitalière du Bassin de Longwy relatif à la reconnaissance tarifaire de l'activité de surveillance continue (8 lits)  
D'autoriser le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine à signer ledit avenant.

La présente délibération sera publiée au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Région Lorraine et du département de Meurthe-et-Moselle.  
Nancy, le 4 janvier 2008 Le président de la commission exécutive,  
Jean-Yves GRALL

**Extrait de la délibération n° 144/07 de la commission exécutive de l'A.R.H. de Lorraine du 16 octobre 2007 délibérant régulièrement conformément à l'article L6115.4 du code de la santé publique et l'article 12 de la convention constitutive de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine publiée au journal officiel du 10 janvier 1997**

La commission exécutive de l'A.R.H. de Lorraine

**DECIDE**

D'approuver les clauses de l'avenant n° 1 au contrat pluriannuel d'objectifs et de moyens conclu avec le Syndicat Inter-hospitalier Nancéen de la Chirurgie de l'Appareil Locomoteur (S.I.N.C.A.L.) relatif à la reconnaissance tarifaire de l'activité de surveillance continue (10 lits)  
D'autoriser le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine à signer ledit avenant.

La présente délibération sera publiée au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Région Lorraine et du département de Meurthe-et-Moselle.  
Nancy, le 4 janvier 2008 Le président de la commission exécutive,  
Jean-Yves GRALL

**Extrait de la délibération n° 145/07 de la commission exécutive de l'A.R.H. de Lorraine du 16 octobre 2007 délibérant régulièrement conformément à l'article L6115.4 du code de la santé publique et l'article 12 de la convention constitutive de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine publiée au journal officiel du 10 janvier 1997**

La commission exécutive de l'A.R.H. de Lorraine

**DECIDE**

D'approuver les clauses de l'avenant n° 1 au contrat pluriannuel d'objectifs et de moyens conclu avec la Maternité Régionale de Nancy relatif à la reconnaissance tarifaire d'une unité de surveillance continue de 4 lits.  
D'autoriser le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine à signer ledit avenant.

La présente délibération sera publiée au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Région Lorraine et du département de Meurthe-et-Moselle.  
Nancy, le 4 janvier 2008 Le président de la commission exécutive,  
Jean-Yves GRALL

**Extrait de la délibération n° 148/07 de la commission exécutive de l'A.R.H. de Lorraine du 16 octobre 2007 délibérant régulièrement conformément à l'article L6115.4 du code de la santé publique et l'article 12 de la convention constitutive de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine publiée au journal officiel du 10 janvier 1997**

La commission exécutive de l'A.R.H. de Lorraine

**DECIDE**

D'approuver les clauses de l'avenant n° 1 au contrat pluriannuel d'objectifs et de moyens conclu avec le Centre Hospitalier de TOUL relatif à la reconnaissance tarifaire de l'activité de surveillance continue (5 lits)  
D'autoriser le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine à signer ledit avenant.

La présente délibération sera publiée au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Région Lorraine et du département de Meurthe-et-Moselle.  
Nancy, le 4 janvier 2008 Le président de la commission exécutive,  
Jean-Yves GRALL

**Extrait de la délibération n° 149/07 de la commission exécutive de l'A.R.H. de Lorraine du 16 octobre 2007 délibérant régulièrement conformément à l'article L6115.4 du code de la santé publique et l'article 12 de la convention constitutive de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine publiée au journal officiel du 10 janvier 1997**

La commission exécutive de l'A.R.H. de Lorraine

**DECIDE**

D'approuver les clauses de l'avenant n°4 au contrat pluriannuel d'objectifs et de moyens conclu avec le centre hospitalier de Verdun relatif à la reconnaissance tarifaire de l'activité de surveillance continue.  
D'autoriser le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine à signer ledit avenant.

La présente délibération sera publiée au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région Lorraine et du département de la Meuse.  
Nancy, le 3 décembre 2007 Le président de la commission exécutive,  
Jean-Yves GRALL

**Extrait de la délibération n° 151/07 de la commission exécutive de l'A.R.H. de Lorraine du 16 octobre 2007 délibérant régulièrement conformément à l'article L6115.4 du code de la santé publique et l'article 12 de la convention constitutive de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine publiée au journal officiel du 10 janvier 1997**

La commission exécutive de l'A.R.H. de Lorraine

**DECIDE**

D'approuver les clauses de l'avenant n° 1 au contrat pluriannuel d'objectifs et de moyens conclu avec le Centre Alexis Vautrin relatif à la reconnaissance tarifaire d'une unité de surveillance continue de 12 lits.  
D'autoriser le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine à signer ledit avenant.

La présente délibération sera publiée au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Région Lorraine et du département de Meurthe-et-Moselle.  
Nancy, le 4 janvier 2008 Le président de la commission exécutive,  
Jean-Yves GRALL

**Extrait de la délibération n° 163/07 de la commission exécutive de l'A.R.H. de Lorraine du 16 octobre 2007 délibérant régulièrement conformément à l'article L6115.4 du code de la santé publique et l'article 12 de la convention constitutive de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine publiée au journal officiel du 10 janvier 1997**

La commission exécutive de l'A.R.H. de Lorraine

**DECIDE**

D'approuver les clauses de l'avenant n°5 au contrat pluriannuel d'objectifs et de moyens conclu avec le centre hospitalier de Verdun relatif à la reconnaissance tarifaire de l'activité de soins intensifs en cardiologie.  
D'autoriser le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine à signer ledit avenant.

La présente délibération sera publiée au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région Lorraine et du département de la Meuse.  
Nancy, le 3 décembre 2007 Le président de la commission exécutive,  
Jean-Yves GRALL

**Extrait de la délibération n° 167/07 de la commission exécutive de l'A.R.H. de Lorraine du 16 octobre 2007 délibérant régulièrement conformément à l'article L6115.4 du code de la santé publique et à l'article 12 de la convention constitutive de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine publiée au journal officiel du 10 janvier 1997**

La commission exécutive de l'A.R.H. de Lorraine

**DECIDE**

D'approuver les clauses de l'avenant au contrat pluriannuel d'objectifs et de moyens de l'A.L.T.I.R. à Vandoeuvre lès Nancy relatif au contrat de bon usage des médicaments.  
D'autoriser le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine à signer cet avenant.

La présente délibération sera publiée au recueil des actes administratifs du département de Meurthe et Moselle.  
Nancy, le 3 décembre 2007 Le président de la commission exécutive,  
Jean-Yves GRALL

**Extrait de la délibération n° 168/07 de la commission exécutive de l'A.R.H. de Lorraine du 16 octobre 2007 délibérant régulièrement conformément à l'article L.6115.4 du code de la santé publique et à l'article 12 de la convention constitutive de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine publiée au journal officiel du 10 janvier 1997**

La commission exécutive de l'A.R.H. de Lorraine

**DECIDE**

D'approuver les clauses de l'avenant n° 1 au contrat pluriannuel d'objectifs et de moyens conclu avec l'Association Saint-André à Metz relatif au contrat de bon usage des médicaments, produits et prestations.  
D'autoriser le directeur de l'agence régionale de l'Hospitalisation de Lorraine à signer ledit avenant.

La présente délibération sera publiée au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Région Lorraine et du département de la Moselle.  
Nancy, le 16 octobre 2007 Le président de la commission exécutive,  
Jean-Yves GRALL

**Extrait de la délibération n° 169/07 de la commission exécutive de l'A.R.H. de Lorraine du 16 octobre 2007 délibérant régulièrement conformément à l'article L.6115.4 du code de la santé publique et à l'article 12 de la convention constitutive de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine publiée au journal officiel du 10 janvier 1997**

La commission exécutive de l'A.R.H. de Lorraine

**DECIDE**

D'approuver les clauses de l'avenant n°1 au contrat pluriannuel d'objectifs et de moyens conclu avec l'H.A.D.A.N. à Vandoeuvre lès Nancy relatif au contrat de bon usage des médicaments, produits et prestations.

D'autoriser le directeur de l'agence régionale de l'Hospitalisation de Lorraine à signer ledit avenant.

La présente délibération sera publiée au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Région Lorraine et du département de la Moselle.

Nancy, le 16 octobre 2007 Le président de la commission exécutive,  
Jean-Yves GRALL

**Extrait de la délibération n° 174/07 de la Commission exécutive de l'A.R.H. de Lorraine du 20 novembre 2007 délibérant régulièrement conformément à l'article L6115.4 du code de la santé publique et l'article 12 de la convention constitutive de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine publiée au journal officiel du 10 janvier 1997**

La commission exécutive de l'A.R.H. de Lorraine

**DECIDE**

D'approuver les clauses de l'avenant n° 3 au contrat pluriannuel d'objectifs et de moyens conclu avec le Centre Hospitalier Universitaire de Nancy relatif à la reconnaissance tarifaire des soins intensifs de l'unité neuro-vasculaire de 8 lits, D'autoriser le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine à signer ledit avenant.

La présente délibération sera publiée au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Région Lorraine et du département de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 4 janvier 2008 Le président de la commission exécutive,  
Jean-Yves GRALL

**Extrait de la délibération n° 175/07 de la commission exécutive de l'A.R.H. de Lorraine du 20 novembre 2007**

La commission exécutive de l'A.R.H. de Lorraine

**DECIDE**

Le programme de contrôle de l'U.C.R. de Lorraine pour l'année 2007, validé en U.C.R. le 20 septembre 2007, s'établit ainsi :

Etablissements ex-D.G. :

1. C.H. de Briey (54)
2. A.H.B.L. à Mont Saint Martin (54)
3. C.H. de Verdun (55)
4. Centre Alexis Vautrin (54)
5. C.H. d'Epinal (88)
6. Hôpital Saint André à Metz (57)
7. C.H. de Freyming Merlebach (57)
8. C.H. de Sarrebourg (57)
9. Hospitalor à Saint Avold (57)
10. C.H. Marie Madeleine de Forbach (57)
11. C.H.R. de Metz-Thionville (57)

Etablissements ex-O.Q.N. :

1. Clinique Saint André à Nancy (54)
2. Clinique Jeanne d'Arc à Lunéville (54)
3. Clinique Cardéo à Saint Dié (88)
4. Clinique Notre Dame à Thionville (57)

Nancy, le 4 décembre 2007 Le président de la commission exécutive,  
Jean-Yves GRALL

**Extrait de la délibération n° 176/07 de la commission exécutive de l'A.R.H. de Lorraine du 20 novembre 2007**

La commission exécutive de l'A.R.H. de Lorraine

**DECIDE**

D'autoriser le directeur de l'A.R.H. de Lorraine à signer un avenant au contrat pluriannuel d'objectifs et de moyens portant attribution d'une subvention F.M.E.S.P.P. pour les établissements suivants :

Polyclinique Majorelle (Nancy)

Polyclinique Gentilly et Saint Don (Nancy)  
Polyclinique Pasteur (Essey)  
Clinique St André (Vandoeuvre)  
Clinique Jeanne d'arc (Lunéville)  
Polyclinique du Parc (Bar-le-Duc)  
Polyclinique La Ligne Bleue (Epinal)  
Clinique A. Paré (Thionville)  
Clinique Claude Bernard (Metz)

Cette subvention a pour objet de compenser le différentiel de ressources d'assurance maladie :

- perçues entre le 15 mars 2006 (date de démarrage de la campagne 2006) et le 31 août 2006, comparées à celles qui auraient été perçues si les modifications étaient entrées en vigueur au 15 mars 2006 : concerne la Polyclinique du Parc à Bar-le-Duc ;

- perçues entre le 1<sup>er</sup> juillet 2006 et le 31 août 2006, comparées à celles qui auraient été perçues si les modifications étaient entrées en vigueur au 15 mars 2006 : concerne les 8 autres établissements.

La présente délibération sera publiée au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Région Lorraine et du département de Meurthe et Moselle.

Nancy, le 20 novembre 2007 Le président de la commission exécutive,  
Jean-Yves GRALL

**Extrait de la délibération n° 190/07 de la commission exécutive de l'A.R.H. de Lorraine du 18 décembre 2007 délibérant régulièrement**

**conformément à l'article L6115.4 du code de la santé publique et l'article 12 de la convention constitutive de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine publiée au journal officiel du 10 janvier 1997**

La commission exécutive de l'A.R.H. de Lorraine

**DECIDE**

D'approuver les clauses de l'avenant n° 6 au contrat pluriannuel d'objectifs et de moyens conclu avec le Centre Hospitalier Universitaire de Nancy relatif à la reconnaissance tarifaire d'une unité de surveillance continue pédiatrique de 4 lits.

D'autoriser le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine à signer ledit avenant.

La présente délibération sera publiée au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Région Lorraine et du département de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 4 janvier 2008 Le président de la commission exécutive,  
Jean-Yves GRALL

**Extrait de la délibération n° 191/07 de la commission exécutive de l'A.R.H. de Lorraine du 18 décembre 2007 délibérant régulièrement conformément à l'article L6115.4 du code de la santé publique et l'article 12 de la convention constitutive de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine publiée au journal officiel du 10 janvier 1997**

La commission exécutive de l'A.R.H. de Lorraine

**DECIDE**

D'approuver les clauses de l'avenant n° 7 au contrat pluriannuel d'objectifs et de moyens conclu avec le Centre Hospitalier Universitaire de Nancy relatif à la reconnaissance tarifaire de de l'unité de surveillance continue du service de chirurgie générale et Urgences Thoraciques (12 lits)

D'autoriser le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine à signer ledit avenant.

La présente délibération sera publiée au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Région Lorraine et du département de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 4 janvier 2008 Le président de la commission exécutive,  
Jean-Yves GRALL

**Extrait de la délibération n° 192/07 de la commission exécutive de l'A.R.H. de Lorraine du 18 décembre 2007 délibérant régulièrement conformément à l'article L6115.4 du code de la santé publique et l'article 12 de la convention constitutive de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine publiée au journal officiel du 10 janvier 1997**

La commission exécutive de l'A.R.H. de Lorraine

**DECIDE**

D'approuver les clauses de l'avenant n°4 au contrat pluriannuel d'objectifs et de moyens conclu avec la S.A.S. nouvelle clinique Jeanne d'Arc relatif à la reconnaissance tarifaire de l'activité de surveillance continue.

D'autoriser le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine à signer ledit avenant.

La présente délibération sera publiée au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région Lorraine et du département de Meurthe et Moselle.

Nancy, le 18 décembre 2007 Le président de la commission exécutive,  
Jean-Yves GRALL

**Extrait de la délibération n° 198/07 de la commission exécutive de l'A.R.H. de Lorraine du 18 décembre 2007 délibérant régulièrement conformément à l'article L6115.4 du code de la santé publique et l'article 12 de la convention constitutive de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine publiée au journal officiel du 10 janvier 1997**

La commission exécutive de l'A.R.H. de Lorraine

**DECIDE**

D'approuver les clauses de l'avenant n° 4 au contrat pluriannuel d'objectifs et de moyens conclu avec le Centre Hospitalier Universitaire de Nancy relatif à la reconnaissance tarifaire de soins intensifs de cardiologie pédiatrique (6 lits).

D'autoriser le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine à signer ledit avenant.

La présente délibération sera publiée au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Région Lorraine et du département de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 4 janvier 2008 Le président de la commission exécutive,  
Jean-Yves GRALL

**Extrait de la délibération n° 199/07 de la commission exécutive de l'A.R.H. de Lorraine du 18 décembre 2007 délibérant régulièrement conformément à l'article L6115.4 du code de la santé publique et l'article 12 de la convention constitutive de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine publiée au journal officiel du 10 janvier 1997**

La commission exécutive de l'A.R.H. de Lorraine

**DECIDE**

D'approuver les clauses de l'avenant n° 5 au contrat pluriannuel d'objectifs et de moyens conclu avec le Centre Hospitalier Universitaire de Nancy relatif à la reconnaissance tarifaire des soins intensifs d'oncologie pédiatrique (11 lits).

D'autoriser le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine à signer ledit avenant.

La présente délibération sera publiée au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Région Lorraine et du département de Meurthe-et-Moselle.  
Nancy, le 4 janvier 2008 Le président de la commission exécutive,  
Jean-Yves GRALL

**Extrait de la délibération n° 205/07 de la commission exécutive de l'A.R.H. de Lorraine du 18 décembre 2007**

La commission exécutive de l'A.R.H. de Lorraine

Considérant les contrats initiaux passés entre les établissements et l'A.R.H., fixant notamment la liste et le montant des M.I.G.A.C. exercées ;  
Considérant la nécessité de mettre en adéquation, le cas échéant, les bases MIGAC inscrites dans les C.P.O.M. avec les moyens nouveaux délégués au cours de la campagne budgétaire 2007 ;

Après avoir délibéré, la commission exécutive de l'A.R.H. de Lorraine

**DECIDE**

Art. 1<sup>er</sup> : D'autoriser le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation à signer les avenants aux C.P.O.M. mettant à jour la liste et le montant des M.I.G.A.C. des établissements concernés.

Art. 2 : Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine, les directrices départementales des affaires sanitaires et sociales de Meurthe-et-Moselle, de Meuse, de Moselle et des Vosges sont chargées, chacune en ce qui la concerne, de l'exécution de la présente délibération qui sera publiée au recueil des actes administratifs de la Préfecture de la Région Lorraine.

Nancy, le 21 décembre 2007 Le président de la commission exécutive,  
Jean-Yves GRALL

*Un recours de droit commun peut être exercé contre cette décision dans les deux mois suivant sa notification ou, pour les tiers, sa publication, soit à titre gracieux, auprès de la Commission Exécutive de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation de Lorraine, soit à titre hiérarchique, en application des articles L 6122-10-1 et R 6122-42 du code de la santé publique, auprès du ministre chargé de la santé, soit à titre contentieux, y compris en référé, devant le tribunal administratif de NANCY, 5 Place Carrière - 54 000 NANCY. Le recours gracieux ne conserve pas le délai des autres recours.*

**Extrait de la délibération n° 206/07 de la commission exécutive de l'A.R.H. de Lorraine du 18 décembre 2007**

La commission exécutive de l'A.R.H. de Lorraine

**DECIDE**

D'autoriser le directeur de l'A.R.H. de Lorraine à signer les avenants aux contrats pluriannuels d'objectifs et de moyens, portant attribution pour l'année 2007 de subventions M.I.G.A.C..

La présente délibération sera publiée au recueil des actes administratifs de la Préfecture de la région Lorraine.

Nancy, le 18 décembre 2007 Le président de la commission exécutive,  
Jean-Yves GRALL

**Direction départementale des affaires sanitaires et sociales  
Service actions et établissements de santé**

**Extrait de l'arrêté DDASS/AES /MH/MC n° 5642 du 21 décembre 2007 autorisant la Société ADS LORRAINE S.A.R.L. à dispenser à domicile de l'oxygène à usage médical**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

**ARRETE**

Art. 1<sup>er</sup> : La Société ADS LORRAINE S.A.R.L. dont le siège social se situe 26 rue de la Rosière à Domgermain (54119), est autorisée, pour son site de rattachement sis 632 avenue Clemenceau à Toul (54200), à dispenser à domicile de l'oxygène à usage médical ;

Art. 2 : Toute modification des éléments figurant dans le dossier de demande d'autorisation doit donner lieu à déclaration ;

Art. 3 : Les activités de ce site doivent être réalisées en conformité avec les dispositions de l'arrêté du 17 novembre 2000 relatif aux bonnes pratiques de dispensation à domicile de l'oxygène à usage médical ;

Art. 4 : Toute infraction aux dispositions de l'arrêté du 17 novembre 2000 pourra entraîner la suspension ou la suppression de la présente autorisation ;

Art. 5 : La Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe-et-Moselle est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera inséré au recueil des actes administratifs et dont copie sera adressée à : Société ADS LORRAINE S.A.R.L. ; Monsieur Fabrice CHARTREUX ; le Président du Conseil de l'Ordre National des Pharmaciens - Section D ; la Directrice Régionale des Affaires Sanitaires et Sociales de Lorraine (Inspection de la Pharmacie).

Nancy, le 21 décembre 2007

Pour le préfet et par délégation,  
Le secrétaire général,  
Jean-Michel MOUGARD

**Service solidarité autonomie**

**Extrait de l'arrêté DDASS/SSA/ N° 42 du 16 janvier 2008 modifiant pour 2007 la dotation globale et le prix de journée de soins du budget annexe « service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées » de l'hôpital local intercommunal de Pompey / Lay-Saint-Christophe**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

**ARRETE**

Art. 1<sup>er</sup> : La dotation globale et le prix de journée de soins 2007 du budget annexe « service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées » de l'établissement de santé ci-après désigné, sont modifiés ainsi qu'il suit :

Hôpital Local Intercommunal de Pompey / Lay-Saint-Christophe :  
N° FINESS (EJ) 54 000 339 9

« Service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées » :

- Dotation globale de soins : 399 497,55 €

- Prix de journée de soins : 35,51 €

Art. 2 : Cet arrêté annule et remplace l'arrêté préfectoral DDASS / SSA / N° 5512 du 26 novembre 2007 modifiant la dotation globale et le prix de journée de soins du budget annexe « service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées » de l'hôpital intercommunal de Pompey / Lay-Saint-Christophe.

Art. 3 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de Nancy, Immeuble « Les Thiers » C.O. n° 071- 54036- NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes ou organismes auxquels il a été notifié, à compter de sa notification.

Art. 4 : Le secrétaire général de la préfecture et la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié à l'Hôpital local intercommunal de Pompey / Lay-Saint-Christophe.

Nancy, le 16 janvier 2008 Pour le préfet et par délégation,

Pour la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,  
L'inspectrice hors classe,  
Brigitte DEMPTE

**Extrait de l'arrêté n° 5489 du 4 décembre 2007 modifiant l'arrêté n° 4872 fixant pour 2007 les dotations globales de financement du service d'aide par le travail (E.S.A.T.) de Briey-Piennes – Zone Industrielle de la Chesnois B.P. N°3 – 54154 Briey Cedex géré par l'Association "Adultes et Enfants Inadaptés Mentaux" (A.E.I.M.) dont la tarification relève de la compétence de l'Etat – N° FINESS : 540 004 397**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

**ARRETE**

Art. 1<sup>er</sup> : L'article de l'arrêté n° 4872 est modifié comme suit :

Pour l'exercice budgétaire 2007, les recettes et les dépenses prévisionnelles de l'E.S.A.T. sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en Euros	Total en Euros
Dépenses	Groupe I : Dépenses afférentes à l'exploitation courante	445 914,52 €	2 215 209,77 €
	Groupe II : Dépenses afférentes au personnel	1 365 886,09 €	
	Groupe III : Dépenses afférentes à la structure	351 363,00 €	
	Déficit 11519 – 119	52 046,15 €	
Recettes	Groupe I : Produits de la tarification	2 104 130,77 €	2 215 209,77 €
	Groupe II : Autres produits relatifs à l'exploitation	111 079,00 €	
	Groupe III : Produits financiers et produits non encaissables	0,00 €	
	Excédent 11510 - 110	0,00 €	

Art. 2 : Pour l'exercice budgétaire 2007, la dotation globale de financement ou le forfait global soins de l'E.S.A.T. de Briey-Piennes est fixé(e) à : 2 104 130,77 €.

La fraction forfaitaire égale, en application de l'article R.314-107 du code de l'action sociale et des familles, au douzième de la dotation globale de financement est égale à : 175 344,23 €.

A compter du 1<sup>er</sup> janvier 2008, le montant de la fraction forfaitaire mensuelle est ramené à : 166 352,46 €

Art. 3 : Les recours dirigés contre le présent arrêté doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale sis 4 rue Piroux - CO n° 71 - 54036 Nancy Cedex, dans le délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles il sera notifié, à compter de sa notification.

Art. 4 : Une ampliation du présent arrêté sera notifiée à l'établissement concerné.

Art. 5 : En application des dispositions du III de l'article 35 du décret du 22 octobre susvisé, le ou les tarifs fixés à l'article 3 du présent arrêté seront publiés au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Art. 6 : Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et transmis à la direction départementale des archives.

Nancy, le 4 décembre 2007 Pour le préfet et par délégation,

Pour la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,  
L'inspectrice hors classe,  
Brigitte DEMPTE

**Extrait de l'arrêté n° 5490 du 4 décembre 2007 modifiant l'arrêté fixant pour 2007 les dotations globales de financement du service d'aide par le travail (E.S.A.T.) d'Heillecourt-Ludres "André Lanciot" – Zone Industrielle – 15 rue des Erables BP 56 – 54182 Heillecourt Cedex géré par l'association "Adultes et Enfants Inadaptés Mentaux" (A.E.I.M.) dont la**

tarification relève de la compétence de l'Etat – N° FINESS : 540 004 405/ 540 005 451

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

# ARRETE

Art. 1<sup>er</sup> : L'article 2 de l'arrêté n°4873 du 11 juillet 2007 est modifié comme suit : Pour l'exercice budgétaire 2007, les recettes et les dépenses prévisionnelles de l'E.S.A.T sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en Euros	Total en Euros
Dépenses	Groupe I : Dépenses afférentes à l'exploitation courante	698 994,00 €	3 727 717,45 €
	Groupe II : Dépenses afférentes au personnel	2 461 810,37 €	
	Groupe III : Dépenses afférentes à la structure	514 780,00 €	
	Déficit 11519 -119	52 133,08 €	
Recettes	Groupe I : Produits de la tarification	3 525 243,45 €	3 727 717,45 €
	Groupe II : Autres produits relatifs à l'exploitation	200 256,00 €	
	Groupe III : Produits financiers et produits non encaissables	2 218,00 €	
	Excédent 11510 - 110	0,00 €	

Art. 2 : Pour l'exercice budgétaire 2007, la dotation globale de financement ou le forfait global soins de l'E.S.A.T. d'Heillecourt-Ludres est fixé[e] à : 3 525 243,45 €.

La fraction forfaitaire égale, en application de l'article R314-107 du code de l'action sociale et des familles, au douzième de la dotation globale de financement est égale à : 293 770,28 €.

A compter du 1<sup>er</sup> janvier 2008, le montant de la fraction forfaitaire mensuelle est ramené à : 285 397,53 €.

Art. 3 : Les recours dirigés contre le présent arrêté doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale sis 4 rue Piroux - CO n° 71 - 54036 Nancy Cedex, dans le délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles il sera notifié, à compter de sa notification.

Art. 4 : Une ampliation du présent arrêté sera notifiée à l'établissement concerné.

Art. 5 : En application des dispositions du III de l'article 35 du décret du 22 octobre susvisé, le ou les tarifs fixés à l'article 3 du présent arrêté seront publiés au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Art. 6 : Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et transmis à la direction départementale des archives.

Nancy, le 4 décembre 2007 Pour le préfet et par délégation,  
Pour la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,  
L'inspectrice hors classe,  
Brigitte DEMPT

Extrait de l'arrêté n° 5491 du 4 décembre 2007 modifiant l'arrêté n° 4875 fixant pour 2007 les dotations globales de financement du service d'aide par le travail (E.S.A.T.) de Lunéville-Saint-Nicolas-de-Port – ZAD de Chanteheux BP 3 – 54302 Lunéville Cedex géré par l'association "Adultes et Enfants Inadaptés Mentaux" (A.E.I.M.) dont la tarification relève de la compétence de l'Etat – N° FINESS : 540 005 253

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

# ARRETE

Art. 1<sup>er</sup> : L'article 2 de l'arrêté n°4875 du 11 juillet 2007 est modifié comme suit : Pour l'exercice budgétaire 2007, les recettes et les dépenses prévisionnelles de l'E.S.A.T. sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en Euros	Total en Euros
Dépenses	Groupe I : Dépenses afférentes à l'exploitation courante	599 624,87 €	2 736 330,41 €
	Groupe II : Dépenses afférentes au personnel	1 785 436,00 €	
	Groupe III : Dépenses afférentes à la structure	322 880,00 €	
	Déficit 11519 - 119	28 389,54 €	
Recettes	Groupe I : Produits de la tarification	2 590 346,23 €	2 736 330,41 €
	Groupe II : Autres produits relatifs à l'exploitation	142 625,18 €	
	Groupe III : Produits financiers et produits non encaissables	3 359,00 €	

Excédent 11510 - 110	0,00 €
----------------------	--------

Art. 2 : Pour l'exercice budgétaire 2007, la dotation globale de financement ou le forfait global soins de l'E.S.A.T. de Lunéville-St-Nicolas-de-Port est fixé[e] à : 2 590 346,23 €

La fraction forfaitaire égale, en application de l'article R. 314-107 du code de l'action sociale et des familles, au douzième de la dotation globale de financement est égale à : 215 862,18 €.

A compter du 1<sup>er</sup> janvier 2008, le montant de la fraction forfaitaire mensuelle est ramené à : 209 517,07 €.

Art. 3 : Les recours dirigés contre le présent arrêté doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale sis 4 rue Piroux - CO n° 71 - 54036 Nancy Cedex, dans le délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles il sera notifié, à compter de sa notification.

Art. 4 : Une ampliation du présent arrêté sera notifiée à l'établissement concerné.

Art. 5 : En application des dispositions du III de l'article 35 du décret du 22 octobre susvisé, le ou les tarifs fixés à l'article 3 du présent arrêté seront publiés au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Art. 6 : Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et transmis à la direction départementale des archives.

Nancy, le 4 décembre 2007 Pour le préfet et par délégation,  
Pour la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,  
L'inspectrice hors classe,  
Brigitte DEMPT

Extrait de l'arrêté n° 5492 du 4 décembre 2007 modifiant l'arrêté n° 4874 fixant pour 2007 les dotations globales de financement du service d'aide par le travail (E.S.A.T.) de Liverdun-Pont-à-Mousson - route de Frouard – B.P.10 – 54460 Liverdun (adresse postale : BP 105 - 54715 Ludres cedex) géré par l'association "Adultes et Enfants Inadaptés Mentaux" (A.E.I.M.) dont la tarification relève de la compétence de l'Etat – N° FINESS : 540 004 413/540 013 083

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

# ARRETE

Art. 1<sup>er</sup> : L'article 2 de l'arrêté n°4874 du 11 juillet 2007 est modifié comme suit : Pour l'exercice budgétaire 2007, les recettes et les dépenses prévisionnelles de l'E.S.A.T. sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en Euros	Total en Euros
Dépenses	Groupe I : Dépenses afférentes à l'exploitation courante	687 768,21 €	3 235 991,27 €
	Groupe II : Dépenses afférentes au personnel	2 057 714,80 €	
	Groupe III : Dépenses afférentes à la structure	400 173,14 €	
	Déficit 11519 – 119	90 335,12 €	
Recettes	Groupe I : Produits de la tarification	3 041 002,18 €	3 235 991,27 €
	Groupe II : Autres produits relatifs à l'exploitation	194 989,09 €	
	Groupe III : Produits financiers et produits non encaissables	0,00 €	
	Excédent 11510 - 110	0,00 €	

Art. 2 : Pour l'exercice budgétaire 2007, la dotation globale de financement ou le forfait global soins de l'E.S.A.T. de Liverdun-Pont-à-Mousson est fixé[e] à : 3 041 002,18 €.

La fraction forfaitaire égale, en application de l'article R. 314-107 du code de l'action sociale et des familles, au douzième de la dotation globale de financement est égale à : 253 416,84 €.

A compter du 1<sup>er</sup> janvier 2008, le montant de la fraction forfaitaire mensuelle est ramené à : 241 847,70 €.

Art. 3 : Les recours dirigés contre le présent arrêté doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale sis 4 rue Piroux - CO n° 71 - 54036 Nancy Cedex, dans le délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles il sera notifié, à compter de sa notification.

Art. 4 : Une ampliation du présent arrêté sera notifiée à l'établissement concerné.

Art. 5 : En application des dispositions du III de l'article 35 du décret du 22 octobre susvisé, le ou les tarifs fixés à l'article 3 du présent arrêté seront publiés au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Art. 6 : Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et transmis à la direction départementale des archives.

Nancy, le 4 décembre 2007 Pour le préfet et par délégation,  
Pour la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,  
L'inspectrice hors classe,  
Brigitte DEMPT

Extrait de l'arrêté n° 5493 du 4 décembre 2007 modifiant l'arrêté n° 4876 fixant pour 2007 les dotations globales de financement du service d'aide par le travail (E.S.A.T.) BP 3 - Zone industrielle - 54920 Villers-la-Montagne géré par l'association "Adultes et Enfants Inadaptés Mentaux" (A.E.I.M.) dont la tarification relève de la compétence de l'Etat - N° FINESS : 540 004 710

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

# ARRETE

Art. 1<sup>er</sup> : L'article 2 de l'arrêté N°4876 du 11 juillet 2007 est modifié comme suit : Pour l'exercice budgétaire 2007, les recettes et les dépenses prévisionnelles de l'E.S.A.T. sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en Euros	Total en Euros
Dépenses	Groupe I : Dépenses afférentes à l'exploitation courante	445 871,23 €	2 246 858,88 €
	Groupe II : Dépenses afférentes au personnel	1 503 454,72 €	
	Groupe III : Dépenses afférentes à la structure	285 607,13 €	
	Déficit 11519 - 119	11 925,80 €	
Recettes	Groupe I : Produits de la tarification	2 122 150,88 €	2 246 858,88 €
	Groupe II : Autres produits relatifs à l'exploitation	124 708,00 €	
	Groupe III : Produits financiers et produits non encaissables	0,00 €	
	Excédent 11510 - 110	0,00 €	

Art. 2 : Pour l'exercice budgétaire 2007, la dotation globale de financement ou le forfait global soins de l'E.S.A.T. de Villers-la-Montagne est fixé[e] à : 2 122 150,88 €.

La fraction forfaitaire égale, en application de l'article R.314-107 du code de l'action sociale et des familles, au douzième de la dotation globale de financement est égale à : 176 845,90 €.

A compter du 1<sup>er</sup> janvier 2008, le montant de la fraction forfaitaire mensuelle est ramené à : 173 891,28 €.

Art. 3 : Les recours dirigés contre le présent arrêté doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale sis 4 rue Piroux - CO n° 71 - 54036 Nancy cedex, dans le délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles il sera notifié, à compter de sa notification.

Art. 4 : Une ampliation du présent arrêté sera notifiée à l'établissement concerné.

Art. 5 : En application des dispositions du III de l'article 35 du décret du 22 octobre susvisé, le ou les tarifs fixés à l'article 3 du présent arrêté seront publiés au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Art. 6 : Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et transmis à la direction départementale des archives.

Nancy, le 4 décembre 2007 Pour le préfet et par délégation,  
Pour la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,  
L'inspectrice hors classe,  
Brigitte DEMPT

Extrait de l'arrêté n° 5494 du 4 décembre 2007 modifiant l'arrêté n° 4867 fixant pour 2007 les dotations globales de financement du service d'aide par le travail (E.S.A.T.) - 585 rue Denis PAPIN - 54713 Ludres Cedex géré par l'association des Paralysés de France (A.P.F) dont la tarification relève de la compétence de l'Etat - N° FINESS : 540 008 299

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

# ARRETE

Art. 1<sup>er</sup> : L'article 2 de l'arrêté n°4867 du 11 juillet 2007 est modifié comme suit : Pour l'exercice budgétaire 2007, les recettes et les dépenses prévisionnelles de l'E.S.A.T. sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en Euros	Total en Euros
Dépenses	Groupe I : Dépenses afférentes à l'exploitation courante	41 147,02 €	247 430,00 €
	Groupe II : Dépenses afférentes au personnel	176 790,35 €	
	Groupe III : Dépenses afférentes à la structure	29 492,63 €	
	Déficit 11519 - 119	0,00 €	
Recettes	Groupe I : Produits de la tarification	229 777,00 €	247 430,00 €
	Groupe II : Autres produits relatifs à l'exploitation	12 560,00 €	

Groupe III : Produits financiers et produits non encaissables	5 093,00 €	
Excédent 11510 - 110	0,00 €	

Art. 2 : Pour l'exercice budgétaire 2007, la dotation globale de financement ou le forfait global soins de l'E.S.A.T. d'A.P.F. Ludres est fixé[e] à : 229 777,00 €.

La fraction forfaitaire égale, en application de l'article R.314-107 du code de l'action sociale et des familles, au douzième de la dotation globale de financement est égale à : 19 148,08 €.

A compter du 1<sup>er</sup> janvier 2008, le montant de la fraction forfaitaire mensuelle est ramené à : 19 023,08 €.

Art. 3 : Les recours dirigés contre le présent arrêté doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale sis 4 rue Piroux - CO n° 71 - 54036 Nancy Cedex, dans le délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles il sera notifié, à compter de sa notification.

Art. 4 : Une ampliation du présent arrêté sera notifiée à l'établissement concerné.

Art. 5 : En application des dispositions du III de l'article 35 du décret du 22 octobre susvisé, le ou les tarifs fixés à l'article 3 du présent arrêté seront publiés au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Art. 6 : Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et transmis à la direction départementale des archives.

Nancy, le 4 décembre 2007 Pour le préfet et par délégation,  
Pour la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,  
L'inspectrice hors classe,  
Brigitte DEMPT

Extrait de l'arrêté n° 5495 du 4 décembre 2007 modifiant l'arrêté n° 4868 fixant pour 2007 les dotations globales de financement du service d'aide par le travail (E.S.A.T.) pour déficients visuels "les Ateliers du Haut du Vannes" - domaine des Eaux Bleues - BP 9 - 54460 Liverdun géré par la fondation de l'Institution des Jeunes Aveugles (I.J.A.) dont la tarification relève de la compétence de l'Etat - N° FINESS : 540 012 978

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

# ARRETE

Art. 1<sup>er</sup> : L'article 2 de l'arrêté du 11 juillet 2007 est modifié comme suit : Pour l'exercice budgétaire 2007, les recettes et les dépenses prévisionnelles de l'E.S.A.T. sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en Euros	Total en Euros
Dépenses	Groupe I : Dépenses afférentes à l'exploitation courante	73 997,12 €	465 719,39 €
	Groupe II : Dépenses afférentes au personnel	359 261,46 €	
	Groupe III : Dépenses afférentes à la structure	23 219,11 €	
	Déficit 11519 - 119	9 241,70 €	
Recettes	Groupe I : Produits de la tarification	465 719,39 €	465 719,39 €
	Groupe II : Autres produits relatifs à l'exploitation	0,00 €	
	Groupe III : Produits financiers et produits non encaissables	0,00 €	
	Excédent 11510 - 110	0,00 €	

Art. 2 : Pour l'exercice budgétaire 2007, la dotation globale de financement ou le forfait global soins de l'E.S.A.T. de Liverdun (I.J.A.) est fixé[e] à : 465 719,39 €.

La fraction forfaitaire égale, en application de l'article R.314-107 du code de l'action sociale et des familles, au douzième de la dotation globale de financement est égale à : 38 809,94 €.

A compter du 1<sup>er</sup> janvier 2008, le montant de la fraction forfaitaire mensuelle est ramené à 38 563,66 €.

Art. 3 : Les recours dirigés contre le présent arrêté doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale sis 4 rue Piroux - CO n° 71 - 54036 Nancy Cedex, dans le délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles il sera notifié, à compter de sa notification.

Art. 4 : Une ampliation du présent arrêté sera notifiée à l'établissement concerné.

Art. 5 : En application des dispositions du III de l'article 35 du décret du 22 octobre susvisé, le ou les tarifs fixés à l'article 3 du présent arrêté seront publiés au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Art. 6 : Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et transmis à la direction départementale des archives.

Nancy, le 4 décembre 2007 Pour le préfet et par délégation,  
Pour la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,  
L'inspectrice hors classe,  
Brigitte DEMPT

Extrait de l'arrêté n° 5496 du 4 décembre 2007 modifiant l'arrêté n° 4780 fixant pour 2007 les dotations globales de financement du service d'aide par le travail (E.S.A.T) « Le Fin Palais » rue Jean Jaurès - 54320 Maxéville géré par l'Office d'Hygiène Sociale (O.H.S.) dont la tarification relève de la compétence de l'Etat – N° FINESS : 5400 011 269

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

#### ARRETE

Art. 1<sup>er</sup> : L'article 2 de l'arrêté n°4870 sera modifié comme suit :

Pour l'exercice budgétaire 2007, les recettes et les dépenses prévisionnelles de l'E.S.A.T. sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en Euros	Total en Euros
Dépenses	Groupe I : Dépenses afférentes à l'exploitation courante	50 175,80 €	408 675,09 €
	Groupe II : Dépenses afférentes au personnel	308 162,94 €	
	Groupe III : Dépenses afférentes à la structure	50 336,35 €	
	Déficit 11519 – 119	0,00 €	
Recettes	Groupe I : Produits de la tarification	408 675,09 €	408 675,09 €
	Groupe II : Autres produits relatifs à l'exploitation	0,00 €	
	Groupe III : Produits financiers et produits non encaissables	0,00 €	
	Excédent 11510 -110	0,00 €	

Art. 2 : Pour l'exercice budgétaire 2007, la dotation globale de financement ou le forfait global soins de l'E.S.A.T. de Maxéville est fixé(e) à : 408 675,09 €.

La fraction forfaitaire égale, en application de l'article R.314-107 du code de l'action sociale et des familles, au douzième de la dotation globale de financement est égale à : 34 056,25 €

A compter du 1<sup>er</sup> janvier 2008, le montant de la fraction forfaitaire mensuelle est ramené à : 34 056,25 €.

Art. 3 : Les recours dirigés contre le présent arrêté doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale sis 4 rue Piroux - CO n° 71 - 54036 Nancy Cedex, dans le délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles il sera notifié, à compter de sa notification.

Art. 4 : Une ampliation du présent arrêté sera notifiée à l'établissement concerné.

Art. 5 : En application des dispositions du III de l'article 35 du décret du 22 octobre susvisé, le ou les tarifs fixés à l'article 3 du présent arrêté seront publiés au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Art. 6 : Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et transmis à la direction départementale des archives.

Nancy, le 4 décembre 2007 Pour le préfet et par délégation,  
Pour la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,  
L'inspectrice hors classe,  
Brigitte DEMPTE

Extrait de l'arrêté n° 5497 du 4 décembre 2007 modifiant l'arrêté n° 4869 fixant pour 2007 les dotations globales de financement du service d'aide par le travail (E.S.A.T) de Rosières-aux-Salines - 4 rue Léon Parisot - 54110 Rosières-aux-Salines géré par l'Etablissement Public Départemental dont la tarification relève de la compétence de l'Etat – N° FINESS : 54 001 2796

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

#### ARRETE

Art. 1<sup>er</sup> : L'article 2 de l'arrêté n°4869 du 11 juillet 2007 est modifié comme suit : Pour l'exercice budgétaire 2007, les recettes et les dépenses prévisionnelles de l'E.S.A.T. sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en Euros	Total en Euros
Dépenses	Groupe I : Dépenses afférentes à l'exploitation courante	147 950,00 €	2 159 681,00 €
	Groupe II : Dépenses afférentes au personnel	1 409 979,00 €	
	Groupe III : Dépenses afférentes à la structure	601 752,00 €	
	Déficit 11519 – 119	0,00 €	
Recettes	Groupe I : Produits de la tarification	2 136 681,00 €	2 159 681,00 €
	Groupe II : Autres produits relatifs à l'exploitation	23 000,00 €	

Groupe III : Produits financiers et produits non encaissables	0,00 €
Excédent 11510 -110	0,00 €

Art. 2 : Pour l'exercice budgétaire 2007, la dotation globale de financement ou le forfait global soins de l'E.S.A.T. de Rosières est fixé(e) à : 2 136 181,00 €.

La fraction forfaitaire égale, en application de l'article R.314-107 du code de l'action sociale et des familles, au douzième de la dotation globale de financement est égale à : 178 056,75 €

A compter du 1<sup>er</sup> janvier 2008, le montant de la fraction forfaitaire mensuelle est ramené à : 178 056,75 €.

Art. 3 : Les recours dirigés contre le présent arrêté doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale sis 4 rue Piroux - CO n° 71 - 54036 Nancy Cedex, dans le délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles il sera notifié, à compter de sa notification.

Art. 4 : Une ampliation du présent arrêté sera notifiée à l'établissement concerné.

Art. 5 : En application des dispositions du III de l'article 35 du décret du 22 octobre susvisé, le ou les tarifs fixés à l'article 3 du présent arrêté seront publiés au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Art. 6 : Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et transmis à la direction départementale des archives.

Nancy, le 4 décembre 2007 Pour le préfet et par délégation,  
Pour la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,  
L'inspectrice hors classe,  
Brigitte DEMPTE

#### Direction départementale de l'agriculture et de la forêt Service économie agricole et aménagement foncier

Extrait de la décision du 10 décembre 2007 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Thiaucourt Regnieville - Demande d'autorisation d'exploiter n°2336

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant que la surface en concurrence est inférieure à 18 ha, les rangs de priorité observés sont ceux de l'article 2A du Schéma Départemental des Structures,

Considérant que la taille des exploitations de M. CANTIGET et de M. ROUX, inférieure à 150 équivalents SCOP/UMO, est néanmoins très différente (respectivement 93,7 unités SCOP/UMO et 131 unités SCOP/UMO), le dossier de M. CANTIGET, non soumis à autorisation, est considéré comme prioritaire.

Considérant que la demande de M. CANTIGET est également prioritaire du fait de la localisation de la parcelle demandée qui est contiguë des biens qu'il exploite (le schéma des structures indique en effet dans son article 1, qu'un des objectifs prioritaires du contrôle des structures est de favoriser l'aménagement ou le regroupement parcellaire des exploitations),

Considérant que la demande de M. DUMONT, motivée par l'agrandissement d'une exploitation de plus de 150 équivalents SCOP/UMO (274 unités SCOP/UMO) relève d'un niveau de priorité 3, alors que celle de M. ROUX relève d'un niveau de priorité 1 (131 unités SCOP/UMO),

#### DECIDE

Art. 1<sup>er</sup> : Monsieur ROUX Jean Pierre est autorisé à exploiter 5,21 ha (parcelle E4 à Thiaucourt Regneville) mais n'est pas autorisé à exploiter 1,69 ha (parcelle C 979 à Thiaucourt Regneville), objets de la demande qu'il a déposée.

Art. 2 : Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de Monsieur ROUX Jean Pierre.

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

Art. 3 : Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé, Monsieur ROUX Jean Pierre, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de - THIAUCOURT REGNEVILLE pour affichage.

Nancy, le 10 décembre 2007 Pour le préfet et par délégation,  
Le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt,  
Yves ROYER

Extrait de la décision du 10 décembre 2007 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Thiaucourt Regnieville - Demande d'autorisation d'exploiter n°2367

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant que la surface en concurrence est inférieure à 18 ha, les rangs de priorité observés sont ceux de l'article 2A du Schéma Départemental des Structures,

Considérant que la demande de M. DUMONT, motivée par l'agrandissement d'une exploitation de plus de 150 équivalents SCOP/UMO (274 unités SCOP/UMO) relève d'un niveau de priorité 3, alors que celle de M. ROUX relève d'un niveau de priorité 1 (131 unités SCOP/UMO),



**DECIDE**

Art. 1<sup>er</sup> : Monsieur DUMONT Thierry n'est pas autorisé à exploiter 5,21 ha (parcelle E4 à Thiaucourt Regneville) objets de la demande qu'il a déposée.

Art. 2 : Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Art. 3 : Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé, Monsieur DUMONT Thierry, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de - THIAUCOURT REGNEVILLE pour affichage.

Nancy, le 10 décembre 2007 Pour le préfet et par délégation,  
Le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt,  
Yves ROYER

**Extrait de la décision du 10 décembre 2007 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Thiaucourt Regneville - Demande d'autorisation d'exploiter n°2344**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

**DECIDE**

Art. 1<sup>er</sup> : Monsieur DEGOUTIN Dominique est autorisé à exploiter 11,02 ha (parcelles C25/27/28/41/45/46/126/128/130/131/132/136/145/212/221/238/691/693/694/899 - E27 - F358 à Thiaucourt Regneville) conformément à la demande qu'il a déposée.

Art. 2 : Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de Monsieur DEGOUTIN Dominique.

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

Art. 3 : Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé, Monsieur DEGOUTIN Dominique, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de - THIAUCOURT REGNEVILLE pour affichage.

Nancy, le 10 décembre 2007 Pour le préfet et par délégation,  
Le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt,  
Yves ROYER

**Extrait de la décision du 10 décembre 2007 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Thil - Hussigny Godbrange - Demande d'autorisation d'exploiter n°2366**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant que la surface en concurrence est inférieure à 18 ha, les rangs de priorité observés sont ceux de l'article 2A du Schéma Départemental des Structures,

Considérant que les deux demandes concernent des exploitations dont la taille est similaire et inférieure à 150 équivalents SCOP/UMO,

Considérant que la parcelle objet de la demande de M. GEORGES est enclavée dans un de ses îlots de culture et que le schéma des structures qui indique dans son article 1, qu'un des objectifs prioritaires du contrôle des structures est de favoriser l'aménagement ou le regroupement parcellaire des exploitations, rend la demande de M. GEORGES prioritaire.

**DECIDE**

Art. 1<sup>er</sup> : Monsieur RISCH Jean Claude :

- est autorisé à exploiter 47,45 ha (parcelles ZB 55/62/74 - ZC 61/64/137 - ZD 15/21/44/45/46/53 à Hussigny Godbrange - C 11/12/13/15/32/33/35/179/180/ 206/207/208/264/266/306/307 à THIL)

- n'est pas autorisé à exploiter 0,55 ha (C 288 à THIL), objets de la demande qu'il a déposée.

Art. 2 : Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de Monsieur RISCH Jean Claude.

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

Art. 3 : Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé, Monsieur RISCH Jean Claude, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de - THIL - HUSSIGNY GODBRANGE pour affichage.

Nancy, le 10 décembre 2007 Pour le préfet et par délégation,  
Le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt,  
Yves ROYER

**Extrait de la décision du 10 décembre 2007 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Housseville - Dommarie Eulmont - Vandeleuille - Diarville - Demande d'autorisation d'exploiter n°2405**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant que la surface en concurrence est supérieure à 18 ha, les rangs de priorité observés sont ceux de l'article 2B du Schéma Départemental des Structures,

Considérant que l'installation de jeune agriculteur pouvant prétendre à l'octroi des aides à l'installation relève de la priorité 1 dans le cadre de la constitution d'une exploitation pouvant atteindre une capacité de production de 150 équivalents SCOP/UMO (129 utés SCOP/UMO après reprise et installation de Florian),

Considérant que la demande de Mme DEPRUGNEY Sylvie dont le projet d'installation sans les aides de l'Etat relève de la priorité 7, est moins prioritaire que celle du GAEC du CHEVALET.

**DECIDE**

Art. 1<sup>er</sup> : Madame DEPRUGNEY Sylvie :

- est autorisée à exploiter 64,42 ha qui ne font pas l'objet de concurrence (parcelles Y 215 à Diarville - ZA 2/3/29/30 - ZC 13/38/82 à Dommarie Eulmont - V 60/62/89 à Housseville - ZB 15/16/17/18 - ZC 4/5/8 à Vandeleuille),

- n'est pas autorisée à exploiter 79,48 ha (parcelles ZA 33/40 - ZB 30/31 - ZC 14/39/41 - ZD 11/17/18/19/20 à Dommarie Eulmont - ZB 10/11/41 à Vandeleuille), objets de la demande qu'elle a déposée.

Art. 2 : Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de Madame DEPRUGNEY Sylvie.

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

Art. 3 : Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé, Madame DEPRUGNEY Sylvie, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de - HOUSSEVILLE - DOMMARIE EULMONT - VANDELEUILLE - DIARVILLE pour affichage.

Nancy, le 10 décembre 2007 Pour le préfet et par délégation,  
Le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt,  
Yves ROYER

**Extrait de la décision du 10 décembre 2007 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Dommarie Eulmont - Vandeleuille - Demande d'autorisation d'exploiter n°2385**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant que la surface en concurrence est supérieure à 18 ha, les rangs de priorité observés sont ceux de l'article 2B du Schéma Départemental des Structures,

Considérant que l'installation de jeune agriculteur pouvant prétendre à l'octroi des aides à l'installation relève de la priorité 1 dans le cadre de la constitution d'une exploitation pouvant atteindre une capacité de production de 150 équivalents SCOP/UMO (129 utés SCOP/UMO après reprise et installation de Florian),

Considérant que la demande de Mme DEPRUGNEY Sylvie dont le projet d'installation sans les aides de l'Etat relève de la priorité 7, est moins prioritaire que celle du GAEC du CHEVALET.

**DECIDE**

Art. 1<sup>er</sup> : Le GAEC DU CHEVALET composé de Messieurs DEPRUGNEY Guy, Michael, et Florian est autorisé à exploiter 79,48 ha sous réserve d'installation de Florian DEPRUGNEY avant le 30 juin 2009 (parcelles ZA 33/40 - ZB 30/31 - ZC 14/39/41 - ZD 11/17/18/19/20 à Dommarie Eulmont - ZB 10/11/41 à Vandeleuille), conformément à la demande qu'il a déposée.

Art. 2 : Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter du GAEC DU CHEVALET (Messieurs DEPRUGNEY Guy, Michael, et Florian).

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

Art. 3 : Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé, Messieurs DEPRUGNEY Guy, Michael, et Florian, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de - DOMMARIE EULMONT - VANDELEUILLE pour affichage.

Nancy, le 10 décembre 2007 Pour le préfet et par délégation,  
Le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt,  
Yves ROYER

**Extrait de la décision du 10 décembre 2007 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Ville en Vermois - Fléville devant Nancy - Azelot - Lupcourt - Demande d'autorisation d'exploiter n°2357**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

**DECIDE**

Art. 1<sup>er</sup> : Monsieur SIMONIN Pierre Yves est autorisé à exploiter 72,49 ha sous réserve d'installation avant le 31 décembre 2008 (parcelles ZD11 - ZN3/4 à Azelot - A43 - B3 à 5 à Fléville devant Nancy - 54330 A11/13/22 à 26/28/31/41/42 - B6/9/13/15/16/31 à 34/36/43/44/62/63/77 à 80/120/122/129 à 134/140/211/215 - C13/58/93 - D29/34/57/65/68/76/79/103 à Lupcourt - B5 - ZB2 à 5/12 - ZD28 à Ville en Vermois), conformément à la demande qu'il a déposée.

Art. 2 : Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le

schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de Monsieur SIMONIN Pierre Yves.

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

**Art. 3 :** Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé, Monsieur SIMONIN Pierre Yves, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de - VILLE EN VERMOIS - FLEVILLE DEVANT NANCY - AZELOT - LUPCOURT pour affichage.

Nancy, le 10 décembre 2007 Pour le préfet et par délégation,  
Le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt,  
Yves ROYER

**Extrait de la décision du 10 décembre 2007 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Fléville Lixières - Demande d'autorisation d'exploiter n°2371**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

**DECIDE**

**Art. 1<sup>er</sup> :** Madame PASQUER Francine est autorisée à exploiter 10,02 ha (parcelles ZD 7 et ZC 53 à Fléville- Lixières), conformément à la demande qu'elle a déposée.

**Art. 2 :** Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de Madame PASQUER Francine.

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

**Art. 3 :** Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé, Madame PASQUER Francine, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de - FLEVILLE LIXIERES pour affichage.

Nancy, le 10 décembre 2007 Pour le préfet et par délégation,  
Le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt,  
Yves ROYER

**Extrait de la décision du 10 décembre 2007 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Dommarie Eulmont - Demande d'autorisation d'exploiter n°2407**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

**DECIDE**

**Art. 1<sup>er</sup> :** Monsieur FLORENTIN Fabrice est autorisé à exploiter 4,71 ha (parcelles ZD 21/22 à Dommarie Eulmont), conformément à la demande qu'il a déposée.

**Art. 2 :** Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de Monsieur FLORENTIN Fabrice.

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

**Art. 3 :** Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé, Monsieur FLORENTIN Fabrice, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de - DOMMARIE EULMONT pour affichage.

Nancy, le 10 décembre 2007 Pour le préfet et par délégation,  
Le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt,  
Yves ROYER

**Extrait de la décision du 10 décembre 2007 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Francheville - Demande d'autorisation d'exploiter n°2411**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

**DECIDE**

**Art. 1<sup>er</sup> :** Monsieur FRANCOIS Emmanuel Michel est autorisé à exploiter 4,44 ha (parcelles ZK 70 et 71 à Francheville), conformément à la demande qu'il a déposée.

**Art. 2 :** Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de Monsieur FRANCOIS Emmanuel Michel.

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

**Art. 3 :** Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé, Monsieur FRANCOIS Emmanuel Michel, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de - FRANCHEVILLE pour affichage.

Nancy, le 10 décembre 2007 Pour le préfet et par délégation,  
Le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt,  
Yves ROYER

**Extrait de la décision du 10 décembre 2007 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Sainte Pole - Demande d'autorisation d'exploiter n°2379**  
Le préfet de Meurthe-et-Moselle

**DECIDE**

**Art. 1<sup>er</sup> :** Le GAEC de Bassigny composé de Madame, Messieurs COUSTEUR Gérard, Hervé et Denise est autorisé à exploiter 9,82 ha (parcelles ZA 6/111/113/114/115/116 à Sainte Pôle), conformément à la demande qu'il a déposée.

**Art. 2 :** Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter du GAEC de Bassigny (Madame, Messieurs COUSTEUR Gérard, Hervé et Denise).

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

**Art. 3 :** Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé, Madame, Messieurs COUSTEUR Gérard, Hervé et Denise, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de - SAINTE POLE pour affichage.

Nancy, le 10 décembre 2007 Pour le préfet et par délégation,  
Le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt,  
Yves ROYER

**Extrait de la décision du 10 décembre 2007 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Herbéviller - Demande d'autorisation d'exploiter n°2409**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

**DECIDE**

**Art. 1<sup>er</sup> :** L'EARL de Lannoy composée de Madame, Monsieur VALLEE Noelle et Michel est autorisé à exploiter 2,99 ha (parcelle ZB 33 à Herbéviller), conformément à la demande qu'elle a déposée.

**Art. 2 :** Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de L'EARL de Lannoy (Madame, Monsieur VALLEE Noelle et Michel).

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

**Art. 3 :** Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé, Madame, Monsieur VALLEE Noelle et Michel, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de - HERBEVILLER pour affichage.

Nancy, le 10 décembre 2007 Pour le préfet et par délégation,  
Le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt,  
Yves ROYER

**Extrait de la décision du 10 décembre 2007 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Moriviller - Demande d'autorisation d'exploiter n°2394**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

**DECIDE**

**Art. 1<sup>er</sup> :** Monsieur FERRY Stéphane est autorisé à exploiter 23,46 ha (parcelles ZA 5/9/20/22/31/44/97/98 - ZC42/62/65/66 à Moriviller), conformément à la demande qu'il a déposée.

**Art. 2 :** Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de Monsieur FERRY Stéphane.

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

**Art. 3 :** Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé, Monsieur FERRY Stéphane, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de MORIVILLER pour affichage.

Nancy, le 10 décembre 2007 Pour le préfet et par délégation,  
Le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt,  
Yves ROYER

**Extrait de la décision du 10 décembre 2007 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Ville au Val - Demande d'autorisation d'exploiter n°2406**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

**DECIDE**

**Art. 1<sup>er</sup> :** Monsieur BASUYAUX Julien est autorisé à exploiter 10,2 ha (parcelle A660 à Ville au Val), conformément à la demande qu'il a déposée.

**Art. 2 :** Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de Monsieur BASUYAUX Julien.

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

**Art. 3 :** Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé, Monsieur BASUYAUX Julien, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de - VILLE AU VAL pour affichage.

Nancy, le 10 décembre 2007 Pour le préfet et par délégation,  
Le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt,  
Yves ROYER

**Extrait de la décision du 10 décembre 2007 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Crepey - Demande d'autorisation d'exploiter n°2088**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

**DECIDE**

**Art. 1<sup>er</sup> :** Le GAEC de Clefmont composé de Messieurs CHARDON Alain et GUENEL François est autorisé à exploiter 10,4 ha à Crepey sous réserve d'installation d'Arnaud Chardon avant le 30 juin 2009, conformément à la demande qu'il a déposée.

**Art. 2 :** Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter du GAEC de Clefmont (Messieurs CHARDON Alain et GUENEL François).

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

**Art. 3 :** Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé, Messieurs CHARDON Alain et GUENEL François, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de - CREPEY pour affichage.

Nancy, le 10 décembre 2007 Pour le préfet et par délégation,  
Le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt,  
Yves ROYER

**Extrait de la décision du 10 décembre 2007 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Lesmenils - Demande d'autorisation d'exploiter n°1693**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

**DECIDE**

**Art. 1<sup>er</sup> :** Monsieur JACOB Vincent est autorisé à exploiter 29,24 ha (parcelle ZB 3 à Lesmenils), conformément à la demande qu'il a déposée.

**Art. 2 :** Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de Monsieur JACOB Vincent.

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

**Art. 3 :** Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé, Monsieur JACOB Vincent, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de - LESMENILS pour affichage.

Nancy, le 10 décembre 2007 Pour le préfet et par délégation,  
Le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt,  
Yves ROYER

**Extrait de la décision du 10 décembre 2007 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Landremont - Demande d'autorisation d'exploiter n°1740**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

**DECIDE**

**Art. 1<sup>er</sup> :** Monsieur DISTLER Michael est autorisé à exploiter 24,02 ha (parcelles B180/182 -ZA 22/52/55/57 - ZB 21- ZC 2/7/8 - ZD 2 à Landremont), conformément à la demande qu'il a déposée.

**Art. 2 :** Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de Monsieur DISTLER Michael.

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

**Art. 3 :** Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé, Monsieur DISTLER Michael, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de - LANDREMONT pour affichage.

Nancy, le 10 décembre 2007 Pour le préfet et par délégation,  
Le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt,  
Yves ROYER

**Extrait de la décision du 10 décembre 2007 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Fresnois la Montagne - Epiez sur Chiers - Charency**

**Veizin - Othe - Velosnes - Breheville - Demande d'autorisation d'exploiter n°2403**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

**DECIDE**

**Art. 1<sup>er</sup> :** La SCEA du Rond Buisson composée de Mesdames, Messieurs NEVEU Damien, Jeanne Marie, André et Stéphanie est autorisée à exploiter 211,45 ha, conformément à la demande qu'elle a déposée.

**Art. 2 :** Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de la SCEA du Rond Buisson (Mesdames, Messieurs NEVEU Damien, Jeanne Marie, André et Stéphanie).

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

**Art. 3 :** Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé, Mesdames, Messieurs NEVEU Damien, Jeanne Marie, André et Stéphanie, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de - FRESNOIS LA MONTAGNE - EPIEZ SUR CHIERS - CHARENCEY VEZIN - OTHE - VELOSNES - BREHEVILLE pour affichage.

Nancy, le 10 décembre 2007 Pour le préfet et par délégation,  
Le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt,  
Yves ROYER

**Extrait de la décision du 10 décembre 2007 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Belleau - Landremont - Bezaumont - Ville au Val - Sivry - Demande d'autorisation d'exploiter n°2408**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

**DECIDE**

**Art. 1<sup>er</sup> :** L'EARL de la Nataigne composée de Mademoiselle, Monsieur VAUTRIN Lorraine et Alexandre est autorisée à exploiter 138,9 ha, conformément à la demande qu'elle a déposée.

**Art. 2 :** Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de l'EARL de la Nataigne (Mademoiselle, Monsieur VAUTRIN Lorraine et Alexandre).

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

**Art. 3 :** Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé, Mademoiselle, Monsieur VAUTRIN Lorraine et Alexandre, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de - BELLEAU - LANDREMONT - BEZAUMONT - VILLE AU VAL - SIVRY pour affichage.

Nancy, le 10 décembre 2007 Pour le préfet et par délégation,  
Le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt,  
Yves ROYER

**Extrait de la décision du 10 décembre 2007 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Autrepierre - Demande d'autorisation d'exploiter n°2418**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

**DECIDE**

**Art. 1<sup>er</sup> :** Madame DEDENON Janique est autorisée à exploiter 39,3 ha (parcelles ZM 15/16/48 - ZP 18 à Autrepierre), conformément à la demande qu'il a déposée.

**Art. 2 :** Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de Madame DEDENON Janique.

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

**Art. 3 :** Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé, Madame DEDENON Janique, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de - AUTREPIERRE pour affichage.

Nancy, le 10 décembre 2007 Pour le préfet et par délégation,  
Le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt,  
Yves ROYER

**Extrait de la décision du 10 décembre 2007 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Jaillon - Demande d'autorisation d'exploiter n°2416**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

**DECIDE**

**Art. 1<sup>er</sup> :** Madame SOMMER Anne Lise est autorisée à exploiter 4,86 ha (parcelles ZA 11/45/46 - ZB 48 - ZD 7 à Jaillon), conformément à la demande qu'il a déposée.

**Art. 2 :** Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le

schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de Madame SOMMER Anne Lise.

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

Art. 3 : Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé, Madame SOMMER Anne Lise, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de - JAILLON pour affichage.

Nancy, le 10 décembre 2007 Pour le préfet et par délégation,

Le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt,  
Yves ROYER

Ces décisions peuvent être contestées dans les deux mois qui suivent leur notification si les personnes concernées par chaque décision estiment qu'il a été fait une application incorrecte de la réglementation en vigueur, en précisant le point sur lequel porte leur contestation :

- Par recours gracieux auprès de l'auteur de la décision ou hiérarchique adressé au Ministre de l'Agriculture et de la Pêche. L'absence de réponse dans un délai de deux mois fait naître une décision implicite de rejet qui peut elle-même être déférée au Tribunal Administratif de Nancy dans les deux mois suivants.

- Par recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Nancy – 5, place de la Carrière – C.O.38 – 54036 Nancy Cedex.

### Extrait de l'arrêté 2008/477 du 23 janvier 2008 relatif aux priorités fixées pour l'attribution des droits à prime issus de la réserve

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

#### ARRETE

Art. 1<sup>er</sup> : Pour le département de Meurthe-et-Moselle, les priorités d'attribution de droits à prime issus de la réserve entre les catégories de producteurs de département sont, en application des dispositions inscrites à l'article 6 de l'arrêté du 2 juillet 2007 susvisé, fixées selon l'ordre établi ci-après :

Pour les producteurs de vaches allaitantes :

- Les installations ( bénéficiaire des aides à l'installation à titre principal) ;
- Les recours ;
- Les éleveurs spécialisés détenant plus de 5 droits définitifs lors de la campagne 1999 ;
- Les éleveurs mixtes détenant plus de 5 droits définitifs lors de la campagne 1999 ;
- Les autres éleveurs demandeurs de droits ;

L'ensemble de ces critères est précisé à l'annexe 1 du présent arrêté.

Pour les producteurs de brebis :

- Les dossiers d'installations
- Les dossiers qualifiés de prioritaires sur les anciennes commissions;
- Les dossiers qualifiés de prioritaires lors de la dernière commission ;
- Les éleveurs spécialisés détenant au moins 10 droits ;

L'ensemble de ces critères est précisé à l'annexe 2 du présent arrêté.

Art. 2 : Le secrétaire général de la préfecture et le directeur départemental de l'agriculture sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 23 janvier 2008

Pour le préfet et par délégation,  
Le secrétaire général,  
Jean-Michel MOUGARD

#### ANNEXE 1

##### CRITERES D'ATTRIBUTION DE DROITS DEFINITIFS PRIME A LA VACHE ALLAITANTE

Les éleveurs demandeurs de droits seront servis selon l'ordre de priorité suivant :

1/ Les installations (bénéficiaire des aides à l'installation à titre principal)

Attribution selon la grille d'équivalence SCOP.

Le calcul d'équivalents SCOP sera calculé sur la dernière déclaration PAC connue, augmentée le cas échéant de la reprise de superficie et ou droits à primes ou références laitières.

Pas de panachage possible entre les différentes productions.

Possibilité d'octroi de droits même dans le cas où le demandeur n'en détient pas le transfert.

Chargement maximum de 1 UGB par hectare de STH pour les JA installés après le 15 mai 2007.

Attribution en vue d'une détention de droits entiers.

Pas d'augmentation de la STH depuis moins de cinq ans.

Mise en œuvre d'une réserve installation la moins élevée possible pour favoriser une utilisation optimum des droits détenus dans le département.

Attribution de droits payants à l'installation afin d'éviter les échéanciers de trois années et ainsi permettre l'offre temporaire des droits détenus par le jeune.

Attribution de droits définitifs si l'installation se réalise avant la notification de droits définitifs ou attribution de droits temporaires si la date de notification est dépassée.

Dans ce dernier cas les dossiers seront ultra-prioritaires pour l'affectation de droits définitifs sur la campagne suivante.

Il sera pris en compte la date d'installation réelle pour attribution des droits.

Il n'existe plus de différences entre les installations mixtes ou spécialisées lors de l'attribution des droits à l'installation.

2/ Les recours

3/ Les éleveurs spécialisés détenant plus de 5 droits définitifs lors de la campagne 1999

Conditions pour être attributaire de droits :

- détenir par exploitation au moins 5 droits définitifs,
- être âgé de moins de 56 ans (cohérence avec le PAD),
- être en règle avec la législation sur les structures (comparaison de superficies entre les déclarations PAC année n - 1 et n - 2 ....),
- avoir déclaré un nombre d'animaux éligible au moins égal à 100 % de son droit à prime sur la campagne N - 1 et N - 2,
- être qualifié d'éleveur à titre principal (c'est à dire exploiter au moins 17 hectares 50),
- avoir un chargement après attribution au plus égal à 1 UGB par hectare de STH :

la STH correspondra à celle constatée sur la déclaration PAC N - 1,

le nombre d'UGB pris en compte sera calculé selon le système suivant :

- nombre de droits VA détenus augmentés du nombre UGB ovins détenus (nombre de droits multipliés par un coefficient de 0,15) augmentés du nombre d'UGB lait détenu (références laitières divisées par la moyenne contrôle laitier ou en l'absence de contrôle laitier par le rendement retenu pour le calcul UGB PAC,

- détenir un nombre d'équivalents SCOP avant attribution inférieur à 150 (d'où possibilité après attribution de dépasser les 150).

Lors de la demande, les éleveurs devront indiquer la main-d'œuvre présente afin de calculer le nombre d'équivalents SCOP par UTH sur l'exploitation. En cas de non réponse sur cet élément, seule la main d'œuvre connue sera comptabilisée pour calculer le nombre d'équivalents SCOP par UTH.

Par dérogation, les éleveurs qui à la suite d'une installation détiennent au moins 5 droits définitifs seront considérés comme faisant partie de la catégorie 3.

Le plafond d'octroi de primes supplémentaires est fixé à 5 droits temporaires et définitifs calculé sur 3 campagnes consécutives (arrondi pour la détention de droits entiers).

L'attribution de droits s'effectuera par ordre croissant de chargement.

4/ Les éleveurs mixtes détenant plus de 5 droits définitifs lors de la campagne 1999

Les conditions d'attribution sont identiques à la priorité numéro 3.

Par dérogation, les éleveurs détenteurs au minimum de 5 droits vaches allaitantes en 1993 et les ayants cédés en raison du seuil de 120 000 kg seront considérés comme faisant partie de la catégorie 4 sous réserve qu'ils aient toujours un cheptel de vaches allaitantes et qu'ils soient livreurs de lait.

Par dérogation, les éleveurs qui à la suite d'une installation détiennent au moins 5 droits définitifs seront considérés comme faisant partie de la catégorie 4.

Le plafond d'octroi de primes supplémentaires est fixé à 5 droits temporaires et définitifs calculé sur 3 campagnes consécutives (arrondi pour la détention de droits entiers).

L'attribution de droits s'effectuera par ordre croissant de chargement.

5/ Les autres éleveurs demandeurs de droits

Hormis le fait de détenir au moins 5 droits définitifs, les conditions d'attribution sont identiques à la priorité numéro 3.

Dans le cas où les éleveurs n'auront pas fait de déclaration VA sur les deux dernières campagnes, il sera demandé à l'éleveur de fournir une attestation du GDS précisant qu'il détenait au moins 10 animaux de plus de 36 mois éligibles à la PMTVA.

Le plafond d'octroi de primes supplémentaires est fixé à 5 droits temporaires et définitifs calculé sur 3 campagnes consécutives (arrondi pour la détention de droits entiers).

L'attribution de droits s'effectuera par ordre croissant de chargement.

#### ANNEXE 2

##### CRITERES D'ATTRIBUTION DE DROITS DEFINITIFS PRIME A LA BREBIS

ORDRE DE PRIORITE	STATUT :					
1	Les dossiers d'installations					
2	Les dossiers qualifiés de prioritaires sur les anciennes commissions					
3	Les dossiers qualifiés de prioritaires lors de la dernière commission					
ORDRE DE PRIORITE	STATUT PROFES- SIONNEL	AGE (ans)	SPECIALI- SATION OVINE	CHARGE- MENT	PLAFOND ANNUEL (brebis)	Eq SCOP
4	A	< 55	DI > ou = à 10	Aucun	200	< 150
5	A	< 55	SDI	Aucun	200	< 150
6	A	> 55	DI > ou = à 10	Aucun	100	< 150
7	A	55 < 59	SDI	Aucun	100	< 150
8	Double actif	< 55	DI > ou = à 80	Aucun	100	< 150
9	A	< 55	DI > ou = à 10	Aucun	200	> 150
10	A	< 55	SDI	Aucun	200	> 150
11	A	> 55	DI > ou = à 10	Aucun	100	> 150
12	A	55 < 59	SDI	Aucun	100	> 150
13	Double actif	< 55	SDI ou DI > ou = à 10	Aucun	100	> 150

DI = droits initiaux

A = temps plein

Service forêt, environnement et développement rural

Extrait de l'arrêté n° 2008/01 du 16 janvier 2008 prononçant une application du régime forestier dans la commune de Vallois

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

#### ARRETE

Art. 1<sup>er</sup> : Il est fait application du régime forestier aux parcelles de terrain désignées ci-après :

Personne	Désignation cadastrale	Conte-	Territoire
----------	------------------------	--------	------------

morale propriétaire	Section	N° de parcelle	Lieudit	nance (ha)	communal
Commune de Vallois	A	199	Les pièces	0,0828	Vallois
	B	343	L'enfer	0,1261	
	B	346	L'enfer	0,0680	
	B	347	L'enfer	0,0345	
	B	350	L'enfer	0,0639	
	C	526	Petite bauville	0,0814	
	C	527	Petite bauville	0,1627	
Total :				0,6194	

**Art. 2 :** Le secrétaire général de la préfecture, le directeur de l'agence de Meurthe-et-Moselle sud de l'office national des forêts à Nancy sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture Meurthe-et-Moselle et dont ampliation sera adressée au maire de la commune de Vallois.

Nancy, le 16 janvier 2008 Pour le préfet et par délégation,  
Le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt,  
Yves ROYER

**Extrait de l'arrêté n° 2008/02 du 16 janvier 2008 prononçant une application du régime forestier dans la commune de Tramont-Saint-André**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

**ARRETE**

**Art. 1<sup>er</sup> :** Il est fait application du régime forestier aux parcelles de terrain désignées ci-après :

Personne morale propriétaire	Désignation cadastrale			Contenance (ha)	Territoire communal
	Section	N° de parcelle	Lieudit		
Commune de Tramont-Saint-André	A	8	Longues Lomont	0,5790	Tramont-Saint-André
	A	240	Devant Lomont	0,1060	
	A	241	Devant Lomont	0,0930	
	A	242	Devant Lomont	0,3350	
	A	243	Devant Lomont	0,3250	
	A	244	Devant Lomont	0,3205	
	A	245	Devant Lomont	0,2555	
	A	246p	La Cuvotte	0,3612	
	A	247	Travers la Petite Haye	1,0040	
	A	248	Travers la Petite Haye	0,9940	
	C	195p	Sur la Haye	0,9390	
	C	208		0,1220	
	C	209		0,2040	
	C	210	Haye de Vaucel	0,5350	
	C	212	Haye de Vaucel	1,4630	
	C	214p	Haye de Vaucel	0,4966	
	C	406	Bas Chien	0,3100	
Total :				8,4428	

**Art. 2 :** Le secrétaire général de la préfecture, le directeur de l'agence de Meurthe-et-Moselle sud de l'office national des forêts à Nancy sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont ampliation sera adressée au maire de la commune de Tramont-Saint-André.

Nancy, le 16 janvier 2008 Pour le préfet et par délégation,  
Le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt,  
Yves ROYER

*Service environnement - eau*

**Extrait de l'arrêté du 20 décembre 2007 relatif à la prorogation de l'arrêté préfectoral du 17 octobre 2005 définissant le 3<sup>ème</sup> programme d'action à mettre en œuvre dans la zone vulnérable de Meurthe-et-Moselle en vue de la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

**ARRETE**

**Art. 1<sup>er</sup> :** La période de validité de l'arrêté préfectoral du 17 octobre 2005 relatif au 3<sup>ème</sup> programme d'action à mettre en œuvre dans la zone vulnérable de Meurthe-et-Moselle en vue de la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole est prorogée au delà du 20 décembre 2007 jusqu'à la date d'application de l'arrêté préfectoral qui définira le 4<sup>ème</sup> programme d'action à mettre en œuvre dans la zone vulnérable de Meurthe-et-Moselle en vue de la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole.

**Art. 2 :** Le secrétaire général de la préfecture, le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt, le lieutenant-colonel commandant le groupement de gendarmerie, le directeur départemental de la sécurité publique, les agents visés à l'article 19 de la loi n° 92-3 du 3 janvier 1992 sur l'eau, sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'application du présent arrêté qui sera inséré au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Une copie du présent arrêté sera transmise pour affichage à toutes les communes incluses en zone vulnérable (cf liste en annexe).

Une copie sera transmise pour information au président du conseil général de Meurthe-et-Moselle, à la présidente de l'association des maires, au président de la chambre d'agriculture, au président de la fédération départementale des syndicats d'exploitants agricoles, au président des jeunes agriculteurs, au président de la confédération paysanne, au coordonnateur départemental des hydrogéologues agréés de Meurthe-et-Moselle, au président de la FDAAPP de Meurthe-et-Moselle, aux présidents des opérations agri-environnementales (ferti-mieux, agri-mieux, ...), des zones Crusnes-Chiers, Rupt-de-Mad, Plateau du Haut-Sainctois, Esch-Plateau de Haye et Gorze, à la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales, au directeur départemental

des services vétérinaires, au directeur départemental de l'équipement, au directeur du service interdépartemental de la navigation du nord-est, au directeur régional de l'environnement, au directeur régional de l'industrie de la recherche et de l'environnement, au directeur régional des affaires sanitaires et sociales, au directeur régional de l'agriculture et de la pêche, au directeur de l'agence de l'eau Rhin-Meuse et au ministère de l'écologie, du développement et de l'aménagement durables.

Nancy, le 20 décembre 2007

Pour le préfet et par délégation,  
Pour le secrétaire général absent,  
Le sous-préfet chargé de la cohésion sociale,  
Jérôme NORMAND

*La liste des communes incluses en zone vulnérable est consultable à la DDAF - Service environnement-eau et à la préfecture - DDDPI - Bureau de l'aménagement du territoire et de l'environnement.*

**Extrait de l'arrêté du 21 décembre 2007 instituant des réserves de pêche quinquennales de 2008 à 2012 sur le domaine public fluvial dans le département de Meurthe-et-Moselle**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

**ARRETE**

**Art. 1<sup>er</sup> :** Toute pêche est interdite du 01/01/2008 au 31/12/2012 sur les tronçons de cours d'eau et de canaux mis en réserve ci-après :

PROPOSITIONS RESERVES DE PECHE 2008-2012

Département de Meurthe-et-Moselle

DESIGNATION	Longueur des parties réservées (en mètres)	
	Lit principal	Bras
LA MOSELLE		
Ecluse de PAGNY-SUR-MOSELLE : depuis l'ouvrage jusqu'à 50 m en aval. Lots de pêche entre n° 51 et 58.	50 m	
Seuil fixe de VANDIERES à VANDIERES, PAGNY et VITTONVILLE : depuis le seuil jusqu'à 50 m en aval. Lots de pêche entre n° 57 et 58.	50 m	
Barrage de PONT-à-MOUSSON : depuis l'ouvrage jusqu'à 100 m en aval de l'ouvrage. Lot de pêche n° 56.	100 m	
Nouvelle porte de garde de PONT-à-MOUSSON : depuis l'ouvrage jusqu'à 50 m en aval.	50 m	
Lots de pêche entre n° 46 et 56.		
Ancienne écluse de PONT-à-MOUSSON sur l'ancien canal : depuis l'ouvrage jusqu'à 50 m en aval. Lots de pêche entre n° 29 et 44.	50 m	
Ancien bras de la Moselle en amont immédiat de la confluence du ruisseau du Moulin au lieu-dit « Saussaie-Voirin » à PONT-à-MOUSSON. Lot de pêche n°44		550 m
Bras de l'Obriion à DIEULOUARD : du barrage de MONS (ancien pont) au pont de l'autoroute A31. Lot de pêche n°41		1000 m
Barrage du LIEGEOT à AUTREVILLE et BELLEVILLE : depuis l'ouvrage jusqu'à 50 m en aval. Lot de pêche n°33	50 m	
Ecluse de CUSTINES : depuis l'amont de l'écluse jusqu'à 50 m en aval. Lots de pêche entre n°28 et 30	300 m	
Accès au port de FROUARD, grande écluse de CLEVANT : depuis l'amont de l'écluse jusqu'à 50 m en aval ainsi que la partie située en aval de la darse du Port de FROUARD.	180m	
Lot de pêche n° 27.		
Accès au port de FROUARD, petite écluse de CLEVANT : depuis l'amont de l'écluse jusqu'à 50 m en aval	100m	
Lot de pêche n° 27.		
Barrage / écluse de POMPEY-FROUARD :		
Rive gauche l'amont de l'écluse jusqu'à 50 m en aval;	270 m	
Rive droite depuis la turbine hydroélectrique de FROUARD jusqu'à 50 m en aval (communes de POMPEY-FROUARD).	500 m	
Lots de pêche n° 25 et 26		
Darse du port de FROUARD	900m	
LOT de pêche n°27		
Canal de fuite de l'usine hydroélectrique de FROUARD : depuis l'ouvrage jusqu'à 50 m en aval (communes de FROUARD et de POMPEY). Lots de pêche n° 25 et 26		50 m
Barrage / écluse d'AINGERAY :	925m	
-> Rive droite : depuis l'amont de l'écluse jusqu'à l'extrémité du point aval.		
-> Rive gauche : depuis le barrage jusqu'à 50 m à l'aval.	50 m	
Lots de pêche n° 22 et 23.		
Barrage de CHAUDENEY-sur-MOSELLE : depuis le barrage jusqu'à 50 m à l'aval.	50 m	
Lot de pêche n° 13.		
Reculée de Clément sur le territoire des communes de CHAUDENEY et TOUL – rive droite et gauche de la rivière Moselle, de 50 m en amont jusqu'à 50 m en aval.	150 m	
Lot de pêche n°13.		
Bras de MOSELLE à TOUL, lieu-dit « la champagne », rive gauche : du rejet de la station d'épuration à la pointe aval de l'île, y compris l'île.	300m	
Lot de pêche 14.		
Moselle sauvage		
Canal de fuite des Moulins Aubry sur toute sa longueur jusqu'à sa confluence avec la Moselle (commune de TOUL).	120 m	
Barrage de VILLEY-le-SEC (MOSELLE non navigable) : depuis le barrage jusqu'à 50 m à l'aval du barrage (commune de VILLEY-le-SEC).	50 m	
Lot de pêche n° 11.		
Barrage de MEREVILLE : depuis les ouvrages jusqu'à 100 m en aval.	100 m	
Lot de pêche n° 3.		
Barrage de FLAVIGNY-SUR-MOSELLE : depuis le barrage jusqu'à 100 m en aval.	100 m	
Lot de pêche n° 1.		

Rigole d'alimentation en aval du barrage de FLAVIGNY-SUR-MOSELLE : depuis le petit barrage jusqu'à 50 m en aval. Lot de pêche n°1	50 m	
LE CANAL BE L'EST (branche Sud) Aucune réserve de pêche		
EMBRANCHEMENT DE NANCY Réserve des prises d'eau de RICHARDMENIL : depuis l'ouvrage jusqu'à 50 m en aval du pont de la RD 115B (commune de RICHARDMENIL). Lot de pêche n°9.	100 m	
En rive droite de la rivière Moselle, depuis le pont de l'A330 jusqu'au pont de la RD115B.	3220 m	
LE CANAL DE LA MARNE AU RHIN Ruisseau alimentant l'étang-réservoir de PARROY : dépendances du réservoir et de la rigole d'alimentation du canal jusqu'à la vanne d'admission dans le bief (commune de PARROY et XURES).	0,28 ha	
LA MEURTHE Barrage des Grands Moulins de LUNEVILLE : depuis les ouvrages jusqu'à 100 m en aval	100 m	
Barrage des usines de TOMBLAINE : depuis l'ouvrage jusqu'à 100 m en aval (communes de TOMBLAINE RD et JARVILLE RG). Lot de pêche n° B12.	100 m	
Bras de décharge de la MEURTHE à NANCY, de la vanne du barrage du Bras Vert jusqu'au pont de l'avenue du XXème Corps.		555 m
Barrage des Grands Moulins à NANCY : depuis le barrage jusqu'à 50 m à l'aval	50 m	
Barrage du Moulin Noir depuis le barrage jusqu'à 50 m en aval (communes de CHAMPIGNEULLES et LAY-St-CHRISTOPHE)	50 m	
« La Méchelle » : du pont de la concorde jusqu'à 500 m en aval (communes de TOMBLAINE et SAINT MAX)	500 m	
Lot de pêche B12 Meurthe - section B		
LA PLAINE Rivière limitrophe avec le département des VOSGES Réserve de PIERRE PERCEE : du seuil de la PLAINE (confluence du ruisseau de SAUSSURE) à l'ancien Pont Bleu (confluence du ruisseau de CHALARUPT). Lot de pêche n° 5.		
LE VAL Du Marquis au Pont de NORROY à SAINT-SAUVEUR.		
LA VEZOUZE Barrage du moulin de BLAMONT : de la confluence du Canal du Moulin jusqu'à 50 m en aval du Pont Rouge (commune de BLAMONT). Lot de pêche n° 3.	450m	
Réserve de CIREY-sur-VEZOUZE : du confluent des ruisseaux Le VAL et Le CHATILLON sous la traversée couverte de CIREY-sur-VEZOUZE jusqu'au premier pont en aval (Pont de la route d'HARBOUEY) (commune de CIREY-sur-VEZOUZE). Lot de pêche n° 1.	350m	

**Art. 2 :** Les réserves seront dûment signalées par pancartes ou tout autre moyen.

**Art. 3 :** Dans les réserves ainsi instituées toute pêche est interdite à quelque époque que ce soit. Cette interdiction n'est pas opposable aux pêches extraordinaires exécutées en application du second alinéa de l'article L 436-9 du code de l'environnement.

**Art. 4 :** Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, les sous-préfets de BRIEY, LUNEVILLE et TOUL, les maires de AINGERAY, AUTREVILLE, BELLEVILLE, BLAMONT, CHAMPIGNEULLES, CHAUDENEY-sur-MOSELLE, CIREY-sur-VEZOUZE, CUSTINES, DIEULOUARD, FLAVIGNY-sur-MOSELLE, FROUARD, JARVILLE, LAY-St-CHRISTOPHE, LUNEVILLE, MEREVILLE, NANCY, PAGNY-sur-MOSELLE, PARROY, PIERRE-PERCEE, POMPEY, PONT-à-MOUSSON, RICHARDMENIL, ROVILLE-devant-BAYON, SAINT-MAX, SAINT-SAUVEUR, TOMBLAINE, TONNOY, TOUL, VANDIERES, VILLEY-le-SEC, VITTONVILLE, XURES, le colonel commandant le groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle, le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt, le directeur interdépartemental du service de la navigation du nord-est et le chef du service départemental de l'ONEMA sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont ampliation sera adressée au président de la fédération de Meurthe-et-Moselle pour la pêche et la protection du milieu aquatique.

**Art. 5 :** Le présent arrêté sera affiché dès réception pendant un mois dans les mairies citées à l'article 4. Cet affichage sera renouvelé chaque année à la même date et pour la même durée.

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 21 décembre 2007

Pour le préfet et par délégation,  
Le secrétaire général,  
Jean-Michel MOUGARD

**Extrait de l'arrêté du 28 janvier 2008 relatif à l'épandage des boues issues du traitement des eaux usées de la station d'épuration du SIVOM de l'agglomération mirecurtienne soumis au régime de la déclaration préalable avec prescriptions particulières**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

## ARRETE

**Art. 1<sup>er</sup> :** OBJET DE LA DEMANDE

Récépissé de déclaration assorti des prescriptions particulières est donné au SIVOM de l'agglomération mirecurtienne concernant l'épandage des boues de la station d'épuration issues du traitement des eaux usées.

**CARACTERISTIQUES DE LA STATION**

Capacité : 30 000 équivalent habitants

Mode de traitement : biologique à aération prolongée  
Tonnage annuel maximum de boues : 400 t MS  
Traitement des boues : Grille d'égouttage et filtre à presse  
Stockage des boues : Trois logettes d'une capacité totale de 1 160 tonnes.  
**PLAN D'EPANDAGE**

Les boues ne pourront être épandues que sur les parcelles identifiées dans le dossier déposé le 19 mars 2007 par le SIVOM de l'agglomération mirecurtienne de la station de Mirecourt.

La liste, la cartographie des parcelles retenues pour l'épandage, les coordonnées Lambert II des points de prélèvement pour analyses de sols, ainsi que le protocole de suivi nickel sont joints à l'arrêté en annexes.

Le récépissé de déclaration relatif à l'épandage des boues issues du traitement des eaux usées de la station de Mirecourt délivré au SIVOM de l'Agglomération Mirecurtienne le 20 mars 2007 est abrogé.

**Art. 2 :** LES PRATIQUES D'EPANDAGE

L'intervalle entre deux apports de boues sera de trois ans minimum.

L'intervalle entre un apport d'effluents d'élevage (fumiers ou lisiers) et boues sera de deux ans minimum.

Une même parcelle ne pourra être incluse dans plusieurs plans d'épandage de stations d'épuration urbaines ou industrielles.

En cas d'épandage sur des parcelles situées en zone vulnérable, les épandages devront être conformes au programme d'action à mettre en œuvre sur les zones vulnérables à la pollution par les nitrates d'origine agricoles.

**Art. 3 :** LES MODALITES DE SURVEILLANCE

**LES BOUES**

Leurs compositions sont conformes aux valeurs limites fixées par l'arrêté du 8 Janvier 1998.

Les analyses portant sur les valeurs agronomiques sont réalisées dans un délai le plus bref possible avant épandage et tels que les résultats d'analyses soient connus avant la réalisation de l'épandage.

La fréquence de ces analyses, de même que les valeurs limites, sont fixées par l'arrêté du 8 Janvier 1998. La fréquence imposée, compte tenu du tonnage de matière sèche, est de :

Fréquence des analyses par an	Première année	Année de routine (1)
Valeurs agronomiques	12	6
Eléments traces métalliques (2) (cadmium, chrome, cuivre, mercure, nickel, plomb, zinc)	8	4
Composés traces métalliques	4	2

(1) Ce nombre sera égal au nombre d'analyses réalisées lors de la première année pour les éléments suivants :

- paramètres caractérisant la valeur agronomique : éléments dont les analyses témoignent d'une variabilité élevée (écart de plus de 30% entre la valeur la plus haute et la valeur la plus basse ramenées au taux de matière sèche) ;
- éléments-traces métalliques et composés traces organiques : éléments dont la teneur lors de la première année ou lors d'une année suivante est supérieure à 75% de la valeur limite correspondante.

(2) Si les boues sont destinées à être épandues sur pâturage, cette fréquence sera appliquée au paramètre Sélénium lors de la première année.

Si l'une de ces analyses révèle une teneur en Sélénium supérieure à 25 mg/kg (ou si une nouvelle source de risque de contamination apparaît), cet élément fera l'objet d'une analyse de routine les années suivantes.

**LES SOLS**

Les sols seront analysés sur chaque point de référence :

- après l'ultime épandage sur la parcelle de référence en cas d'exclusion de celle-ci du périmètre d'épandage ;
- au minimum tous les dix ans.

Ces analyses porteront sur les éléments suivants : Cadmium, Chrome, Cuivre, Mercure, Nickel, Plomb, Zinc et pH.

**LE REGISTRE D'EPANDAGE**

Le producteur de boues tiendra à jour, au cours de la campagne, un registre d'épandage indiquant les caractéristiques des boues et de leur traitement, les dates et parcelles d'épandage, les quantités épandues, les cultures pratiquées et les personnes impliquées dans l'épandage.

Chaque année, une synthèse de ce registre sera communiquée au service chargé de la police de l'eau (Direction Départementale de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle) et aux utilisateurs des boues, selon le modèle de l'annexe 6 de l'arrêté du 8 janvier 1998 joint en annexe.

Le registre sera conservé par le déclarant pendant une durée de 10 ans.

**PREVISIONNEL ET BILAN AGRONOMIQUE**

Chaque année, l'épandage fera l'objet :

- d'un programme prévisionnel d'épandage, établi conjointement ou en accord avec les utilisateurs définissant les parcelles concernées par la campagne annuelle, les cultures pratiquées et leurs besoins, les préconisations d'emploi des boues, notamment les quantités devant être épandues, le calendrier d'épandage et les parcelles réceptrices ;
- à la fin de chaque campagne annuelle, d'un bilan agronomique de celle-ci, comportant notamment le bilan de fumure, et les analyses réalisées sur les sols et les boues.

Ces documents sont transmis par le producteur de boues au préfet de Meurthe-et-Moselle.

**Art. 4 :** PROBLEMATIQUE NICKEL

Les parcelles du tableau 1 présentent des teneurs naturelles en Nickel supérieures à la norme de 50 mg/kg, en conséquence le SIVOM de l'Agglomération Mirecurtienne met en place un protocole de suivi sur ces parcelles (annexe 2 au présent arrêté).

Point de référence	Parcelles associées	Ban communal des parcelles associées	Teneur en Nickel mg/kg de MS	Teneur en Nickel DTPA mg/kg de MS

JEAA 44	JEAA 44	DIARVILLE	51,68	0,52
NICM 03	NICM 03	DIARVILLE	54,97	0,86
SMIM 42	SMIM 42	QUEVILLONCOURT	53,31	0,61
JEAA 45	JEAA 42	DIARVILLE	58,44	1,28
	JEAA 43	DIARVILLE		
	JEAA 45	DIARVILLE		

Tableau 1 : Teneur en Nickel des parcelles

Ce protocole a été établi à partir de l'étude réalisée par l'E.N.S.A.I.A. sur la biodisponibilité du nickel, il est conforme au protocole de suivi, pour l'épandage sur les terrains dont la teneur en nickel dépasse les 50 mg/kg, validé par le Conseil Supérieur d'Hygiène Publique de France requis sur ce thème. Les points de prélèvement de référence auront pour coordonnées Lambert II étendu :

Libellé du point	X	Y
JEAA 44	881 597	2 381 920
NICM 03	881 627	2 382 137
SMIM 42	878 478	2 393 179
JEAA 45	881 880	2 382 230

Les échantillons feront l'objet d'une analyse de pH, Nickel total et Nickel disponible (DTPA) et de même un suivi de la qualité des cultures sera mis en place.

**Art. 5 : FILIERE ALTERNATIVE**

En cas d'impossibilité d'épandage, les boues seront mises en décharge de classe II ou éliminées par toute voie respectant les textes en vigueur.

**Art. 6 : CONVENTIONS**

Les relations entre la collectivité productrice et les exploitants agricoles des parcelles visées par les épandages font l'objet de conventions particulières.

**Art. 7 : RECOURS**

La présente décision ne pourra être déférée qu'au Tribunal Administratif.

Le délai de recours est de 2 mois pour le permissionnaire à compter de la notification de la décision et de 4 ans pour les tiers à compter de la publication ou de l'affichage (article L 214-10 du code de l'environnement)

**Art. 8 : DROITS DES TIERS**

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

**Art. 9 : EXECUTION ET PUBLICATION DE L'ARRETE**

Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, la présidente du SIVOM de l'agglomération mirecurtienne, les maires des communes de Diarville, Quevilloncourt, Vaudemont, et Vézelize, le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt de Meurthe-et-Moselle, le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt des Vosges et la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales de Meurthe-et-Moselle sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté dont copie sera notifiée au SIVOM de l'agglomération mirecurtienne (pétitionnaire) et affichée dans les mairies sus-visées.

Copie du présent arrêté sera publiée au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Une copie sera transmise pour information à M. le chargé de la Mission de Recyclage Agricole des Déchets de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 28 janvier 2008

Pour le préfet et par délégation,

Le secrétaire général,  
Jean-Michel MOUGARD

**ANNEXE 1 :  
PARCELLES D'EPANDAGE DE BOUES DE LA STATION  
DU SIVOM DE L'AGGLOMERATION MIRECURTIENNE**

ILOT	DEPT	COMMUNE	LIEU DIT	REFERENCE CADASTRALE	SURFACE en ha	
					TOTALE	EPAN-DABLE
JEAA 04	54	VAUDEMONT	Au Tremblay	ZA 30-31-32	6,08	6,08
JEAA 42	54	DIARVILLE	Sur la route	Y 133	0,08	0,08
JEAA 43	54	DIARVILLE	Sur la route	Y 134	0,33	0,33
JEAA 44	54	DIARVILLE	A Solligny	ZA 2-3	6,63	6,63
JEAA 45	54	DIARVILLE	A Menanrupt	ZA 10-11-12-27-28-29-30	6,11	6,11
NICM 02	54	DIARVILLE	Sur la route de Diarville	Y 132	0,26	0,26
NICM 03	54	DIARVILLE	Au paquis	Y 169-189-190-191	4,35	4,35
NICM 04	54	DIARVILLE	A Ménanrupt	ZA 09	4,59	4,59
NICM 23	54	DIARVILLE	Menanrupt	ZA 15	8,95	8,95
NICM 24	54	DIARVILLE	Solligny	ZA 6	0,29	0,29
SMIM 25	54	QUEVILLON-COURT	Clos renard	B 57-82-83	4,48	4,48
SMIM 28	54	VEZELISE	Chazot	ZB 22-23-24	6,93	6,93

SMIM 29	54	VEZELISE	Chazot	ZB 57	1,93	1,93
SMIM 30 QUEVILLON-COURT	54	QUEVILLON-COURT	Chazot - Chemin d'Ormel	ZB 8 - B 1	0,53	0,53
SMIM 30 VEZELISE	54	VEZELISE	Chazot - Chemin d'Ormel	ZB 8 - B 1	1,16	1,16
SMIM 33	54	VAUDEMONT	Au tremblay	ZA 33-34	4,38	4,38
SMIM 42	54	QUEVILLON-COURT	Les vignes	A 7-8-9-11-13-15-16-17-21-22-23-24	12,77	12,77
SMIM 43	54	QUEVILLON-COURT	Sur les vignes - Clos renard	A 19 - B 58-59	1,42	1,42
SMIM 45	54	VEZELISE	La croissette	ZA 47-48 - A 109	5,86	5,15
SMIM 52	54	VEZELISE	Chazot	ZB 7	5,15	5,15
SMIM 53	54	VEZELISE	Chazot	ZB 16	2,57	2,57

**POINT DE PRELEVEMENT POUR LES ANALYSES DE SOL**

REFERENCE DE L'ILOT	COORDONNEES LAMBERT II ETENDU	
	X	Y
SMIM 25	878 779	2 392 827
SMIM 28	878 986	2 393 557
SMIM 33	874 660	2 387 330
SMIM 42	878 478	2 393 179
NICM 03	881 627	2 382 137
NICM 23	881 918	2 382 293
JEAA 04	874 630	2 387 460
JEAA 44	881 597	2 381 920
JEAA 45	881 880	2 382 230

**ANNEXE 2 : PROBLEMATIQUE NICKEL  
PROTOCOLE DE SUIVI DES PARCELLES SUR LA QUALITE DES SOLS  
ET DES CULTURES - SIVOM DE L'AGGLOMERATION MIRECURTIENNE**

De manière à assurer un minimum de risques de transfert du nickel vers les cultures et les produits alimentaires, nous proposons un suivi spécifique des parcelles et des cultures selon les modalités suivantes :

**1. SUIVI DES TENEURS DANS LE SOL**

Une nouvelle mesure du nickel total, du nickel extrait au DTPA, ainsi que de la valeur pH sera réalisée sur chaque point de référence de la problématique Nickel défini par ses coordonnées Lambert à l'article 4 du présent arrêté préfectoral :

- après le premier épandage, pour vérifier l'effet de ce dernier sur la biodisponibilité du nickel ;  
- puis tous les deux épandages afin de suivre l'évolution de comportement du nickel sur la parcelle.

**2. SUIVI DES TENEURS DANS LES VEGETAUX**

Des analyses en nickel total seront réalisées sur les végétaux cultivés, après chaque épandage sur la parcelle.

Le prélèvement de végétaux sera réalisé sur chaque point de référence de la problématique Nickel, caractérisé par ses coordonnées Lambert à l'article 4 du présent arrêté préfectoral.

Seules les parties consommées seront prélevées pour analyses. Il s'agit soit des grains pour les céréales, le colza, le maïs, soit de l'ensemble de la partie aérienne pour les espèces végétales des prairies temporaires.

Chaque prélèvement, s'effectuera de la façon suivante : dans un rayon de 7,50 mètres autour du point de référence repéré par ses coordonnées Lambert à l'article 4 du présent arrêté préfectoral, il sera prélevé manuellement des végétaux pris au hasard dans le cercle ainsi défini et seront homogénéisés afin d'obtenir un échantillon final d'environ 1 kg.

*Service ingénierie - eau*

**Extrait de l'arrêté n° SIE-12-2007/DDAF/002 du 27 décembre 2007 portant  
établissement de servitudes sur fonds privés pour la pose de  
canalisations publiques d'assainissement sur le territoire de la  
commune de Chavigny**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant que le Commissaire-Enquêteur a émis des conclusions favorables à l'exécution du projet

Considérant que dans le cadre du projet d'assainissement de la communauté des communes de MOSELLE et MADON la collectivité doit procéder à la pose de canalisations publiques d'assainissement pour permettre le transfert des eaux usées collectées par le réseau de CHAVIGNY vers la station d'épuration.

**A R R E T E**

**Art. 1<sup>er</sup>** : La communauté des communes de MOSELLE et MADON est autorisée

à enfouir des canalisations publiques dans une bande de terrain de trois mètres d'emprise maximum, une hauteur minimale de 0,60 m étant respectée entre la génératrice supérieure de la canalisation et le niveau du sol,

à essarter dans la bande de terrain ci-dessus les arbres susceptibles de nuire à l'établissement et à l'entretien de la canalisation,

à accéder aux terrains dans lesquels la conduite est enfouie ; les agents chargés du contrôle bénéficiant du même droit d'accès,

à effectuer les travaux d'entretien et de réparations.

à occuper de manière temporaire la bande de trois mètres grevée de servitude, ainsi qu'une bande de cinq mètres de largeur à répartir de façon variable de part et d'autre de la bande de trois mètres. L'occupation temporaire ne pourra excéder 8 mètres au total.

**Art. 2 :** Les propriétaires et leurs ayants-droits devront s'abstenir de tout fait de nature à nuire au bon fonctionnement de la canalisation.

**Art. 3 :** Les parcelles de terrain visées au plan et à l'état parcellaire ci-annexé sont grevées de servitude de passage en vue de l'établissement d'une canalisation d'eaux usées.

**Art. 4 :** Le montant de l'indemnité due en raison de l'établissement de cette servitude sera fixé conformément aux dispositions en vigueur en matière d'expropriation pour cause d'utilité publique.

**Art. 5 :** La date de commencement des travaux sur les parcelles de terrain grevées d'une servitude sera portée à la connaissance des propriétaires huit jours au moins avant la date prévue pour le début des travaux, un état des lieux doit, si cela est nécessaire, être dressé contradictoirement en vue de la constatation éventuelle des dommages pouvant résulter des travaux. L'indemnisation des dommages résultant des travaux sera fixée à défaut d'accord amiable, par le Tribunal Administratif de NANCY.

**Art. 6 :** Le présent arrêté sera affiché dans la commune de CHAVIGNY selon les usages locaux. L'accomplissement de cette formalité sera constaté par un procès-verbal dressé par le Maire.

L'arrêté sera en outre notifié par lettre recommandée avec accusé de réception aux propriétaires concernés par la servitude.

Au cas où un propriétaire intéressé ne pourrait être atteint, la notification est faite au fermier, locataire, gardien ou régisseur de la propriété ou, à défaut, au maire de la commune où se trouve celle-ci.

**Art. 7 :** Le Secrétaire Général de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle, Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt, Le Maire de la commune de LUPCOURT et le Président de la communauté des communes de Moselle et Madon sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui pourra faire l'objet d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de NANCY dans un délai de deux mois à compter de sa publication et dont une ampliation sera adressée à Monsieur le Directeur Départemental de l'Équipement.

Nancy, le 27 décembre 2007

Pour le préfet et par délégation,  
Le secrétaire général,  
Jean-Michel MOUGARD

#### **Direction départementale des services vétérinaires** *Service santé et protection animales*

**Extrait de l'arrêté n° DDSV54/SA/08/011 du 22 janvier 2008 attribuant un mandat sanitaire provisoire au docteur Vanessa ZAOUÏ, vétérinaire à Audun-le-Roman**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

#### **ARRÊTÉ**

**Art. 1<sup>er</sup> :** Le mandat sanitaire prévu à l'article L.221-11 du code rural est attribué pour une durée d'un an à compter de ce jour à :

Vanessa ZAOUÏ,  
Docteur Vétérinaire  
24, rue Lucien Michel  
54560 AUDUN-LE-ROMAN

**Art. 2 :** Le mandat sanitaire devient caduc lorsque son titulaire cesse d'être inscrit au tableau de l'Ordre Régional des Vétérinaires de Lorraine.

**Art. 3 :** Le titulaire du présent mandat est placé sous l'autorité du directeur départemental des services vétérinaires pour l'exécution des prophylaxies dirigées par l'Etat et des opérations de police sanitaire des maladies des animaux.

**Art. 4 :** En cas d'observation des instructions du directeur départemental des services vétérinaires ou des règlements de santé publique vétérinaire, le présent mandat peut être suspendu jusqu'à la comparution de son titulaire en commission de discipline.

**Art. 5 :** Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe et Moselle et le directeur départemental des services vétérinaires sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

Nancy, le 22 janvier 2008

Pour le préfet et par délégation,  
Pour le directeur départemental des services vétérinaires,  
L'inspecteur de la santé publique vétérinaire,  
Dr Yves LAMBERT

#### **Direction départementale de l'équipement** *Service aménagement, risques et urbanisme*

**Extrait de l'arrêté N° 08 DE 001 PU du 24 janvier 2008 approuvant la carte communale d'Onville en application de l'article R. 124-7 du code de l'urbanisme**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant que le document respecte les objectifs visés à l'article L. 110 du code de l'urbanisme ;

#### **ARRÊTÉ**

**Art. 1<sup>er</sup> :** La carte communale d'Onville qui précise les modalités d'application des Règles Nationales d'Urbanisme, est approuvée.

**Art. 2 :** Le dossier comprend :

- le rapport de présentation,
- un plan de zonage au 1/2 000<sup>e</sup>,
- deux plans de zonage au 1/5 000<sup>e</sup>,
- liste et plan des servitudes,

- le rapport du SDIS concernant la défense incendie,
- un plan de zonage d'assainissement au 1/3 750<sup>e</sup>,
- un plan du réseau d'assainissement,
- un rapport d'étude géotechnique.

**Art. 3 :** La délibération et l'arrêté préfectoral qui approuvent la carte communale sont affichés pendant un mois en mairie. Mention de cet affichage est insérée en caractères apparents dans un journal diffusé dans le département.

**Art. 4 :** Le conseil municipal d'Onville n'a pas demandé à être compétent pour délivrer les permis de construire.

En conséquence, conformément à l'article L. 421-2-1 du code de l'urbanisme, les permis de construire seront délivrés par le maire au nom de l'État.

**Art. 5 :** Le secrétaire général de la préfecture, le directeur départemental de l'équipement et le maire d'Onville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Nancy, le 24 janvier 2008

Pour le préfet et par délégation,  
Le secrétaire général,  
Jean-Michel MOUGARD

#### **Direction départementale du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle**

**Extrait de décision d'agrément d'une entreprise solidaire du 31 décembre 2007 au sens de l'article L 443-3-1 du code du travail - Aluminium Diffusion de Lorraine - 22 rue Robert Schuman - ZAC du Breuil - 54850 Messein**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

#### **D E C I D E**

**Art. 1<sup>er</sup> :** Aluminium Diffusion de Lorraine - 22 rue Robert Schuman - ZAC du Breuil - 54850 MESSEIN.

SIRET 498 934 785 000 11 code ape 287 Q.

est agréée en qualité d'entreprise solidaire au sens de l'article L 443-3-1 du code du travail.

Cet agrément est accordé pour une durée de deux ans à compter de sa date de notification.

**Art. 2 :** Le Secrétaire Général et la Directrice départementale du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle sont chargés, chacun pour ce qui le concerne, de l'application de cette décision qui sera notifiée à l'entreprise et publiée au recueil des actes administratifs de la Préfecture. Elle fera en outre l'objet d'une transmission au Ministère de l'économie, des finances et de l'emploi (délégation interministérielle à l'innovation sociale et à l'économie sociale et direction du trésor).

Nancy, le 31 décembre 2007

Pour le préfet et par délégation,  
Le sous-préfet chargé de la cohésion sociale,  
Jérôme NORMAND

**Extrait de décision d'agrément d'une entreprise solidaire du 31 décembre 2007 au sens de l'article L 443-3-1 du code du travail - SAS AS BATI - 17 rue Laurent Bonnevey - 54100 Nancy**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

#### **D E C I D E**

**Art. 1<sup>er</sup> :** La SAS AS BATI - 17 rue Laurent Bonnevey - 54100 NANCY.

SIRET 489 944 512 000 16 code ape 454 J.

est agréée en qualité d'entreprise solidaire au sens de l'article L 443-3-1 du code du travail.

Cet agrément est accordé pour une durée de deux ans à compter de sa date de notification.

**Art. 2 :** Le Secrétaire Général et la Directrice départementale du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle sont chargés, chacun pour ce qui le concerne, de l'application de cette décision qui sera notifiée à l'entreprise et publiée au recueil des actes administratifs de la Préfecture. Elle fera en outre l'objet d'une transmission au Ministère de l'économie, des finances et de l'emploi (délégation interministérielle à l'innovation sociale et à l'économie sociale et direction du trésor).

Nancy, le 31 décembre 2007

Pour le préfet et par délégation,  
Le sous-préfet chargé de la cohésion sociale,  
Jérôme NORMAND

**Extrait de l'arrêté de fermeture dominicale des établissements de commerce de détail et de la réparation de l'automobile et du motocycle du 14 janvier 2008**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant que cet accord exprime la volonté de la majorité indiscutable des professionnels de la vente d'automobiles et de motocycles dans le département de Meurthe-et-Moselle,

#### **ARRÊTÉ**

**Art. 1<sup>er</sup> :** Dans l'ensemble des communes du département de Meurthe-et-Moselle, tous les établissements dont l'activité réelle correspond aux rubriques suivantes de la nomenclature INSEE de 1993

50.1Z commerce de véhicules automobiles, y compris courtiers et mandataires,

50.2Z entretien et réparation de véhicules automobiles,

50.3B commerce de détail d'équipements automobiles,

50.4Z commerce et réparation de motocycles,

sont fermés au public 47 dimanches par année civile du 1<sup>er</sup> janvier 2008 au 31 décembre 2010.



En application de l'article L.221-9 du code du travail sont exclues du présent accord les parties des établissements susvisés où sont effectuées les activités suivantes par un personnel spécifique :

- Location de moyens de locomotion,
- Vente de carburants et lubrifiants,
- Remorquages, dépannages sur la voie publique et réparations urgentes aux véhicules,
- Parcs de stationnement.

**Art. 2 :** Cette fermeture doit s'entendre par journée complète de 24 heures consécutives (de 0 H à 24 H) avec un repos hebdomadaire d'une durée minimale de 36 heures consécutives.

**Art. 3 :** Les dérogations à la règle du repos dominical prévues à l'article L.221-19 du code du travail ne pourront être sollicitées auprès de l'autorité compétente que selon les modalités ci-après :

- Trois dimanches utilisés collectivement par l'ensemble des concessionnaires, agents, revendeurs d'un seul et même constructeur ou importateur dans le cadre des campagnes organisées par ce constructeur ou importateur.
- Les entreprises participant à la mise sur le marché de véhicules neufs de plusieurs marques (notamment les mandataires) choisiront trois dimanches parmi les dates définies par les réseaux de ces marques.
- Les deux derniers dimanches pourront être utilisés facultativement et seront positionnés à la demande des entreprises et sur autorisation des maires.
- Les entreprises spécialisées dans le commerce de véhicules d'occasion et celles d'équipement automobiles pourront définir individuellement les dates de leurs cinq dimanches d'ouverture.

Les employeurs informeront l'organisation professionnelle dont ils dépendent de leurs choix collectifs ou individuels et de la décision de l'autorité municipale et communiqueront à l'inspecteur du travail territorialement compétent la modification d'horaire qui en résulte conformément au droit en vigueur.

Les dispositions des alinéas précédents ne s'appliquent pas pour la participation aux foires et salons organisés par les professionnels réunis en groupement ou association au sein d'une même ville, d'un district urbain ou d'une communauté de communes, dans la limite de deux dimanches par année civile et pour les salariés vendeurs exclusivement.

Aucune dérogation particulière ne sera sollicitée en dehors du cadre défini dans le présent article.

**Art. 4 :** Conformément aux dispositions de l'article 4 de l'accord départemental susvisé les salariés appelés à travailler le dimanche bénéficieront des contreparties suivantes sous réserve des dispositions plus favorables prévues par la convention collective nationale du commerce et de la réparation automobile du 15 janvier 1981 modifiée, par accord de branche, accord d'entreprise ou d'établissement ou par voie d'entente directe entre employeur(s) et salarié(s) :

- La durée de la journée de travail le dimanche est limitée à huit (8) heures, pauses contractuelles ou conventionnelles comprises.
- Aucun salarié ne pourra être occupé plus de deux dimanches consécutifs, et, sauf volontariat, le nombre de dimanches travaillés, par salarié et par an, ne sera pas supérieur à trois.
- Le travail d'un jour férié est interdit dans la semaine précédant et la semaine suivant un dimanche travaillé par le salarié.
- Chaque heure travaillée le dimanche ouvrira droit à un repos d'une durée équivalente pris dans la quinzaine qui précède ou qui suit le dimanche considéré.
- Chaque heure travaillée le dimanche fera l'objet d'une majoration de 100% du salaire horaire brut de base. Pour les salariés rémunérés par un fixe et des primes, la majoration sera calculée selon les principes de l'article 1.16 de la convention collective.

**Art. 5 :** Le Secrétaire Général de Meurthe-et-Moselle, Mesdames et Messieurs les Maires, la Directrice Départementale du Travail, de l'Emploi et de la Formation Professionnelle, tous les Officiers de la Police Judiciaire, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, d'assurer l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs du département.

Nancy, le 14 janvier 2008

Pour le préfet et par délégation,  
Le secrétaire général,  
Jean-Michel MOUGARD

#### Extrait de l'arrêté de fermeture dominicale des établissements de commerce de détail « Ameublement et équipement de la maison » du 14 janvier 2008

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant que cet accord exprime la volonté de la majorité indiscutable des professionnels de la vente d'articles d'ameublement et de décoration dans le département de Meurthe-et-Moselle,

#### ARRETE

**Art. 1<sup>er</sup> :** Dans l'ensemble des communes du département de Meurthe-et-Moselle, tous les établissements et parties d'établissements de commerce de détail de l'ameublement, de l'équipement de la maison et d'articles de décoration sont fermés au public 47 dimanches par année civile du 1<sup>er</sup> janvier 2008 au 31 décembre 2010.

**Art. 2 :** Les dérogations à la règle relative au repos dominical prévues à l'article L. 221-19 du code du travail ne pourront être sollicitées auprès de l'autorité municipale compétente que selon les modalités suivantes :

Un dimanche à date fixe, le premier dimanche d'octobre.  
Les quatre autres dimanches pourront être utilisés librement et seront positionnés à la demande des entreprises et sur autorisation des maires.  
Les employeurs s'engagent à obtenir l'autorisation municipale 8 jours au moins avant le dimanche pour lequel celle-ci est sollicitée.

Les employeurs informeront l'organisation professionnelle dont ils dépendent de leur choix et de la décision de l'autorité municipale et communiqueront à

l'inspecteur du travail territorialement compétent la modification d'horaire qui en résulte conformément au droit en vigueur.

**Art. 3 :** Conformément aux dispositions de l'article 4 de l'accord départemental susvisé les salariés appelés à travailler le dimanche bénéficieront des contreparties suivantes, sous réserve des dispositions plus favorables prévues par accord de branche, accord d'entreprise ou par voie d'entente directe entre employeur(s) et salarié(s) :

- La durée de la journée de travail le dimanche est limitée à huit heures, pauses contractuelles ou conventionnelles comprises.
- Aucun salarié ne pourra être occupé plus de deux dimanches consécutifs, et, sauf volontariat, le nombre de dimanches travaillés par salarié et par an ne sera pas supérieur à trois.
- Le travail d'un jour férié est interdit dans la semaine précédant ou suivant le dimanche travaillé par le salarié.
- Chaque salarié privé du repos du dimanche doit bénéficier d'une majoration de salaire pour ce jour de travail exceptionnel, égale à la valeur d'un trentième de son traitement mensuel ou à la valeur d'une journée de travail si l'intéressé est payé à la journée.

**Art. 4 :** Le Secrétaire Général de Meurthe-et-Moselle, Mesdames et Messieurs les Maires, la Directrice Départementale du Travail, de l'Emploi et de la Formation Professionnelle, tous les Officiers de la Police Judiciaire, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, d'assurer l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs.

Nancy, le 14 janvier 2008

Pour le préfet et par délégation,  
Le secrétaire général,  
Jean-Michel MOUGARD

#### Extrait de l'arrêté du 14 janvier 2008 attribuant la licence d'agence de mannequins à l'agence de mannequins Angels Models Management

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant que la demanderesse remplit les conditions légales requises,

#### ARRETE

**Art. 1<sup>er</sup> :** Il est attribué la licence sous le n° 54/07/02 pour une durée de trois ans à compter du 02 janvier 2008 à Madame Danièle POUTEAUX, gérante de la S.A.R.L. ANGELS MODELS MANAGEMENT dont le siège social est fixé 33 rue de la Haie le Comte - 54130 SAINT-MAX et qui a son établissement principal 34, rue du Faubourg Saint Honoré 75 008 PARIS.

**Art. 2 :** Le renouvellement de la licence à l'issue du délai fixé à l'article 1<sup>er</sup> est subordonné au dépôt d'une demande déposée dans les formes et délais prévus à l'article R 763-27 du code du travail ainsi qu'au respect des prescriptions de l'article R 763-25 du même code.

**Art. 3 :** Le Secrétaire Général de la Préfecture et la Directrice Départementale du Travail, de l'Emploi et de la Formation Professionnelle de Meurthe-et-Moselle sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au journal officiel de la république française et notifié à l'intéressé.

Nancy, le 14 janvier 2008

Pour le préfet et par délégation,  
Le secrétaire général,  
Jean-Michel MOUGARD

#### Décision du 7 janvier 2008 concernant l'affectation des contrôleurs du travail

La directrice départementale du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle de Meurthe-et-Moselle

Vu le code du travail, notamment son livre VI,

Vu le décret 94-1166 du 28 décembre 1994 relatif à l'organisation des services déconcentrés du Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Formation Professionnelle,

Vu la décision du Directeur Régional du Travail, de l'Emploi et de la Formation Professionnelle de Lorraine publiée au recueil des actes administratifs de la Préfecture de MEURTHE ET MOSELLE du 6 novembre 1998 et relative à la compétence territoriale des inspecteurs du travail de Meurthe-et-Moselle,  
Vu la décision de la Directrice Départementale du Travail, de l'Emploi et de la Formation Professionnelle du 27 juillet 2006 concernant l'affectation en section d'inspection des inspecteurs du travail.

#### DECIDE

**Art. 1<sup>er</sup> :** Sont ou demeurent affectés en section d'inspection les contrôleurs du travail dont les noms suivent :

Section d'inspection d'affectation	Titulaire
Première section	Madame Clotilde PELTIER Madame Sylvie DIVOUX
Deuxième section	Monsieur Patrick JULLY Monsieur Philippe ADAM
Troisième section	Madame Valérie VIRIOT Monsieur Marc CORCHAND
Quatrième section	Madame Gisèle DESHAIS Monsieur Jean-Michel ALCARAZ
Cinquième section	Madame Hélène BAUER Madame Sonia GUICHARD Madame Sylvie TEDESCO

**Art. 2 :** En cas d'absence ou d'empêchement de l'un des contrôleurs du travail désignés ci-dessus, son remplacement est assuré par l'un ou l'autre d'entre eux.

**Art. 3 :** La présente décision qui abroge toute décision antérieure de même objet prend effet le 7 janvier 2008.

**Art. 4 :** La présente décision sera publiée au recueil des actes administratifs du département de la Meurthe-et-Moselle.

Vandœuvre, le 7 janvier 2008

La directrice départementale,  
Marie VIGIER

**Décision administrative conjointe des inspecteurs du travail du 28 janvier 2008 donnant délégation aux contrôleurs du travail aux fins, notamment, de prendre des décisions d'arrêts de chantier et de reprise des travaux arrêtés (L231-12)**

Les inspecteurs du travail de Meurthe-et-Moselle, soussignés responsables des première, deuxième, troisième, quatrième et cinquième sections d'inspection du travail

Section d'inspection d'affectation	Inspecteurs
Première section	Madame Martine BOUBAGRA
Deuxième section	Madame Angélique ALBERTI
Troisième section	Monsieur Michaël MAROT
Quatrième section	Monsieur Alain JADELOT
Cinquième section	Monsieur Guy TROGNON

Vu les articles L231-12 et L611-12 et R231-12 à R231-12-4 du Code du Travail,

Vu la décision du Directeur Régional du Travail, de l'Emploi et de la Formation Professionnelle de Lorraine publiée au recueil des actes administratifs de la Préfecture de MEURTHE ET MOSELLE du 6 novembre 1998 et relative à la compétence territoriale des Inspecteurs du Travail de MEURTHE ET MOSELLE

Vu les décisions de la Directrice Départementale du Travail, de l'Emploi et de la Formation Professionnelle de MEURTHE-et-MOSELLE du 27 juillet 2006 concernant l'affectation des inspecteurs en section et du 2 octobre 2006 organisant l'affectation des contrôleurs du travail en section

Vu les décisions de la Directrice Départementale du Travail, de l'Emploi et de la Formation Professionnelle de MEURTHE-et-MOSELLE du 27 juillet 2006 et du 7 janvier 2008 organisant respectivement l'intérim des inspecteurs en section et l'intérim des contrôleurs

CONSIDERANT qu'en application des décisions précitées, la Directrice Départementale du Travail, de l'Emploi et de la Formation Professionnelle de MEURTHE-et-MOSELLE peut être amenée à tout moment, en cas d'absence ou d'empêchement, à confier l'intérim d'un Inspecteur du Travail à l'un des autres Inspecteurs et de même pour les Contrôleurs du Travail

**D E C I D E N T**

Chacun pour ce qui le concerne dans la section dont il a la charge et dans la limite des intérim dont il sera chargé dans les autres sections.

Art. 1<sup>er</sup> : Délégation est donnée aux Contrôleurs du Travail figurant dans le tableau ci-après, aux fins de prendre toutes mesures utiles, et notamment l'arrêt temporaire de travaux, propres à soustraire immédiatement de cette situation le ou les salariés dont ils auront constaté qu'ils se trouvent exposés, sur un chantier du bâtiment ou des travaux publics, à un risque grave et imminent de chute de hauteur ou d'ensevelissement, ou exposés à l'inhalation de fibres d'amiant.

SECTION	CONTROLEURS
Première section	Madame Clotilde PELTIER Madame Sylvie DIVOUX
Deuxième section	Monsieur Patrick JULY Monsieur Philippe ADAM
Troisième section	Monsieur Marc CORCHAND Madame Valérie VIRIOT
Quatrième section	Madame Gisèle DESHAIS Jean-Michel ALCARAZ
Cinquième section	Madame Hélène BAUER Madame Sonia GUICHARD Madame Sylvie TEDESCO

Art. 2 : Délégation est donnée aux Contrôleurs du Travail visés à l'article premier aux fins d'autoriser la reprise des travaux dont l'arrêt aura été prescrit en application des articles L231-12, R231-12 et R231-12-3 du Code du Travail, lorsque toutes les mesures ont été prises pour faire cesser la situation de danger grave et imminent.

Art. 3 : Les délégations visées aux articles premier et deux sont accordées dans les limites de la section d'inspection à laquelle ils ont été affectés et des intérim dont ils sont chargés.

Art. 4 : Les décisions d'arrêt et de reprise s'exercent sous l'autorité de l'inspecteur du Travail titulaire de la section ou des Inspecteurs du Travail en assurant l'intérim.

Art. 5 : La présente décision qui abroge toute décision antérieure de même objet prend effet le 28 janvier 2008.

Art. 6 : La présente décision sera publiée au recueil des actes administratifs du département de la Meurthe-et-Moselle.

Le 28 janvier 2008

L'inspectrice du travail, M. BOUBAGRA	L'inspectrice du travail, Angélique ALBERTI
L'inspecteur du travail, M. MAROT	L'inspecteur du travail, A. JADELOT
L'inspecteur du travail, G. TROGNON	

**Trésorerie générale de Meurthe-et-Moselle**

**Paierie départementale – En date du 2 janvier 2008 : procuration sous seing privé à donner par les comptables du trésor à leurs fondés de pouvoirs temporaires ou permanents et délégation de signature à M. Damien de TYCHEY, inspecteur du trésor public**

Le soussigné Annie ROUILLEAUX, Payeur départemental de Meurthe et Moselle

Déclare

□ constituer pour son mandataire spécial et général M. Damien de TYCHEY, inspecteur du trésor public

demeurant à Nancy, 39, avenue de Boufflers.

Lui donner pouvoir de gérer et administrer, pour lui et en son nom, la Paierie Départementale de Meurthe-et-Moselle

d'opérer les recettes et les dépenses relatives à tous les services, sans exception, de recevoir et de payer toutes sommes qui sont ou pourraient être légitimement dues, à quelque titre que ce soit, par tous contribuables, débiteurs ou créanciers des divers services dont la gestion lui est confiée, d'exercer toutes poursuites, d'acquiescer tous mandats, et d'exiger la remise des titres, quittances et pièces justificatives prescrites par les règlements, de donner ou retirer quittance valable de toutes sommes reçues ou payées, de signer récépissés, quittances et décharges, de fournir tous états de situation et toutes autres pièces demandées par l'Administration, d'opérer à la Recette des Finances/Trésorerie Générale les versements aux époques prescrites et en retirer récépissé à talon, de le représenter auprès des agents de l'administration des Postes pour toute opération.

En conséquence, lui donner pouvoir de passer tous actes, d'élire domicile et de faire, d'une manière générale, toutes les opérations qui peuvent concerner la gestion de la Paierie Départementale de Meurthe et Moselle entendant ainsi transmettre à M. Damien de TYCHEY tous les pouvoirs suffisants pour qu'il puisse, sans son concours, mais sous sa responsabilité, gérer ou administrer tous les services qui lui sont confiés.

Prendre l'engagement de ratifier tout ce que son mandataire aura pu faire en vertu de la présente procuration.

Signature du mandataire  
M. Damien de TYCHEY,  
Inspecteur du trésor public

Signature du mandant  
Mme Annie ROUILLEAUX,  
Payeur départemental

donner délégation à M. Damien de TYCHEY pour effectuer les déclarations de créances et l'autorise à agir en justice (art 14 alinéa 3 du décret 62-1587 du 29 décembre 1962 portant règlement général sur la comptabilité publique).

Signature du délégataire  
M. Damien de TYCHEY,  
Inspecteur du trésor public

Signature du délégant  
Mme Annie ROUILLEAUX,  
Payeur départemental

Nancy, le 2 janvier 2008

**Délégation de signature du 17 janvier 2008**

Je soussigné, Christian BRUNET, Trésorier-Payeur Général du département de Meurthe-et-Moselle, constitue comme mandataires, à compter du 1er janvier 2008, les personnes suivantes :

**I – Délégations générales**

M. Alain MAUCHAMP, Chef des Services du Trésor Public, assure, sous mon autorité et en qualité de fondé de pouvoir, la direction des services déconcentrés du Trésor de Meurthe-et-Moselle. Il reçoit procuration générale à l'effet de me suppléer dans l'exercice de mes fonctions et de signer, seul ou concurremment avec moi, tous les actes relatifs à ma gestion et aux affaires qui s'y attachent. Il est autorisé à agir en justice, et pour effectuer les déclarations de justice et pour effectuer les déclarations de créances du Trésor Public au passif des procédures collectives.

Procuration générale et autorisation à agir en justice et pour effectuer les déclarations de créances du Trésor Public au passif de procédures collectives notamment sont, par ailleurs, données pour n'en faire usage qu'en cas d'empêchement de ma part ou de M. Alain MAUCHAMP, mais sans que cette condition ne soit opposable aux tiers, à :

M. Jean-François BOYMOND,	Trésorier principal
M. Hervé FRIDRICK,	Inspecteur principal auditeur
M. Eric PIQUE,	Inspecteur principal auditeur
Mme Anne-Marie KLEIN,	Trésorier principal
M. Marc DERHAN,	Receveur-percepteur, Chef de division
Mme Anne-Marie FLAMANT,	Receveur-percepteur, Contrôleur de gestion
Mme Françoise TONIN,	Receveur-Percepteur, Chef de division
M. Michel ROUSSEAU,	Receveur-Percepteur, Chef de division
Mme Sylvie ROMAIN,	Inspecteur, Chef de division

**II – Délégations spéciales**

1- Fonctionnement du compte courant du Trésor à la Banque de France

1-1 Procuration spéciale est donnée, à l'effet de signer les ordres de virement et documents nécessaires au fonctionnement du compte courant du Trésor à la Banque de France, à :

Melle Nicole SIMONIN,	Inspecteur, chef du Service Dépôts et Services Financiers
M. Vincent TOLDRE,	Inspecteur, chef du service Dépense et chef du service CFD
Mme Angélique MARTIN,	Inspecteur, chef du service CEPL comptabilité et opérations de gestion
Mme Anne Marie AUBERT,	Contrôleur principal, service Dépôts et services financiers
M. Bernard LAROSE,	Contrôleur, Service Comptabilité
M. Michel ROUSSEAU,	Receveur percepteur, chef de division et gérant intérimaire du service Comptabilité

1-2 Procuration spéciale est donnée, à l'effet de signer les ordres de virement PTCLI, à :

Mme Maryse DE DONATO,	Contrôleur principal, Service Gestion des impôts et des amendes
-----------------------	---

1-3 Procuration spéciale est donnée, à l'effet de signer les significations des actes d'Huissiers de justice et d'Huissiers du Trésor pour le service Dépôts et Services financiers, à :

Mme Anne Marie AUBERT,	Contrôleur principal, service Dépôts et services financiers
------------------------	---

1-4 Procuration spéciale est donnée à l'effet de signer tous les documents relatifs aux fichier central des chèques, à :

Mme Anne Marie AUBERT,	Contrôleur principal, service Dépôts et services financiers
------------------------	---

2- Déclaration de créances du Trésor au passif des procédures collectives

Procuration spéciale est donnée pour effectuer les déclarations de créances du Trésor public au passif des procédures collectives, à :

M. Christian CARBILLET, Inspecteur, chef du pôle Recouvrement contentieux  
M. Thierry LUSQUE, Inspecteur, chef du service Recouvrement produits divers

3- Significations des actes d'huissiers de justice et d'huissier du Trésor

Procuration spéciale est donnée à l'effet de signer les significations de tous actes d'huissiers de justice ou huissiers du Trésor, à :

Melle Nicole SIMONIN, Inspecteur, chef du Service Dépôts et Services Financiers

4- Fichier central des chèques

Procuration spéciale est donnée à l'effet de signer tous les documents relatifs au fichier central des chèques, à :

M. Michel ROUSSEAU, Receveur-Percepteur, Chef de division  
Melle Nicole SIMONIN, Inspecteur, chef du Service Dépôts et Services Financiers

5- Audit

Procuration spéciale est donnée à :

M. Laurent RIGOULEAU, Inspecteur du Trésor public, pour :

- Signer les procès-verbaux des vérifications des régies d'avance et/ou de recettes, des établissements publics locaux d'enseignement, des enseignements privés et des établissements d'enseignement agricole qu'il assumera dans le cadre de ses fonctions d'assistant auditeur.

- Signer les procès-verbaux de remises de service des comptables publics et des régisseurs d'avance et/ou de recettes qu'il assumera dans le cadre de ses fonctions d'assistant auditeur.

- Signer les procès-verbaux de destruction de formules hors d'usage ou non utilisés.

- Tout acte ou opération de gestion courante liée à l'activité d'audit.

6- Fonctionnement des services

Procuration spéciale est donnée, à l'effet de signer les chèques sur le Trésor et les ordres de paiement, les visas et certifications diverses, les remises de titres, les autorisations de paiement pour mon compte, les récépissés, déclarations de recettes et de dépôts, les accusés de réception, les endossements de chèques et effets divers, les bordereaux d'envoi et les affaires courantes, mais seulement lorsque ces opérations concernent leur service, sans que cette condition soit opposable aux tiers ou puisse être revendiquée par eux, à :

M. Gilles FLUCK, Inspecteur, chef du service Budget logistique  
Melle France BERNIZ, Inspecteur, chargée de la Formation professionnelle et de la documentation

Melle Nathalie SAULNIER, Inspecteur, Chef du service Recouvrement contentieux

Melle Nicole SIMONIN, Inspecteur, Chef du Service Dépôts et Services Financiers

M. Vincent TOLDRE, Inspecteur, Chef du service Contrôle Financier Déconcentré et du service Dépense

Mme Dominique CRABOUILLET, Inspecteur, chargée des Affaires économiques et de la Communication

Mme Sylvie ROMAIN, Inspecteur, Chef du service Ressources Humaines

M. Christian CARBILLET, Inspecteur, Chef du Pôle Recouvrement Contentieux

Mme Angélique MARTIN, Inspecteur, Chef du service CEPL comptabilité et opérations de gestion et déléguée au contrôle interne SPL

M. Julien PEYRISSAGUET, Inspecteur, Chargé de mission cellule CEPL animation et pilotage

Mme Bénédicte OLLIER, Inspecteur, Chargée de mission cellule CEPL animation et pilotage

M. Stéphane LAMBERT, Inspecteur, Chargé de mission informatique et bureautique

Mme Odile GAMBETTE, Inspecteur, Chargée des Affaires Economiques

Mme Claire BERTRAND, Inspecteur, Chef du service Gestion des Impôts et Amendes

Mme Sophie CHEVALIER, Inspecteur, chargée de mission Cellule Qualité Comptable et déléguée au Contrôle interne Etat

M. Thierry DELON, Inspecteur, chef du service de contrôle de la redevance audiovisuelle

M. Thierry LUSQUE, Inspecteur, chef du service Recouvrement produits divers

M. Michel ROUSSEAU, Receveur percepteur, gérant intérimaire du service Comptabilité

7- Fonctionnement du service « Recouvrement produits divers »

Procuration spéciale est donnée à l'effet de signer les récépissés, déclarations de recettes ou de dépôts, les bordereaux d'envoi, demandes de renseignements et accusés de réception, délais de paiement et états de poursuites par voie de saisie du service Recouvrement produits divers, ainsi que états annuels des certificats reçus (DC7) à :

M. Thierry LUSQUE, Inspecteur  
Melle Jacqueline BIGEREL, Contrôleur

Mme Agnès PREBAY, Contrôleur  
M. Lionel POLLET, Contrôleur

Procuration spéciale est donnée à l'effet de signer les états annuels des certificats reçus (DC7), à :

M. Luc THIEBAUT, Agent d'administration principal  
Mme Anne-Marie FOOS, Agent d'administration principal

Mme Martine POINSIGNON, Agent d'administration principal

Mme Marie France BIEHLER, Agent d'administration principal

8- Fonctionnement du service Gestion des impôts et amendes (GIA)

Procuration spéciale est donnée à l'effet de signer les récépissés, déclarations de recettes ou de dépôts, les bordereaux d'envoi, les demandes de renseignements et accusés de réception du service GIA, les états de poursuites par voie de saisie, à :

Mme Claire BERTRAND, Chef du service

Mme Maryse DE DONATO, Contrôleur principal

9- Fonctionnement du service Ressources humaines

Procuration spéciale est donnée, à l'effet de signer les documents nécessaires à la paie des agents adressés au Département informatique auprès de la Trésorerie générale de la Moselle, à :

Mme Sylvie ROMAIN, Inspecteur, chef du service

M. Jean-François BOYMOND, Trésorier principal

Mme Anne Marie FLAMANT, Receveur percepteur

Procuration spéciale est donnée, à l'effet de signer en l'absence du Chef du service Ressources humaines, le courrier interne au service, à :

Mme Anne-Marie CAMBEFORT, Contrôleur principal

Procuration spéciale est donnée, à l'effet de signer les attestations de présence au concours du Trésor public, à :

M. Luc SCHEFFMANN, Contrôleur

Procuration spéciale est donnée, à l'effet de signer les bons de livraison des « chronopost », à :

Mme Isabelle VIARDOT, Agent d'administration principal

Mme Marie Christine JABOBY, Agent d'administration principal

Procuration spéciale est donnée, à l'effet de signer les bons de livraison des colis de titres restaurant, à :

Mme Isabelle VIARDOT, Agent d'administration principal

Procuration spéciale est donnée, à l'effet de signer les bons de livraison des colis de titres restaurant, de procéder au mouvements des valeurs « titres restaurant », de procéder à l'approvisionnement en titres restaurant des postes non centralisateurs, à :

Mme Marie Christine JABOBY, Agent d'administration principal

Mme Anne Marie CAMBEFORT, Contrôleur principal

Mme Sylvie ROMAIN, Inspecteur, chef du service Ressources humaines

Procuration spéciale est donnée, à l'effet de signer les bons de livraison des colis, y compris ceux du service Budget logistique, à :

Mme Sylvie GUYOT, Agent d'administration principal

Mme Danielle CHEVALIER, Agent d'administration principal

Mme Aline CHEF, Adjoint technique du Trésor public

M. Jean OILLET, Agent d'administration

10- Fonctionnement du service Budget logistique

Procuration spéciale destinée à apposer la mention « service fait » sur les factures concernant la Trésorerie générale, est donnée à :

M. Gilles FLUCK, Inspecteur, Chef du service

Mme Martine HOUSTLER, Contrôleur

Melle Fabienne MATHIOT, Contrôleur

Procuration spéciale est donnée à l'effet de signer, en l'absence du chef du service Budget logistique, le courrier interne au service, à :

Mme Martine HOUSTLER, Contrôleur

Melle Fabienne MATHIOT, Contrôleur

Procuration spéciale est donnée, à l'effet de signer les bons de livraison des colis, y compris ceux du service Budget logistique, à :

M. Fabrice JACQUINET, Agent d'administration principal

Mme Annick HALLER, Agent d'administration principal

Mme Monique GERARD, Agent d'administration principal

11- Fonctionnement du Pôle Recouvrement Contentieux

Procuration spéciale est donnée à l'effet de signer, en l'absence du chef de service Pôle Recouvrement Contentieux, le courrier interne au service, à :

Melle Marie-Christine RENAULD, Contrôleur principal

12- Fonctionnement du service Dépense

Procuration spéciale est donnée à l'effet de signer, en l'absence du chef de service dépense, le courrier interne au service, à :

Mme Marie-Christine JUHEL, Contrôleur

Mme Martine FROST, Contrôleur principal

13- Fonctionnement du service Comptabilité

Procuration spéciale est donnée à l'effet de signer, en l'absence du chef de service Comptabilité, le courrier interne au service, à :

M. Bernard LAROSE, Contrôleur

14- Fonctionnement du service CEPL comptabilité et opérations de gestion

Procuration spéciale est donnée à l'effet de signer, en l'absence du chef de service CEPL gestion, le courrier interne au service, à :

M. Fabrice ARNET, Contrôleur principal

M. André THOUVENIN, Contrôleur principal

15- Fonctionnement du service CEPL pilotage et animation

Procuration spéciale est donnée à l'effet de signer, en l'absence du chef de service CEPL Conseil, le courrier interne au service, à :

Mme Noëlle MARIANI, Contrôleur principal

Mme Annette KIEFFER, Contrôleur principal

16- Fonctionnement du Service Dépôts et Services Financiers

Procuration spéciale est donnée à l'effet de signer les déclarations de recettes ou de dépôts, les bordereaux d'envoi, les documents relatifs à l'ouverture et au fonctionnement des comptes de dépôts ou de comptes-titres, des quittances et ordres de Bourse, à :

Mme Anne Marie AUBERT, Contrôleur principal

Procuration spéciale est donnée à l'effet de signer les documents relatifs à leurs fonctions de « chargé de clientèle », à :

Mme Claude DELINCHANT, Contrôleur

M. Philippe WINTZER, Inspecteur

Procuration spéciale est donnée à l'effet de valider les opérations saisies dans l'application VIR, à :

Mme Anne Marie AUBERT, Contrôleur principal  
Melle Evelynne CANTENER, Contrôleur  
Melle Nicole SIMONIN, Inspecteur

17- Fonctionnement du service Contrôle Financier Déconcentré

Procuration spéciale est donnée à l'effet de signer, en l'absence du chef de service CFD, le courrier interne au service, à :

M. Pascal AUBERT, Contrôleur principal  
18- Fonctionnement du service Redevance

Procuration spéciale est donnée à l'effet de signer, en l'absence du chef de service Redevance, le courrier interne au service, à :

M. Jean-Michel BURTIN, Contrôleur principal  
Mme Elisabeth BANASIAK, Contrôleur  
Mme Elisabeth HELLE, Agent d'administration principal

19- Fonctionnement du service Recouvrement contentieux

Procuration spéciale est donnée à l'effet de signer, en l'absence du chef de service Recouvrement contentieux, le courrier interne au service, à :

Mme Francine KLEIN, Contrôleur principal  
20- Fonctionnement du service France Domaine

20-1 Arrêté portant désignation des agents habilités à exercer les fonctions de Commissaire du Gouvernement devant les juridictions de l'expropriation

Le Trésorier-Payeur Général du département de Meurthe-et-Moselle ;

Vu le décret n° 2005-467 du 13 mai 2005 portant modification du code de l'expropriation pour cause d'utilité publique (article R.13-7) ;

Vu l'article 16 du décret 2006-1792 du 23/12/2006 ;

#### ARRETE

Art. 1<sup>er</sup> : M. Jean-Marie LANG, inspecteur, et Mme Anne-Marie KLEIN, inspecteur départemental, sont désignés pour le suppléer dans sa fonction de Commissaire du Gouvernement auprès de la juridiction de l'expropriation du département de Meurthe-et-Moselle et, le cas échéant, devant la Cour d'appel compétente.

Art. 2 : Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et affiché dans les locaux de la trésorerie générale de Meurthe-et-Moselle ;

20-2 Arrêté portant désignation des agents habilités à représenter l'expropriant devant les juridictions de l'expropriation

Le Trésorier-Payeur Général du département de Meurthe-et-Moselle ;

Vu le code du domaine de l'Etat, notamment son article R. 179 ;

Vu le décret n° 67-568 du 12 juillet 1967 modifié relatif à la réalisation d'acquisitions foncières pour le compte des collectivités publiques dans certains départements, notamment son article 4 ;

Vu l'arrêté ministériel du 29 janvier 1973 rendant applicable dans le département de Meurthe-et-Moselle le régime des procédures foncières institué par les articles R. 176 à R. 184 du code du domaine de l'Etat et par le décret n° 67-568 du 12 juillet 1967 susvisé,

#### ARRETE

Art. 1<sup>er</sup> : Messieurs Alain CONTE et Laurent DARNE, contrôleurs, Joël KERDONCUFF, Joël SZUBARGA, Daniel ALBERT, Jean-Marc WARIS et Philippe SCHNEIDER, inspecteurs, Mesdames Isabelle BURNEL et Josiane KLAEYLE, inspectrices sont désignés pour agir devant la juridiction de l'expropriation du département de Meurthe-et-Moselle en vue de la fixation des indemnités d'expropriation et, le cas échéant, devant la Cour d'appel compétente :

- au nom des services expropriants de l'Etat ;

- et, sur leur demande, au nom des collectivités, établissements ou sociétés mentionnés à l'article R. 177 du code du domaine de l'Etat et à l'article 2 du décret n° 67-568 du 12 juillet 1967 susvisé.

Art. 2 : Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et affiché dans les locaux de la trésorerie générale de Meurthe-et-Moselle, 50 rue des Ponts à Nancy ;

La présente procuration annule et remplace celle du 1<sup>er</sup> septembre 2007.

Nancy, le 17 janvier 2008  
Christian BRUNET,  
Trésorier-payeur général de Meurthe et Moselle

## AUTRES SERVICES

### Maternité régionale universitaire de Nancy

#### Décision 2007/001 de délégation de signature du 1<sup>er</sup> octobre 2007

M. Bruno CARRIERE, directeur de la maternité régionale universitaire de Nancy

Vu les dispositions des articles L. 6143-7 et D. 714-12-1 et suivants du code de la santé publique,

Vu l'arrêté ministériel du 16 avril 2002 nommant Monsieur Bruno CARRIERE Directeur de la Maternité Régionale de NANCY,

Vu la décision administrative du 20 janvier 2007 nommant Madame Michèle GUEFVENEU, Attachée d'Administration Principale à la Maternité Régionale de NANCY,

Vu l'arrêté ministériel du 20 juillet 2007 nomment Madame Isabelle VIDREQUIN Directrice Adjointe de la Maternité Régionale de Nancy à compter du 1<sup>er</sup> octobre 2007,

Vu la décision de délégation de signature n° 1 du 1<sup>er</sup> juillet 2002,

#### DECIDE

Art. 1<sup>er</sup> : Délégation permanente est donnée à Madame Isabelle VIDREQUIN pour signer l'ensemble des documents, actes administratifs, décisions, documents budgétaires sans limitations ni d'objet, ni de montant, rendus utiles et nécessaires pour assurer le fonctionnement et la continuité de l'établissement, y compris les documents à transmettre à l'autorité judiciaire.

Art. 2 : En cas d'empêchement et d'absence conjointe de Monsieur CARRIERE, Directeur et Madame VIDREQUIN, Directrice Adjointe, délégation

est donnée à Madame GUEFVENEU afin de signer l'ensemble des documents, actes administratifs, décisions, documents budgétaires sans limitation ni d'objet, ni de montant, rendus utiles et nécessaires pour assurer le fonctionnement et la continuité de l'établissement, y compris les documents à transmettre à l'autorité judiciaire.

Art. 3 : Cette délégation générale est assortie de l'obligation pour le titulaire :

- de respecter les procédures réglementaires en vigueur,

- de n'engager les dépenses que dans la limite des crédits autorisés,

- de rendre compte à la Direction des opérations effectuées.

Art. 4 : Le titulaire de cette délégation a la responsabilité des opérations qu'il effectue dans le cadre de sa délégation et, est chargé d'assurer le contrôle de l'ensemble des agents qui interviennent dans les procédures concernées.

Art. 5 : La présente délégation prend effet à compter du 1<sup>er</sup> octobre 2007.

Art. 6 : Toute décision de délégation de signature antérieure à la présente, ayant le même objet est rapportée.

Nancy, le 1<sup>er</sup> octobre 2007

Le directeur,  
Bruno CARRIERE

#### Décision 2007/002 de délégation de signature du 1<sup>er</sup> octobre 2007 - Services financiers

M. Bruno CARRIERE, directeur de la maternité régionale universitaire de Nancy

Vu les dispositions des articles L. 6143-7 et D. 714-12-1 et suivants du code de la santé publique,

Vu l'arrêté ministériel du 16 avril 2002 nommant Monsieur Bruno CARRIERE Directeur de la Maternité Régionale de NANCY,

Vu l'arrêté ministériel du 20 juillet 2007 nomment Madame Isabelle VIDREQUIN Directrice Adjointe de la Maternité Régionale de Nancy à compter du 1<sup>er</sup> octobre 2007,

Vu la décision du 20 septembre 2003 nommant Madame Florence MALGRAS, attachée d'administration hospitalière à la Maternité Régionale de NANCY,

Vu la délégation de signature principale n°2007/001,

#### DECIDE

Art. 1<sup>er</sup> : Délégation permanente est donnée à Madame MALGRAS pour signer, en lieu et place du directeur de l'établissement, l'ensemble des titres de recettes et des mandats émis par l'établissement, les notes et différentes correspondances se rapportant à l'organisation et au fonctionnement des services financiers et du bureau des entrées ainsi que différents documents portant mobilisation ou remboursement de la ligne de trésorerie.

Art. 2 : Le délégataire doit s'assurer de la légalité des décisions, actes administratifs, notes et documents signés de sa main établis en vertu de la présente décision.

Art. 3 : Toute décision de délégation de signature antérieure à la présente, ayant le même objet est rapportée.

Nancy, le 1<sup>er</sup> octobre 2007

Le directeur,  
Bruno CARRIERE

#### Décision 2007/003 de délégation de signature du 1<sup>er</sup> octobre 2007 - Direction des ressources humaines

M. Bruno CARRIERE, directeur de la maternité régionale universitaire de Nancy

Vu les dispositions des articles L. 6143-7 et D. 714-12-1 et suivants du code de la santé publique,

Vu l'arrêté ministériel du 16 avril 2002 nommant Monsieur Bruno CARRIERE Directeur de la Maternité Régionale de NANCY,

Vu l'arrêté ministériel du 20 juillet 2007 nomment Madame Isabelle VIDREQUIN Directrice Adjointe de la Maternité Régionale de Nancy à compter du 1<sup>er</sup> octobre 2007,

Vu la décision de nomination de Madame Michèle GUEFVENEU à la Maternité régionale de NANCY,

Vu la délégation de signature principale n°2007/001,

#### DECIDE

Art. 1<sup>er</sup> : Délégation permanente est donnée à Madame GUEFVENEU pour signer, en lieu et place du directeur de l'établissement, l'ensemble des titres de recettes, mandats de paiement, les notes et différents documents se rapportant à l'organisation et au fonctionnement de la direction des ressources humaines.

Art. 2 : Délégation permanente est donnée à Madame GUEFVENEU pour signer, en lieu et place du directeur de l'établissement, les contrats de travail de droit public et leurs différents avenants, les décisions d'avancement d'échelon, de mutation, de recrutement et de titularisation des agents sous statut de la fonction publique hospitalière.

Sont exclus de cette délégation permanente les décisions et documents suivants :

- avancements de grade des personnels médicaux et non médicaux,

- décisions de titularisation, nomination et contrats des personnels médicaux et agents de catégorie A,

- notes, correspondances et décisions se rapportant à une procédure disciplinaire.

Art. 3 : Toute décision de délégation de signature antérieure à la présente, ayant le même objet est rapportée.

Nancy, le 1<sup>er</sup> octobre 2007

Le directeur,  
Bruno CARRIERE

#### Décision 2007/004 de délégation de signature du 1<sup>er</sup> octobre 2007 - Département d'information médicale

M. Bruno CARRIERE, directeur de la maternité régionale universitaire de Nancy

Vu les dispositions des articles L. 6143-7 et D. 714-12-1 et suivants du code de la santé publique,  
Vu l'arrêté ministériel du 16 avril 2002 nommant Monsieur Bruno CARRIERE Directeur de la Maternité Régionale de NANCY,  
Vu l'arrêté ministériel du 20 juillet 2007 nomment Madame Isabelle VIDREQUIN Directrice Adjointe de la Maternité Régionale de Nancy à compter du 1<sup>er</sup> octobre 2007,  
Vu l'arrêté ministériel du 1<sup>er</sup> juillet 2001 nommant Madame le Docteur Jeanne FRESSON chef de service du département d'information médicale de la Maternité Régionale de NANCY,  
Vu l'arrêté ministériel en date du 1<sup>er</sup> juillet 2007, nommant Madame le Docteur VALENCE, praticien hospitalier à la Maternité Régionale de NANCY,  
Vu la délégation de signature principale n°2007/001,

**DECIDE**

**Art. 1<sup>er</sup>** : Délégation permanente est donnée à Madame FRESSON, chef de service du DIM de la Maternité régionale pour communiquer aux patients qui en manifestent la volonté, les informations et les documents médicaux les intéressant dans les conditions prévues par les dispositions législatives et réglementaires.

**Art. 2** : En cas d'empêchement de Madame le Docteur FRESSON, chef de service du DIM, délégation est donnée à Madame le Docteur Annick VALENCE, pour communiquer aux patients qui en manifestent la volonté, les informations et les documents médicaux les intéressant dans les conditions prévues par les dispositions législatives et réglementaires.

**Art. 3** : Le délégataire doit se conformer aux dispositions législatives et réglementaires opposables. Toute décision de délégation de signature antérieure à la présente, ayant le même objet est rapportée.

Nancy, le 1<sup>er</sup> octobre 2007  
Le directeur,  
Bruno CARRIERE

**Décision 2007/005 de délégation de signature du 1<sup>er</sup> octobre 2007 - Pharmacie**

M. Bruno CARRIERE, directeur de la maternité régionale universitaire de Nancy

Vu les dispositions des articles L. 6143-7 et D. 714-12-1 et suivants du code de la santé publique,  
Vu l'arrêté ministériel du 16 avril 2002 nommant Monsieur Bruno CARRIERE Directeur de la Maternité Régionale de NANCY,  
Vu l'arrêté ministériel du 20 juillet 2007 nomment Madame Isabelle VIDREQUIN Directrice Adjointe de la Maternité Régionale de Nancy à compter du 1<sup>er</sup> octobre 2007,  
Vu l'arrêté ministériel du 18 décembre 2000 nommant Mademoiselle Monique LUX chef de service de la pharmacie de la Maternité Régionale de NANCY,  
Vu l'arrêté ministériel en date du 1<sup>er</sup> juillet 2007, nommant Madame le Docteur VIDAL, praticien hospitalier à la Maternité Régionale de NANCY,  
Vu la nomination de Monsieur Franck PERRIN, en qualité d'assistant spécialiste à compter du 1<sup>er</sup> novembre 2005,  
Vu la délégation de signature principale n°2007/001,

**DECIDE**

**Art. 1<sup>er</sup>** : Délégation permanente est donnée à Mademoiselle Monique LUX, praticien hospitalier, chef de service de la pharmacie, de l'établissement pour signer en mon nom et place :

- toutes pièces administratives relatives à une commande, un engagement de dépenses et à une liquidation dans les domaines des spécialités pharmaceutiques et des dispositifs médicaux ;
- les documents relatifs à une consultation, une mise en concurrence préalable à la conclusion d'un marché public à l'exclusion du rapport de la personne responsable du marché et de l'acte d'engagement.

**Art. 2** : En cas d'empêchement ou d'absence conjointe de Mademoiselle LUX, praticien hospitalier, chef de service, subdélégation est donnée à :

- Mademoiselle Bérengère VIDAL, praticien hospitalier, pharmacien,
  - Monsieur Franck PERRIN, Pharmacien assistant spécialiste,
- pour viser toutes les pièces administratives relatives à une commande, un engagement de dépenses et à une liquidation dans les domaines des spécialités pharmaceutiques et des dispositifs médicaux.

**Art. 3** : En annexe de la présente, figure la liste des comptes pour lesquels les délégataires peuvent signer l'un des actes visés à l'article 1.

**Art. 4** : Chaque délégataire doit s'assurer de la légalité de chacun des actes administratifs et documents qu'il vise en application de cette décision. Toute décision de délégation de signature antérieure à la présente, ayant le même objet est rapportée.

Nancy, le 1<sup>er</sup> octobre 2007  
Le directeur,  
Bruno CARRIERE

*La liste des comptes budgétaires pour lesquels les délégataires peuvent signer l'un des actes visés à l'article 1 est consultable à la Maternité Régionale Universitaire de NANCY.*

**Décision 2007/006 de délégation de signature du 1<sup>er</sup> octobre 2007 - Cellule achats et marchés publics**

M. Bruno CARRIERE, directeur de la maternité régionale universitaire de Nancy

Vu les dispositions des articles L. 6143-7 et D. 714-12-1 et suivants du code de la santé publique,  
Vu l'arrêté ministériel du 16 avril 2002 nommant Monsieur Bruno CARRIERE Directeur de la Maternité Régionale de NANCY,  
Vu l'arrêté ministériel du 20 juillet 2007 nomment Madame Isabelle VIDREQUIN Directrice Adjointe de la Maternité Régionale de Nancy à compter du 1<sup>er</sup> octobre 2007,

Vu la décision de nomination de Monsieur Jacques BELGY à la Maternité Régionale de NANCY,  
Vu la délégation de signature principale n°2007/001,

**DECIDE**

**Art. 1<sup>er</sup>** : Délégation permanente est donnée à Monsieur Jacques BELGY, Attaché d'administration, responsable de la cellule Achats et Marchés publics de la Maternité Régionale Universitaire de Nancy pour signer les documents suivants :

- l'ensemble des documents se rapportant aux procédures de mise en concurrence et de conclusions de marchés publics à l'exception du rapport de la personne responsable du marché et de l'acte d'engagement ;
- l'ensemble des documents se rapportant à l'organisation interne de la cellule achats - marchés publics.

**Art. 2** : Délégation permanente est donnée à Monsieur Jacques BELGY pour signer les bons de commandes et/ou ordres de services ou tout autre document équivalent sans limitation de montant, notamment en application de marchés publics rendus exécutoires, tirés sur les comptes figurant en annexe 1 de la présente.

**Art. 3** : Toute décision de délégation de signature antérieure à la présente, ayant le même objet est rapportée.

Nancy, le 1<sup>er</sup> octobre 2007

Le directeur,  
Bruno CARRIERE

*La liste des comptes budgétaires est consultable à la Maternité Régionale Universitaire de NANCY.*

**Décision 2007/007 de délégation de signature du 1<sup>er</sup> octobre 2007 - Service hôtelier**

M. Bruno CARRIERE, directeur de la maternité régionale universitaire de Nancy

Vu les dispositions des articles L. 6143-7 et D. 714-12-1 et suivants du code de la santé publique,  
Vu l'arrêté ministériel du 16 avril 2002 nommant Monsieur Bruno CARRIERE Directeur de la Maternité Régionale de NANCY,  
Vu l'arrêté ministériel du 20 juillet 2007 nomment Madame Isabelle VIDREQUIN Directrice Adjointe de la Maternité Régionale de Nancy à compter du 1<sup>er</sup> octobre 2007,  
Vu la décision de nomination de Monsieur Jean Marc ANQUETIL à la Maternité Régionale de NANCY,  
Vu la délégation de signature principale n°2007/001,

**DECIDE**

**Art. 1<sup>er</sup>** : Délégation permanente est donnée à Monsieur Jean Marc ANQUETIL, responsable du service restauration pour signer les documents suivants :

- Bons de commandes inférieurs ou égaux à 2000€ sans réserve se rapportant aux comptes :
  - . 60231 Pain, farine, biscotte,
  - . 6063 Alimentation non stockable ;
- Documents se rapportant à l'organisation du service restauration.

**Art. 2** : En l'absence, et en cas d'empêchement de Monsieur ANQUETIL, délégation est donnée à Monsieur GOZILLON, adjoint responsable du service restauration dans les conditions prévues à l'article premier.

**Art. 3** : Toute décision de délégation de signature antérieure à la présente, ayant le même objet est rapportée.

Nancy, le 1<sup>er</sup> octobre 2007  
Le directeur,  
Bruno CARRIERE

**Décision 2007/008 de délégation de signature du 1<sup>er</sup> octobre 2007 - Services techniques et ateliers**

M. Bruno CARRIERE, directeur de la maternité régionale universitaire de Nancy

Vu les dispositions des articles L. 6143-7 et D. 714-12-1 et suivants du code de la santé publique,  
Vu l'arrêté ministériel du 16 avril 2002 nommant Monsieur Bruno CARRIERE Directeur de la Maternité Régionale de NANCY,  
Vu l'arrêté ministériel du 20 juillet 2007 nomment Madame Isabelle VIDREQUIN Directrice Adjointe de la Maternité Régionale de Nancy à compter du 1<sup>er</sup> octobre 2007,  
Vu la décision de nomination de Monsieur BIGEON à la Maternité Régionale de NANCY,  
Vu la décision de nomination de Monsieur BOLLINI à la Maternité Régionale de NANCY,  
Vu la délégation de signature principale n°2007/001,

**DECIDE**

**Art. 1<sup>er</sup>** : Délégation permanente est donnée à Monsieur BIGEON, technicien supérieur et Monsieur BOLLINI, contremaître, pour signer les documents suivants :

- bons de commande et ordres de service se rapportant aux comptes visés en annexe 1 dans la limite de 4 500€ hors taxes ;
- bons de commande et ordres de service portant application des marchés publics rendus exécutoires ;
- documents se rapportant à l'organisation et au fonctionnement des services techniques et ateliers.

**Art. 2** : Toute décision de délégation de signature antérieure à la présente, ayant le même objet est rapportée.

Nancy, le 1<sup>er</sup> octobre 2007  
Le directeur,  
Bruno CARRIERE

*La liste des comptes budgétaires est consultable à la Maternité Régionale Universitaire de NANCY.*

**Décision 2007/009 de délégation de signature du 1<sup>er</sup> octobre 2007 - Atelier biomédical**

M. Bruno CARRIERE, directeur de la maternité régionale universitaire de Nancy

Vu les dispositions des articles L. 6143-7 et D. 714-12-1 et suivants du code de la santé publique,

Vu l'arrêté ministériel du 16 avril 2002 nommant Monsieur Bruno CARRIERE Directeur de la Maternité Régionale de NANCY,

Vu l'arrêté ministériel du 20 juillet 2007 nomment Madame Isabelle VIDREQUIN Directrice Adjointe de la Maternité Régionale de Nancy à compter du 1<sup>er</sup> octobre 2007,

Vu la décision de nomination de Monsieur BRACKE à la Maternité Régionale de NANCY,

Vu la délégation de signature principale n°2007/001,

**DECIDE**

Art. 1<sup>er</sup> : Délégation permanente est donnée à Monsieur BRACKE, technicien supérieur pour signer les documents suivants :

- ordres de service et bons de commande dans la limite de 4 500€ hors taxes et se rapportant aux comptes suivants :

- . 602631 Atelier biomédical,
- . 606231 Atelier biomédical achats non stockés,
- . 615151 Matériel outillages médicaux,
- . 615162 Maintenance matériel médical ;

- bons de commande et ordres de service portant application des marchés publics rendus exécutoires ;

- documents se rapportant à l'organisation et au fonctionnement de l'atelier biomédical.

Art. 2 : Toute décision de délégation de signature antérieure à la présente, ayant le même objet est rapportée.

Nancy, le 1<sup>er</sup> octobre 2007

Le directeur,  
Bruno CARRIERE

**Décision 2007/0010 de délégation de signature du 1<sup>er</sup> octobre 2007 - Service entretien**

M. Bruno CARRIERE, directeur de la maternité régionale universitaire de Nancy

Vu les dispositions des articles L. 6143-7 et D. 714-12-1 et suivants du code de la santé publique,

Vu l'arrêté ministériel du 16 avril 2002 nommant Monsieur Bruno CARRIERE Directeur de la Maternité Régionale de NANCY,

Vu l'arrêté ministériel du 20 juillet 2007 nomment Madame Isabelle VIDREQUIN Directrice Adjointe de la Maternité Régionale de Nancy à compter du 1<sup>er</sup> octobre 2007,

Vu la décision de nomination de Madame Christine GIRARDIN à la Maternité Régionale de NANCY,

Vu la délégation de signature principale n°2007/001,

**DECIDE**

Art. 1<sup>er</sup> : Délégation permanente est donnée à Madame Christine GIRARDIN, pour signer les documents suivants :

Bons de commandes d'un montant inférieur ou égal à 2 000€ sous réserve se rapportant au compte 6283 nettoyage extérieur ;

Documents se rapportant à l'organisation de l'équipe de suppléance et des prestations de nettoyage de la Maternité.

Art. 2 : En l'absence et en cas d'empêchement de Madame Christine GIRARDIN, délégation est donnée à Madame JUREK, chef de mission Coordination et Qualité dans les conditions prévues à l'article 2.

Art. 3 : Toute décision de délégation de signature antérieure à la présente, ayant le même objet est rapportée.

Nancy, le 1<sup>er</sup> octobre 2007

Le directeur,  
Bruno CARRIERE

**Décision 2007/0011 de délégation de signature du 1<sup>er</sup> octobre 2007 - Service informatique**

M. Bruno CARRIERE, directeur de la maternité régionale universitaire de Nancy

Vu les dispositions des articles L. 6143-7 et D. 714-12-1 et suivants du code de la santé publique,

Vu l'arrêté ministériel du 16 avril 2002 nommant Monsieur Bruno CARRIERE Directeur de la Maternité Régionale de NANCY,

Vu l'arrêté ministériel du 20 juillet 2007 nomment Madame Isabelle VIDREQUIN Directrice Adjointe de la Maternité Régionale de Nancy à compter du 1<sup>er</sup> octobre 2007,

Vu la décision de nomination de Monsieur DESVIGNE à la Maternité Régionale de NANCY,

Vu le contrat de recrutement de Madame BASTIEN KERE à la Maternité Régionale de NANCY,

Vu la délégation de signature principale n°2007/001,

**DECIDE**

Art. 1<sup>er</sup> : Délégation permanente est donnée à Monsieur DESVIGNE, pour signer les documents suivants :

- Bons de commandes d'un montant inférieur ou égal à 4500€ sous réserve se rapportant aux comptes suivants :

- . 602633 Ateliers informatiques,
- . 602652 Fournitures informatiques,
- . 606252 Fournitures informatiques,
- . 615154 Matériel informatique médical,
- . 615161 Maintenance informatique médical,

. 615254 Matériel informatique ;

Art. 2 : En l'absence et en cas d'empêchement de Monsieur DESVIGNE, délégation est donnée à Madame BASTIEN KERE, dans les conditions prévues à l'article 1.

Art. 3 : Toute décision de délégation de signature antérieure à la présente, ayant le même objet est rapportée.

Nancy, le 1<sup>er</sup> octobre 2007

Le directeur,  
Bruno CARRIERE

**Centre hospitalier de Saint-Nicolas-de-Port****Décision N° DIR/03/2008 portant délégation de signature du 23 janvier 2008**

Le directeur par intérim du centre hospitalier de Saint-Nicolas-de-Port

Vu la loi n° 91-748 du 31 juillet 1991 portant réforme hospitalière, notamment son article L714.12 ;

Vu le décret n° 92/783 du 6 août 1992 relatif à la délégation de signature des Directeurs des Etablissements Publics de Santé ;

Vu le décret 94/392 du 18 mai 1994 modifié relatif à la composition des groupes fonctionnels et aux virements de crédits du Directeur ;

Vu la délibération n° 2007/20 du Conseil d'Administration en sa séance du 20 décembre 2007 portant recrutement d'un Directeur Adjoint contractuel ;

Vu le contrat de travail à durée indéterminée de Monsieur Bruno BLAISON prenant effet au 1<sup>er</sup> février 2008 ;

**DECIDE**

Art. 1<sup>er</sup> : Délégation est donnée à Monsieur Bruno BLAISON, directeur adjoint, ayant une compétence générale sur l'ensemble des fonctions administratives et logistiques du Centre Hospitalier de Saint Nicolas de Port, à l'effet de signer tous les actes et décisions dans l'ensemble des champs, à l'exclusion des mesures disciplinaires.

Art. 2 : Délégation permanente est donnée à Monsieur Bruno BLAISON, Directeur Adjoint, à l'effet de signer lors des gardes administratives toutes les décisions, certificats, bulletins relatifs à l'application des dispositions du Livre 2 du Code de la Santé Publique relatif à la lutte contre les maladies mentales.

Art. 3 : Délégation est également donnée à Monsieur Bruno BLAISON pour présider le C.H.S.C.T. et le C.T.E. et pour participer au C.L.I.N., en l'absence du Directeur par intérim.

Art. 4 : La présente délégation prend effet à compter du 1<sup>er</sup> février 2008.

Art. 5 : Ampliation de la présente décision sera adressée à :

- Monsieur le Trésorier principal de St Nicolas de Port,
- Monsieur Bruno BLAISON
- Dossier individuel de l'intéressée,
- Classeur chronologique.

Saint-Nicolas-de-Port, le 23 janvier 2008

Le directeur par intérim,  
Y. BOUYSSSET

**AVIS ET COMMUNICATIONS****SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT****Direction départementale des affaires sanitaires et sociales  
Service offre de soins hospitalière****Nomination au choix - Avis de vacances de postes - Agent de maîtrise**

Conformément aux dispositions du décret n° 91-45 du 14 janvier 1991 modifié, article 10 (2°), et article 48, les établissements bénéficiaires d'un poste à pourvoir par nomination au choix au titre de l'année 2007, dans le grade d'agent de maîtrise sont les suivants :

Centre Hospitalier 1 Poste  
3 rue du Jeu de Paume

54210 SAINT NICOLAS DE PORT

Maison de Retraite 1 Poste

29 rue Louis Quinquet

54260 LONGUYON

Peuvent faire acte de candidature :

Art. 10 (2°) : Les maîtres ouvriers et les conducteurs ambulanciers de 1<sup>ère</sup> catégorie comptant au moins un an de services effectifs dans leur grade ainsi que les ouvriers professionnels qualifiés, les conducteurs ambulanciers de 2<sup>ème</sup> catégorie ayant atteint au moins le 5<sup>ème</sup> échelon de leur grade et comptant au moins six ans de services effectifs dans leur grade.

Peuvent faire acte de candidature :

Art. 48 (Par dérogation à l'art. 10) : Les ouvriers professionnels qualifiés, conducteurs ambulanciers de 2<sup>°</sup> catégorie et les agents de service mortuaire et de désinfection de 1<sup>°</sup> catégorie ayant atteint au moins le 4<sup>°</sup> échelon de leur grade. Les candidatures, accompagnées de toutes pièces justificatives de la situation administrative des candidats, doivent être adressées, par écrit, le cachet de la poste faisant foi, à Monsieur le Directeur de l'établissement concerné, dans un délai d'un mois à compter de la date de publication du présent avis au Recueil des Actes Administratifs.

**Nomination au choix - Avis de vacances de postes - Agent chef de deuxième catégorie**

Conformément aux dispositions du décret n° 91-45 du 14 janvier 1991 modifié, article 4 (3°), les établissements bénéficiaires d'un poste à pourvoir par nomination au choix au titre de l'année 2007, dans le grade d'agent chef de deuxième catégorie sont les suivants :

Centre Hospitalier 1 Poste

1 rue Level - B.P 206

54301 LUNEVILLE CEDEX  
Centre Hospitalier 1 Poste  
3 rue du Jeu de Paume  
54210 SAINT NICOLAS DE PORT  
Centre Hospitalier 1 Poste  
Cours Raymond Poincaré – BP 310  
54201 TOUL

Peuvent faire acte de candidature :

Les agents de maîtrise principaux, les maîtres ouvriers principaux et les conducteurs ambulanciers hors catégorie ainsi que les agents de maîtrise, les maîtres ouvriers et les conducteurs ambulanciers de 1<sup>ère</sup> catégorie comptant au moins trois ans de services effectifs dans leur grade.

Les candidatures, accompagnées de toutes pièces justificatives de la situation administrative des candidats, doivent être adressées, par écrit, le cachet de la poste faisant foi, à Monsieur le Directeur de l'établissement concerné, dans un délai d'un mois à compter de la date de publication du présent avis au Recueil des Actes Administratifs.

**Direction départementale de l'équipement**  
*Service aménagement, risques et urbanisme*

**Avis de parution de l'arrêté préfectoral n° 4322 du 8 janvier 2008 autorisant Electricité de France à exécuter des travaux sur la commune de Villerupt**

Par arrêté préfectoral n° 4322 en date du 8 janvier 2008, Electricité de France a été autorisée à exécuter les travaux en vue de l'alimentation ticket jaune de la piscine municipale rue de Verdun sur la commune de Villerupt.

**Avis de parution de l'arrêté préfectoral n° 6670 du 22 janvier 2008 autorisant Electricité de France à exécuter des travaux sur la commune de Chambley-Bussières**

Par arrêté préfectoral n° 6670 en date du 22 janvier 2008, Electricité de France a été autorisée à exécuter les travaux en vue Chambley D 82 836 TB RFF route de Mars La Tour, sur la commune de Chambley-Bussières.

**Avis de parution de l'arrêté préfectoral n° 7849 du 8 janvier 2008 autorisant AKERYS PROMOTION à exécuter des travaux sur la commune de Toul**

Par arrêté préfectoral n° 7849 en date du 8 janvier 2008, AKERYS PROMOTION, technopôle de Brabois, 6 allée de la Forêt de la Reine – CS 10220 – 54519 VANDOEUVRE CEDEX a été autorisé à exécuter les travaux en vue de la résidence « les côtes de Toul », création d'un poste HTA, création d'un poste BTA, création d'un poste de transformation sur la commune de Toul.

**Avis de parution de l'arrêté préfectoral n° 8150 du 8 janvier 2008 autorisant Electricité de France à exécuter des travaux sur la commune de Toul**

Par arrêté préfectoral n° 8150 en date du 8 janvier 2008, Electricité de France a été autorisée à exécuter les travaux en vue TR exploité départ Dommartin et Valcourt prison Embarie sur la commune de Toul.

**Avis de parution de l'arrêté préfectoral n° 8339 du 8 janvier 2008 autorisant Electricité de France à exécuter des travaux sur la commune de Allondrelle La Malmaison**

Par arrêté préfectoral n° 8339 en date du 8 janvier 2008, Electricité de France a été autorisée à exécuter les travaux en vue de l'extension du réseau BT pour un relais Télécom au lieu-dit « le Bouvret » sur la commune de Allondrelle La Malmaison.

**Avis de parution de l'arrêté préfectoral n° 8794 du 8 janvier 2008 autorisant Electricité de France à exécuter des travaux sur la commune de Brehain-la-Ville**

Par arrêté préfectoral n° 8794 en date du 8 janvier 2008, Electricité de France a été autorisée à exécuter les travaux en vue de JMJ Bréhaïn la Ville. Cabine haute BT 07 rue de l'Ecoles sur la commune de Brehain-la-Ville.

**Avis de parution de l'arrêté préfectoral n° 9718 du 22 janvier 2008 autorisant Electricité de France à exécuter des travaux sur la commune d'Essey-lès-Nancy**

Par arrêté préfectoral n° 9718 en date du 22 janvier 2008, Electricité de France a été autorisée à exécuter les travaux en vue du déplacement poste de transformation pour LIDL rue du général de Gaulle/rue du Pont de Pierre, sur la commune d'Essey-lès-Nancy.

**Avis de parution de l'arrêté préfectoral n° 11403 du 22 janvier 2008 autorisant Electricité de France à exécuter des travaux sur la commune de Jarny**

Par arrêté préfectoral n° 11403 en date du 22 janvier 2008, Electricité de France a été autorisée à exécuter les travaux en vue de LAS Jarny. Création du poste HTA/BT « les Marcaires ». Raccordement électrique du lot. « les Marcaires » chemin des Marcaires, sur la commune de Jarny.

**Avis de parution de l'arrêté préfectoral n° 12001 du 22 janvier 2008 autorisant Electricité de France à exécuter des travaux sur la commune d'Essey-lès-Nancy**

Par arrêté préfectoral n° 12001 en date du 22 janvier 2008, Electricité de France a été autorisée à exécuter les travaux en vue de AD 051 ZA Porte Verte, sur la commune d'Essey-lès-Nancy.

**Avis de parution de l'arrêté préfectoral n° 13931 du 15 janvier 2008 autorisant Electricité de France à exécuter des travaux sur la commune de Dombasle**

Par arrêté préfectoral n° 13931 en date du 15 janvier 2008, Electricité de France a été autorisée à exécuter les travaux en vue de l'alimentation tarif jaune Marc Donald's rue Charles Hermite sur la commune de Dombasle.

**Avis de parution de l'arrêté préfectoral n° 14065 du 22 janvier 2008 autorisant Electricité de France à exécuter des travaux sur la commune de Bertrambois**

Par arrêté préfectoral n° 14065 en date du 22 janvier 2008, Electricité de France a été autorisée à exécuter les travaux en vue de l'alimentation électrique site SFR lieu-dit « Guindrimont-Petit Rougemont », sur la commune de Bertrambois.

**Avis de parution de l'arrêté préfectoral n° 53957 du 8 janvier 2008 autorisant FRANCK IMMOBILIER à exécuter des travaux sur la commune de Tomblaine**

Par arrêté préfectoral n° 53957 en date du 8 janvier 2008, FRANCK IMMOBILIER a été autorisé à exécuter les travaux en vue du lotissement « les terrasses de la Meurthe » sur la commune de Tomblaine.

**AUTRES SERVICES**

**Conseil général de Meurthe-et-Moselle**

**Extrait de l'arrêté n° 01-2008 de concours sur titres du 14 janvier 2008 pour le recrutement de 3 auxiliaires de puériculture (hommes et femmes) au Réseau Educatif de Meurthe-et-Moselle**

Le président du conseil général de Meurthe-et-Moselle

**ARRETE**

Art. 1<sup>er</sup> : Un concours sur titres pour le recrutement de 3 auxiliaires de puériculture (hommes et femmes) est ouvert au Réseau Educatif de Meurthe-et-Moselle.

Art. 2 : Peuvent faire acte de candidature :

- Les personnes remplissant les conditions énumérées à l'article 5 de la loi n° 83-364 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires,
- Les personnes titulaires du diplôme d'Auxiliaire de Puériculture.

Art. 3 : Pour présenter leur candidature, les candidats disposent d'un délai de 1 mois à compter de la date de publication de l'avis de concours au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe et Moselle.

Les candidatures doivent être adressées dans ce délai, à l'adresse énoncée ci-dessous :

Madame le Directeur  
RESEAU EDUCATIF DE MEURTHE ET MOSELLE  
1a rue Bel Air - Boite postale n° 54  
54526 – LAXOU CEDEX

Art. 4 : Monsieur le Directeur Général des Services Départementaux est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Nancy, le 14 janvier 2008

Le président,  
Michel DINET

**Extrait de l'arrêté n° 02-2008 de concours sur titres du 14 janvier 2008 pour le recrutement de 4 aides médico-psychologiques (hommes et femmes) au Réseau Educatif de Meurthe-et-Moselle**

Le président du conseil général de Meurthe-et-Moselle

**ARRETE**

Art. 1<sup>er</sup> : Un concours sur titres pour le recrutement de 4 aides médico-psychologiques (hommes et femmes) est ouvert au Réseau Educatif de Meurthe-et-Moselle.

Art. 2 : Peuvent faire acte de candidature :

- Les personnes remplissant les conditions énumérées à l'article 5 de la loi n° 83-364 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires,
- Les personnes titulaires du certificat d'aptitude aux fonctions d'Aide Médico-Psychologique.

Art. 3 : Pour présenter leur candidature, les candidats disposent d'un délai de 1 mois à compter de la date de publication de l'avis de concours au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe et Moselle.

Les candidatures doivent être adressées dans ce délai, à l'adresse énoncée ci-dessous :

Madame le Directeur  
RESEAU EDUCATIF DE MEURTHE ET MOSELLE  
1a rue Bel Air - Boite postale n° 54  
54526 – LAXOU CEDEX

Art. 4 : Monsieur le Directeur Général des Services Départementaux est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Nancy, le 14 janvier 2008

Le président,

Michel DINET

**Extrait de l'arrêté n° 05 2008 de concours sur titres du 14 janvier 2008 pour le recrutement de 3 ouvriers professionnels qualifiés (hommes et femmes) sur les sites de Lunéville, Longwy et Nancy au Réseau Educatif de Meurthe-et-Moselle**

Le président du conseil général de Meurthe-et-Moselle

**ARRETE**

**Art. 1<sup>er</sup> :** Un concours sur titres pour le recrutement de 3 ouvriers professionnels qualifiés (hommes et femmes) sur les sites de Lunéville, Longwy et Nancy est ouvert au Réseau Educatif de Meurthe-et-Moselle.

**Art. 2 :** Peuvent faire acte de candidature :

- Les personnes remplissant les conditions énumérées à l'article 5 de la loi n° 83-364 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires,
- Les personnes titulaires d'un diplôme de niveau V, ou d'une qualification équivalente, (Certificat d'Aptitude Professionnel), dans le domaine du bâtiment tout corps de métiers confondus.

**Art. 3 :** Pour présenter leur candidature, les candidats disposent d'un délai de 1 mois à compter de la date de publication de l'avis de concours au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe et Moselle.

Les candidatures doivent être adressées dans ce délai, à l'adresse énoncée ci-dessous :

Madame le Directeur  
RESEAU EDUCATIF DE MEURTHE ET MOSELLE  
1a rue Bel Air - Boite postale n° 54  
54526 - LAXOU CEDEX

**Art. 4 :** Monsieur le Directeur Général des Services Départementaux est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Nancy, le 14 janvier 2008

Le président,  
Michel DINET

**Caisse centrale de la mutualité sociale agricole**

**Extrait de l'acte réglementaire du 12 décembre 2007 relatif à la généralisation du dispositif « WEB MEDECIN » renommé en « HISTORIQUE DES REMBOURSEMENTS »**

Le directeur général de la caisse centrale de la mutualité sociale agricole

**DECIDE**

**Art. 1<sup>er</sup> :** Il est créé par les organismes de la Mutualité Sociale Agricole un traitement de données à caractère personnel offrant aux médecins la possibilité d'accéder aux informations relatives aux actes et prestations remboursés par l'assurance maladie.

Ce traitement s'inscrit dans le cadre de l'article L 162-4-3 du code de la sécurité sociale issu de la loi du 13 août 2004 portant réforme de l'assurance maladie. En application de cet article, le décret n°2006-143 du 9 février 2006 a été pris dans le but de fixer les modalités selon lesquelles les médecins auront accès aux données relatives aux prestations servies aux bénéficiaires de l'assurance maladie.

Le dispositif permet, aux professionnels de Santé de consulter, par voie électronique, les données afférentes aux prestations délivrées aux patients, à l'occasion d'une consultation. Le dispositif assure ainsi un accès au relevé des remboursements et prises en charges de chaque bénéficiaire de façon individualisée.

Le médecin ayant recours à ce service est tenu d'informer ses patients à l'occasion de la réalisation des soins de l'objet et des conditions de cette procédure. Il recueille l'accord du patient préalablement à la consultation des données le concernant. Cet accord porte sur la totalité des données. Le consentement du patient est réputé obtenu par l'utilisation de sa carte Vitale. Le refus du bénéficiaire n'emporte aucune conséquence en matière de remboursement.

Il est rappelé que le service « web médecin » ne peut être consulté, en règle générale, qu'à l'occasion de la délivrance des soins et en présence des patients concernés.

Il est à noter que certaines informations de type IVG, ne sont pas accessibles, car elles sont anonymisées dans le système d'information.

Pour les mineurs de plus de 16 ans, l'accès au service n'est possible qu'avec leur carte personnelle, même s'ils sont toujours présents sur la carte de leurs parents.

**Art. 2 :** Les données auquel accède le professionnel de santé sont de deux natures, administratives et médicales :

- les informations administratives sont :

Nom, prénom, date de naissance et NIR du bénéficiaire

- les informations relatives aux prestations remboursées sont :

Prestations délivrées en ville

Cotation, libellé, numéro de code et date d'exécution correspondant aux soins médicaux, chirurgicaux, dentaires, analyses et examens biologiques, soins infirmiers et de rééducation fonctionnelle, y compris les actes et traitements à visée préventive ;

Date de délivrance, quantités et dénomination des médicaments, produits de santé, et dispositifs médicaux à usage individuel ;

S'il y a lieu motif de réduction ou de suppression de la participation financière de l'assuré ;

Produits et prestations délivrés en établissement de santé

Date d'admission et durée de séjour

Indication du groupe générique servant de base à la facturation des frais d'hospitalisation

Indication des médicaments produits et prestations facturés en sus ;

S'il y a lieu motif de réduction ou de suppression de la participation financière de l'assuré ;

Informations relatives aux frais de transport

Date et mode de transport

S'il y a lieu motif de la réduction ou de la suppression de la participation financière de l'assuré ;

Informations relatives aux arrêts de travail indemnisés

Date de début et de fin

Nombre d'indemnités journalières versées

Mention du lien éventuel avec une affection de longue durée

Informations relatives aux patients atteints d'une maladie de longue durée

Indicateur présence ALD comme motif d'exonération.

Les données traitées et leur durée de conservation sont définies par l'article R 162-1-11 du code de la sécurité sociale qui prévoit que l'historique des remboursements porte sur la période de douze mois précédant la consultation.

**Art. 3 :** Les destinataires habilités à recevoir communication de ces données sont uniquement les professionnels de santé.

**Art. 4 :** Conformément aux articles 39 et suivants de la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique aux fichiers et aux libertés, toute personne peut obtenir communication et, le cas échéant, rectification ou suppression des informations la concernant. Pour ce faire, la personne concernée peut s'adresser soit auprès de sa caisse ou du contrôle médical, soit directement auprès du médecin lors d'une consultation pour l'accès aux données la concernant. Toutefois, le droit d'opposition prévu par l'article 38 alinéa 1<sup>er</sup> de la loi du 6 janvier 1978 ne s'applique pas.

**Art. 5 :** Le Directeur Général de la Caisse Centrale de la Mutualité Sociale Agricole et les Directeurs des organismes de Mutualité Sociale Agricole sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution de la présente décision.

Bagnollet, le 12 décembre 2007 Le directeur général de la caisse centrale  
de la mutualité sociale agricole,  
Yves HUMEZ

« Le traitement automatisé de données à caractère personnel mis en œuvre par la MSA LORRAINE est conforme aux dispositions de la présente décision ci-dessus.

Ce traitement est placé sous la responsabilité du Directeur Général, Mr Jean-Marie GERARD.

Le droit d'accès et de rectification des informations à caractère personnel contenues dans ce traitement est ouvert à toutes les personnes physiques concernées par le traitement. Il s'exerce auprès du Directeur de la Caisse ou de l'organisme de MSA. ».

Vandœuvre-lès-Nancy, le 31 décembre 2007

Le directeur général,  
Jean-Marie GERARD

**Maison de retraite de Rosières-aux-Salines**

**Modalités du concours sur titre pour le recrutement d'un ouvrier professionnel qualifié**

**1) CONDITIONS À REMPLIR POUR ÊTRE CANDIDAT :**

Peuvent faire acte de candidature les personnes remplissant les conditions énumérées :

- à l'article 5 de la loi 83-634 du 13 juillet 1983, portant droits et obligations des fonctionnaires ;
- à l'article 2 du décret 2007-1185 du 3 août 2007, portant statuts particuliers des Personnels Ouvriers de la Fonction Publique Hospitalière.

**2) COMPOSITION DU DOSSIER DU CANDIDAT :**

Le dossier devra comporter :

- une copie, certifiée conforme sur l'honneur, du ou des diplômes (minimum niveau V – C.A.P.) ;
- une lettre de candidature ;
- un curriculum vitæ (en fournissant des justificatifs jugés utiles par le candidat) ;
- un extrait N°3 de casier judiciaire récent (moins d'un an) ;
- une copie, certifiée conforme sur l'honneur, de la carte d'identité ;
- une copie, certifiée conforme sur l'honneur, du permis de conduire ;
- un certificat médical délivré par un médecin de médecine générale agréé, attestant que le candidat n'est atteint d'aucune affection contraire à sa pratique professionnelle (adresse à obtenir auprès de l'administration de l'établissement) ;

**3) DATE LIMITE ET LIEU DE DÉPÔT DES CANDIDATURES :**

Les dossiers de candidatures devront parvenir à Monsieur le Directeur de la Maison de retraite, rue du Paquis des Toiles – bp9 – 54110 Rosières aux Salines, dans un délai de deux mois à compter de la date d'affichage, soit le 18 mars 2007 dernier délai (par dépôt, ou le cachet de la poste faisant foi).

**4) NOMBRE DE POSTES :**

Nombre de postes à pourvoir : 1 (il sera retenu 1 candidature en liste principale et 1 en liste complémentaire).

**5) COMPOSITION DU JURY :**

- l'autorité qui a ouvert le concours ou son représentant, PRÉSIDENT,
  - . soit, Monsieur le Directeur de la maison de retraite,
  - . ou son représentant ;
- un Maître Ouvrier ou Maître ouvrier Principal,
- le responsable Ressources Humaines de la maison de retraite.

